Une publication de la
Ligue Internationale des Travailleurs - Q.I.

Courrier International

11

Troisième époque août 2013 - année 4

POURQUOI LE BRÉSIL EXPLOSE-T-IL ?

LE PAPE FRANÇOIS Ier
Une Eglise militante contre la classe travailleuse et les peuples 24

TURQUIE
Une rébellion contre l'oppression 32

EUROPE
Controverse : comment lutter contre la Troïka, l'UE et l'euro ? 43

Table des matières

Présentation 1

Le Brésil

Pourquoi le Brésil explose-t-il ? 2
La question des drapeaux et des attaques fascistes 7
La crise économique arrive au Brésil 8

Monde arabe

Les avancées et les contradictions de la révolution égyptienne 12
Le syndicalisme alternatif et le nouveau gouvernement 17
Qu'est-ce que les Frères musulmans ? 18
Que faire avec l'appel de l'Armée pour manifester « contre le terrorisme » ? ... 20
La révolution syrienne a besoin de votre soutien ! Renforçons la campagne de solidarité internationale ! 21

Eglise catholique

Le pape François Ier :
Une Eglise militante contre la classe travailleuse et les peuples 24
Qui est Jorge Bergoglio ? 27
L'Eglise dans l'histoire : Toujours du côté des puissants 28

La Turquie

« Nous sommes en présence d'une rébellion contre l'oppression. » 32

Controverse

Quel programme pour la lutte contre la Troïka, l'UE et l'euro ? 36
La menace ultranationaliste et fasciste 41

La Bolivie

L'expérience avec le gouvernement d'Evo Morales et la naissance du Parti des travailleurs 42
Proposition de principes soumise et défendue par Lutte Socialiste au Congrès de fondation du PT 45

Campagne

La Colombie : Défendons la vie des dirigeants ouvriers ! 46
Nous exigeons de Coca-Cola le transfert du camarade Wilson Castro 47
Retrouver Carolina Garzón ! 48

COURRIER INTERNATIONAL

N° 11 / Août 2013

Présentation

Mobilisation dans la ville de Natal, dans le nord-est du Brésil.

Dans plusieurs éditions antérieures de *Courrier International* nous avons signalé que la réalité de la lutte de classes dans le monde semblait s'accélérer, par la rapidité avec laquelle les processus survenaient dans différents pays. Au cours des deux derniers mois, la réalité a confirmé amplement cette affirmation : d'importants processus de mobilisation de masses se sont développés dans trois grands pays, presque sans interruption, et ils ont été au centre de l'intérêt de tous les médias à travers le monde.

Ce fut d'abord la Turquie, où une raison apparemment secondaire – la défense d'un parc contre un projet immobilier – a suscité de grandes manifestations et des rassemblements, qui faisaient face au gouvernement islamiste modéré de l'APK (le Parti de la justice et du développement), présenté par l'impérialisme comme le modèle de « l'islamisme possible » pour la région. A propos de ce pays, nous présentons un entretien avec Hakan, dirigeant du mouvement RED, la section (sympathisante) de la LIT-QI en Turquie, qui intervient activement dans le processus.

A peine le « bruit » en Turquie s'était-il apaisé, qu'au Brésil commença le processus de lutte contre l'augmentation des tarifs de transports, qui réunissait à son apogée trois millions de personnes dans les rues des grandes villes. Les « journées de juin » leur donnèrent gain de cause, et par la suite, ce sont les travailleurs organisés qui sont entrés en scène, à travers la journée de grèves et de manifestations du 11 juillet. Encore un pays – qui semblait « calme » et qui était également pointé du doigt comme un modèle politique et économique pour l'impérialisme – commençait à exploser. La section principale de cette édition y est dédiée, avec un article général sur le processus et un autre sur le contexte de détérioration de la situation économique.

Les cendres brûlaient encore au Brésil quand des millions de personnes se sont mobilisées en Egypte – la plus grande mobilisation de masses de l'histoire humaine – pour renverser le gouvernement de Mohamed Morsi, des Frères musulmans. Le renversement a eu lieu quand un mouvement militaire a évincé le président sous l'applaudissement des masses. Dans la presse mondiale, et notamment dans le gauche, plusieurs débats sont en cours sur le contenu de ce processus – s'il est progressiste ou réactionnaire – et sur la dynamique subséquente – si la révolution continue ou si le « printemps » est « en perte de vitesse ». Un long article analyse le processus égyptien des deux dernières années dans son ensemble et justifie la position de la LIT-QI : Il s'agit d'une mobilisation progressiste qui, en dépit de ses fortes contradictions, accélère le processus révolutionnaire dans le pays. La section *Monde arabe* se termine avec un matériel pour promouvoir la campagne de solidarité avec la révolution syrienne, en lutte de contre la dictature d'Assad.

Ce numéro comporte également un matériel d'analyse historique et actuel de la situation et la politique de l'Eglise catholique, à l'occasion de la désignation du pape argentin François Ier ; un débat important avec Francisco Louçã (du Bloc de gauche portugais) et d'autres représentants du courant de la gauche européenne, qui proposent de ne pas rompre avec l'Union européenne et l'euro, mais de les « réformer » ; et un article sur la fondation du Parti des travailleurs en Bolivie (dans le contexte de l'usure du gouvernement d'Evo Morales). Enfin, nous incluons des documents sur la campagne de solidarité avec les syndicalistes de Coca Cola, menacés de mort en Colombie, et sur la continuité de la campagne pour retrouver Caroline Garzón, la jeune militante colombienne disparue en Equateur.

L'éditeur

Cette édition en langue française est la traduction de *Correo Internacional*, la publication centrale de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (www.litci.org).

4 €

Ed. resp. selon la législation belge : J.Talpe - rue de l'Elan 73 - 1170 Bxl.

Pourquoi le Brésil explose-t-il ?

Alejandro Iturbe

Beaucoup de choses ont changé récemment au Brésil, un pays apparemment « paisible ». Les grandes manifestations en juin contre la hausse du prix des transports publics et l'importante journée de lutte et de mobilisation du 11 juillet, organisée par les centrales syndicales, ont brusquement changé le paysage de ce pays.

Dans de nombreuses manifestations, on scandait que « le géant s'est réveillé ». Après plusieurs années de « calme » et une situation stable sous les gouvernements de Front populaire dirigés par le PT (Parti des travailleurs[1]), la classe travailleuse et le peuple brésiliens sont descendus dans la rue pour leurs revendications, avec beaucoup de force. Ce processus a mis à nu les graves problèmes économiques qui commencent à émerger dans le pays et il ouvre une crise politique naissante dans le système de domination. Il ne s'agit pas de n'importe quel pays, mais de celui qui fut, pendant de nombreuses années, la référence privilégiée de l'impérialisme, le modèle économique et politique pour l'Amérique latine et le monde.

La lutte contre la hausse du prix des transports publics

Durant le mois de juin s'est développé le processus de mobilisations contre la hausse des tarifs du transport en commun (trains, métro et bus), qui se répandit dans tout le pays (São Paulo, Rio de Janeiro et de nombreuses capitales et grandes villes de l'intérieur). Certains médias ont calculé que les manifestations ont réuni, à leur apogée, trois millions de personnes à travers le pays.

Ces protestations ont commencé et se sont développées de façon apparemment inattendue. Ce fut un grand processus, essentiellement de la jeunesse et du peuple, avec une nouvelle génération qui rejoint la lutte et qui commence à écrire sa part de l'histoire. Les sondages indiquent que plus de 75 % des gens mobilisés l'ont fait pour la première fois et que 94 % n'appartiennent à aucun parti politique.

Ce n'est pas par hasard que la hausse du prix des transports se trouve à l'origine du processus. En soi, elle était petite – 20 cents de real, soit 7 eurocentimes. Mais c'était la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, dans un pays où le transport coûte cher et est de très mauvaise qualité. A São Paulo, un voyage en bus ou en métro coûtait l'équivalent de 1,10 € avant la dernière augmentation (1,64 € pour un trajet combiné). Cela donne une dépense mensuelle totale d'environ 75 €, soit plus de 40 % d'un salaire minimum, ou entre 15 et 20 % du revenu de quelqu'un qui gagne entre deux et trois fois ce salaire, ce qui est le cas pour la plupart des travailleurs dans le pays. D'autre part, les tarifs ont augmenté bien au-dessus de l'inflation. Beaucoup de gens n'ont pas assez d'argent pour payer le billet du transport en commun et sont obligés d'aller à pied ou en vélo.

A São Paulo, le métro et les trains de banlieue appartiennent à l'Etat. Le transport en bus est confié par sous-traitance à des entreprises privées et représente une source majeure de profit, très convoité par des secteurs en connivence avec le pouvoir public. En plus de disposer d'une entrée quotidienne importante en espèces, les propriétaires sont subventionnés par les municipalités, et ils jouissent, en outre, d'exonérations d'impôts accordés par le gouvernement fédéral.

Le maire de São Paulo, Fernando Haddad, estime que le financement du transport public gratuit dans la ville (le « tarif zéro ») aurait besoin annuellement d'un peu plus de 2 milliards d'euros. En 1990, un projet du PT créa le « tarif zéro ». La proposition visait à couvrir le coût du transport public uniquement par l'augmentation progressive des impôts : les riches paieraient pour fournir ce service. Le projet est resté aux archives de la municipalité, et le PT n'en a parlé plus jamais.

En même temps, le transport se détériore de plus en plus, parce que l'urbanisation et la croissance des grandes villes n'ont pas été accompagnées par des investissements dans les transports pour donner une solution à cette demande. Et à cela, il faut ajouter la précarité et la cherté des autres services communs. Les trains et les bus bondés et les retards et les accidents fréquents font partie d'une routine pénible qui se répète deux fois par jour. Puis il y a aussi la lenteur du trafic dans des villes qui se remplissent de plus en plus de voitures, en raison de la promotion de la production automobile au détriment du développement du transport ferroviaire et de métro (moins cher et plus efficace).

Le « tarif zéro », loin d'être une utopie, est tout à fait possible, si le transport est envisagé comme ce qu'il est : C'est un droit des gens – et une obligation de l'Etat –, qui ne peut pas être dans les mains d'une poignée d'entrepreneurs. En ce sens, **le PSTU défend l'étatisation des transports en commun et la gratuité des tickets**, une proposition qui représenterait une amélioration significative du niveau de vie de millions de personnes.

1 Le **PT** – *Partido dos trabalhadores* – a été fondé en 1980, en opposition au Syndicalisme d'Etat de l'époque de la dictature de Gétulio Vargas. Luiz Inácio da Silva, alias Lula, en était le principal dirigeant. *Convergencia Socialista* (CS), le prédécesseur du PSTU, et en particulier José Maria de Almeida, alors militant du Syndicat des métallos de Santo André et actuellement dirigeant du PSTU, ont été parmi les promoteurs de cette fondation. CS a été un courant interne du PT jusqu'a son expulsion en 1992. Le **PSTU** – Parti Socialiste des Travailleurs Unifié – est la section brésilienne de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale.

Plusieurs victoires

La lutte a remporté plusieurs victoires importantes. Tout d'abord, elle a vaincu politiquement la répression policière très dure à laquelle elle devait faire face au début, une répression appliquée par les gouvernements des Etats et des municipalités, soutenue par le gouvernement fédéral, et exigée par la presse grand public qui demandait une main de fer contre les manifestations.

Mais le mouvement persistait et s'étendait, et il était clair qu'il avait le soutien de la majorité de la population. De plus en plus de gens étaient mobilisés et avaient décidé de faire face à la répression. La diffusion en direct des manifestations, ainsi que l'évidence que c'était bien la police qui provoquait la violence, sans épargner les journalistes, ont eu un effet contraire et ont augmenté le soutien populaire et le nombre de manifestants. La tentative répressive fut vaincue politiquement et dut être abandonnée.

De même, les gouvernements des différents partis sont passés de l'orientation répressive à la confusion, puis à « l'appel au dialogue », et ils ont finalement fait marche arrière concernant la hausse des tarifs. Le gouvernement de Dilma lui-même a rectifié le tir. Son ministre de la Justice avait déclaré que le gouvernement fédéral ferait tous les efforts pour s'assurer que les gouvernements étatiques contrôlent la situation, c'est-à-dire par l'envoi de forces répressives, comme ce fut le cas dans l'Etat de Minas Gerais. Mais il a fini par dire qu'il « *soutenait les mobilisations démocratiques et écoutait leurs demandes* » (sic).

Deuxièmement, la mobilisation a obligé les gouvernements des Etats et des municipalités à faire marche arrière avec la hausse, montrant qu'avec le combat on peut « changer l'histoire ». Le PSTU et la LIT-QI ont participé activement à ce processus et ont célébré cette première victoire avec une grande joie.

Ce ne sont pas les seuls triomphes. Le Congrès brésilien se réunira en session extraordinaire lors de la pause hivernale – un événement sans précédent au cours des dernières années – pour discuter d'un ordre du jour proposé par son président, Renan Calheiros[2], dans un « discours enflammé ». Comme première étape de cette initiative, une proposition du gouvernement pour amender la Constitution, la PEC 37[3], a été rejetée à une écrasante majorité. C'était une des revendications les plus importantes des manifestations. Le « passe livre » – le transport en commun gratuit pour les étudiants – sera également abordé lors de ces sessions extraordinaires. Cela met en évidence la crainte du système politique bourgeois brésilien, face à la force des manifestations, ainsi que sa politique d'octroi de concessions pour tenter d'y mettre un frein.

« Il n'y a pas que les 20 cents »

L'exigence principale était l'annulation de la hausse des tarifs, mais les manifestations reflètent un processus beaucoup plus profond. Sur beaucoup de panneaux, on pouvait lire qu'il « *n'y a pas que les 20 cents* ». Une grande marmite de mécontentement populaire explose, contre la terrible situation dans les soins de santé et l'éducation publique, répudiant la corruption profonde du système politique et de ses représentants.

Les grosses dépenses pour les stades et pour l'organisation de la Coupe du Monde de 2014 sont aussi remises en question. Le PT et les autres partis pensaient en tirer profit politiquement, en présentant un « Brésil du premier monde », au milieu d'une débauche de corruption et de profits pour les entrepreneurs amis du gouvernement (comme Eike Batista), y compris la « privatisation » de l'administration de ces stades construits avec l'argent public. Ce faste était choquant, face à la réalité de la vie quotidienne pour la plupart des Brésiliens. Dans un pays qui aime le football, la *Coupe des Confédérations* (un avant-goût de la *Coupe du Monde* de 2014) fut répudiée, à l'intérieur et en dehors des stades. L'humour populaire l'avait renommée comme la « Coupe des Mobilisations ».

La force de la rue transformée en organisation

Les grandes manifestations qui ont secoué le pays ont également commencé à produire une politisation intense et le développement de nouveaux types d'organismes de lutte et de mobilisation. Il y a notamment l'exemple des assemblées populaires de Belo Horizonte et le Forum de Rio de Janeiro. Il y avait également des initiatives similaires à Fortaleza, à Maceió et à Campinas. Toutes ces assemblées ont en commun une critique progressive sur les contraintes structurelles du système de représentation de la démocratie électorale, ses partis corrompus et ses élections truquées, qui sont financés par le grand capital. Et elles cherchent à construire, à partir de la lutte, un autre terrain de représentation et d'unité d'action, pour se transformer en organisation et en un programme qui synthétise la force politique spontanée qui vient de la rue.

Ces assemblées ont organisé diverses manifestations lors de la finale de la Coupe des Confédérations. Dans le cas de Belo Horizonte, elles ont réuni des dizaines de milliers de personnes. Et certaines d'entre elles ont rejoint la journée du 11 juillet. C'est une première expérience, alimentée par des antécédents internationaux comme les Assemblées populaires de l'Argentine en 2001/2002, qui doit être maintenue et approfondie et qui doit, en même temps, agir comme un lien entre la lutte populaire et celle de la classe ouvrière organisée.

Le 11 juillet, la classe ouvrière a commencé à entrer en scène

La vague de mobilisations de juin a reculé. Elle a eu sa première victoire, mais elle était dépourvue d'une unité programmatique ou d'organisation pour y donner continuité, bien qu'elle ait déjà donné lieu à une onde de choc expansive de manifestations dans les villes plus petites et dans les quartiers

Mobilisation contre la hausse des tarifs des transports publics, dans la ville de São Pablo. « Si les tarifs ne baissent pas, São Paulo va s'arrêter ! »

2 Du **PMDB** – Partido do Movimento Democrático Brasileiro –, un parti de droite, au gouvernement en coalition avec le PT.

3 L'amendement visait à soustraire au Ministerio publico – une sorte d'instance d'enquête indépendante – la faculté d'enquêter sur les cas de corruption, et à transférer cette prérogative à la police civile et la police militaire. Cela était considéré comme une tentative d'amadouer ces enquêtes.

La plus grande concentration du pays a eu lieu à Rio de Janeiro, le 17 juin 2013.

populaires, avec des exigences très précises et très ressenties.

Elle n'a toutefois pas été en vain. Elle a laissé le message qu'il fallait se battre, et qu'il était possible ainsi d'obtenir des victoires. Elle a agi comme un déclencheur pour le début de l'entrée de la classe travailleuse dans le processus de lutte. Le 11 juillet, tous les syndicats du pays ont lancé l'appel à une journée de grèves et de manifestations. Parmi eux, il y avait la CUT, progouvernementale, la CTB, liée au PCdoB, un allié du gouvernement, Força Sindical, dont la direction est liée au parti bourgeois PDT et qui a beaucoup de poids dans l'industrie, ainsi que CSP Conlutas et plusieurs centrales de moindre envergure.[4]

Les principales exigences de la journée étaient :

- Réduction des coûts et amélioration de la qualité des transports publics ;
- Davantage d'investissements dans la santé et l'éducation publiques ;
- Fin de la Réforme des pensions et augmentation des pensions ;
- Réduction de la journée de travail ;
- Fin de la vente aux enchères des réserves pétrolières ;
- Contre le projet de loi 4330 permettant la sous-traitance des activités propres d'une entreprise ;
- Réforme agraire.

La journée n'a pas atteint le niveau d'une grève générale nationale (ce qui n'est jamais arrivé dans l'histoire du Brésil), mais elle fut un grand succès et s'est fait sentir largement. Il y eut des grèves et des manifestations dans les centres métallurgiques les plus importants du pays – les usines au sud de la ville de São Paulo, les usines automobiles de la périphérie industrielle de São Paulo, la région de São José dos Campos, de Guarulhos et de Campinas à l'intérieur de l'Etat de Minas Gerais – ; dans une grande partie de l'activité pétrolière ; dans plusieurs centres de la construction – São Paulo, Fortaleza, Belém – ; dans plusieurs mines de *Vale do Rio Doce* au Minas Gerais ; et dans les transports en commun dans de nombreuses villes. La journée a eu un impact important sur le secteur des banques et dans le commerce. En outre, il y avait des manifestations dans plusieurs villes, et plusieurs barrages de routes importantes dans le pays.

Les grands médias brésiliens ont accompagné le développement de la journée de minute en minute. Comme échantillon de son impact international, citons le correspondant du journal argentin Clarin qui écrivit dans son rapport : « *Brésil : les ouvriers ont rejoint les protestations et il y avait grève nationale.* »

Un débat que la réalité a clarifié

Le lancement et la mise en œuvre de la journée du 11 juillet ont ouvert un débat qui a traversé les rangs de la gauche et des militants qui s'opposent au gouvernement et aux bureaucraties syndicales. Etait-il correct (comme proposa le PSTU et CSP-Conlutas) de mener une journée unitaire avec les centrales syndicales progouvernementales ? Ne serait-ce pas une façon de « diluer » le caractère de lutte de cette journée contre le gouvernement et de « dorer le blason » de ce syndicalisme ?

En fait, oui, il y avait une bataille concernant le contenu de la journée. Pour CSP-Conlutas, l'un des principaux promoteurs de la journée et qui avait déjà promu une activité importante le 27 juin, il s'agissait de réaliser clairement une journée de lutte, non seulement contre les patrons, mais essentiellement contre les gouvernements, en particulier celui de Dilma. Et CSP-Conlutas a mené la bataille pour ce contenu. Dans ce contexte, son objectif était de faire entrer la classe ouvrière en scène à partir de la journée unitaire de lutte, et elle a indiqué cela clairement dans ses matériaux et ses déclarations.

Pour leur part, les centrales progouvernementales, comme la CUT et la CTB, ont essayé effectivement de « diluer » le contenu de la journée - le limitant à des exigences aux patrons et à un affrontement à une prétendue « menace fasciste » – et d'orienter la journée vers le soutien au plébiscite sur la réforme politique, proposé par Dilma.

La tentative de ces centrales progouvernementales a été doublement contrariée par la réalité. D'une part, le plébiscite proposé est mort comme proposition politique immédiate (comme nous le verrons plus loin dans cet article). D'autre part, la dynamique de la base des travailleurs était à l'opposé : elle ne tendait pas au soutien au gouvernement, mais à la demande de répondre aux exigences et de changer sa politique. Une autre pression pour ces centrales est le fait que Força Sindical – une centrale très bureaucratique mais de poids, qui était jusqu'ici une « base alliée » du gouvernement – donnait un « virage à gauche » dans sa position. Ces centrales se trouvaient donc en proie à une grande contradiction : rester en marge des processus de mobilisation, qui auraient lieu de toute façon, ou essayer de s'y mettre et de reprendre pied.

Avec sa proposition de journée unitaire, la CSP-Conlutas a joué avec toutes ces contradictions et a largement atteint ses objectifs le 11 juillet. Elle a obtenu un vrai triomphe avec cette journée. Pour trancher dans le débat, il faut répondre à une question très simple : Qui a été renforcé ? Est-ce que c'est la classe travailleuse qui en sort plus forte, confiante en ses forces et avec plus de courage pour la lutte ? Ou est-ce que c'est le gouvernement et la bureaucratie syndicale progouvernementale ?

4 La **CUT** (Central Única dos Trabalhadores) et **Força Sindical** sont les deux grandes centrales syndicales du Brésil. Le président de Força Sindical, Paulo Pereira da Silva, alias Paulinho, du **PDT** (Partido Democrático Trabalhista), est député fédéral pour l'Etat de São Paulo.
Le premier *Congresso Nacional da Central dos Trabalhadores do Brasil*, tenu en 2007 à Belo Horizonte, devait donner lieu à une Centrale d'opposition. Ce fut un échec, et deux centrales différentes se sont alors constituées, d'une part, la **CTB** (Central dos trabalhadores e trabalhadoras do Brasil), sous l'orientation du **PCdoB** (Partido Comunista do Brasil, une scission en 1962, d'orientation maoïste, du Parti communiste historique), et d'autre part la **CSP-Conlutas** (*Central Sindical e Popular – Conlutas*), issue de Conlutas, une initiative du PSTU et d'autres organisations.

Pour nous, la réponse est sans équivoque : la classe travailleuse en sort plus forte, et les centrales progouvernementales – en particulier la CUT – ont subi une défaite. Comme exemple de cela, il y a déjà l'appel à une nouvelle journée unitaire de lutte pour le 30 août. Et la question se pose si, faute d'une réponse du gouvernement aux exigences, un plan de lutte va s'approfondir dans la perspective d'une grève générale.

Le contexte économique

L'explosion de ce processus de luttes reflète un contexte très profond : la situation économique. Ici, nous devons considérer deux aspects. D'une part, au cours des dernières décennies, le Brésil a connu une croissance économique importante qui en a fait la septième plus grande économie du monde. Dans ce processus, une nombreuse classe travailleuse s'est développée et de nouveaux secteurs intermédiaires ont émergé. Mais cette croissance va de pair avec l'une des pires distributions de richesse dans le monde et des contradictions sociales terribles. Les politiques de privatisation du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso dans les années 1990 (maintenues et approfondies par Lula et Dilma) ont contribué à l'effondrement des systèmes de santé et d'éducation publics ; il y a une énorme pénurie de logements ; les transports en commun coûtent cher et ils sont de mauvaise qualité, comme nous l'avons vu ; etc.

D'autre part, la crise économique internationale, commencée en 2007, qui n'avait d'abord frôlé que « latéralement » le pays, en comparaison avec ses effets en Europe, commence maintenant à avoir un impact de plus en plus profond.

Un autre article dans ce numéro de *Courrier International* traite spécifiquement de ce thème. Ici, nous voulons relever seulement certains aspects centraux. L'économie brésilienne s'est développée, ces dernières années, autour de deux axes : le marché intérieur et les exportations de matières premières (minérales et alimentaires). Dans le même temps, elle a été « huilée » par l'afflux de capitaux spéculatifs vers le marché boursier et les banques.

Actuellement, ces deux « moteurs » ralentissent et la « lubrification » diminue. Les exportations ont diminué à cause du ralentissement des économies chinoise et indienne. Ainsi, la balance commerciale, qui était largement favorable, passe à être en équilibre ou même en déficit. Le marché intérieur, soutenu durant un certain temps par le gouvernement moyennant des exemptions de l'impôt à la consommation, arrive également à sa limite, entre autres à cause de l'endettement des consommateurs.

Enfin, l'afflux à la Bourse de capitaux étrangers a cessé et son flux commence à être négatif. L'annonce de la Réserve fédérale étasunienne concernant une augmentation des taux d'intérêt des banques dans ce pays à la fin de l'année exerce ici son influence. Comme l'ont souligné plusieurs analystes internationaux, le Brésil n'est plus « la prunelle des yeux » des investisseurs étrangers, en particulier avec les manifestations et le début de l'incertitude politique. Ils commencent alors à chercher d'autres destinations, en attendant que la situation dans le pays se développe.

Tout cela se manifeste de plusieurs façons. Tout d'abord, il y a un fort ralentissement de la croissance du PIB : l'an dernier, elle a atteint seulement 0,9 %, et en mai 2013, elle a baissé de 1,4 % par rapport à avril. Les prévisions pour 2013 sont corrigées de plus en plus vers le bas. Deuxièmement, les premiers éléments de chômage se manifestent : selon l'Institut brésilien de géographie et de statistique, l'emploi industriel a diminué de 0,5 % en juin 2013.

La CSP-Conlutas avait proposé la journée de luttes et de grèves du 11 juillet 2013 et en était un des principaux promoteurs. La journée a eu lieu dans presque tous les Etats et villes importantes du pays.

D'autre part, en un an et demi, la monnaie a été dévaluée d'environ 30 %, initialement par l'encouragement du gouvernement, mais désormais aussi sous la pression de la fuite de dollars et la méfiance concernant l'avenir politique et économique. En juin, la dévaluation a atteint environ 10 %. En outre, comme il est expliqué dans un autre article, les comptes budgétaires sont de plus en plus compromis par la dette publique.

Dans le long terme, la dévaluation favorise une amélioration de la balance commerciale, mais dans l'immédiat, elle donne lieu à un processus inflationniste qui s'accélère. En 2013, le taux d'inflation global cumulé est déjà de 6,5 %. Mais pour la nourriture, il s'élève à 13,5 %, avec des augmentations encore plus importantes pour les aliments essentiels comme les haricots (44 %), les tomates (55 %) ou les pommes de terre (66 %).

Tout cela se passe dans le cadre d'un système politique où la corruption est maître, où l'enrichissement des amis des puissants s'étale de façon obscène au grand jour, alors que les gens n'ont pas de soins de santé, fréquentent de très mauvaises écoles, voyagent dans de très mauvaises conditions et ne peuvent acheter de moins en moins de nourriture. C'est cette double réalité d'exigences structurelles non satisfaites et de l'impact de plus en plus visible de la crise, qui a commencé à exploser et à se manifester dans ces grandes manifestations.

Le début d'une crise politique

Face aux protestations de juin, le système politique est resté pratiquement paralysé. Il est passé de l'option répressive à la confusion, puis aux concessions. Ce sont les gouverneurs, comme Geraldo Alckmin de São Paulo (du PSDB[5], l'opposition de droite au niveau national) et les maires, comme Fernando Haddad (du PT), qui ont surtout été exposés à l'usure et ont eu à payer le coût politique le plus important. Car ce sont eux qui avaient appliqué les hausses et ordonné la répression.

5 Le **PSDB** – Partido da Social Democracia Brasileira – a été fondé en 1988, entre autres par Fernando Henrique Cardoso, alors sénateur, et président de la République de 1995 à 2003.

Mais il y a également une forte usure du gouvernement fédéral de Dilma Rousseff, du PT. Dernièrement, celle-ci a été huée plusieurs fois en public. Et la cote de popularité de son gouvernement, qui était déjà tombé de 65 % à 54 % avant les manifestations, s'est effondrée à 31 % après celles-ci. Jusqu'ici, Dilma – tout comme son prédécesseur Lula – semblait « blindée » face aux effets de la crise économique ou des interminables scandales de corruption. Ce « bouclier » présente aujourd'hui ses premières fissures.

Dilma, une cadre de l'appareil du PT, promue au premier plan par Lula, était une « manager » efficace des temps paisibles. Mais en période de tempête, elle est loin de valoir son mentor. Elle n'a pas l'influence et le prestige de Lula parmi les masses, ni sa poigne politique pour gérer les situations difficiles.

Sa proposition principale concernant les demandes populaires était l'appel à un plébiscite pour une réforme politique dans le système d'élection des députés. Mais cette proposition a été mal reçue, y compris par les partis de sa « base alliée » parlementaire, comme le PMDB, et elle avait été renvoyée à 2014. Actuellement, le gouvernement n'a plus aucune initiative politique. Mais le gros problème du gouvernement de Dilma – et de la bourgeoisie en général – est que, malgré son désir d'apparaître comme celui qui « écoute les demandes du peuple », la situation économique l'empêche de faire des concessions sérieuses et de changer l'orientation de la politique économique.

Le débat sur l'élection présidentielle de 2014 est déjà ouvert, avec la possibilité réelle que Dilma ne soit pas réélue (ou ne soit même pas candidate). Le candidat du principal parti de l'opposition de droite, Aécio Neves, du PSDB, a beaucoup de prestige dans l'Etat de Minas Gerais, mais il est inconnu au niveau national. Dans les sondages sur l'intention de vote, réalisés parmi les manifestants de juin, apparaissent surtout les noms de Joaquim Barbosa, président de la Cour suprême, et de Marina Silva, ancienne ministre de l'Environnement de Lula, du mouvement Rede[6]. Mais Barbosa n'est même pas candidat et Marina (qui essaye d'occuper des espaces à gauche et à droite) a bien une bonne chance de capitaliser le processus juvénile, mais elle n'est pas bien vue dans la classe travailleuse. Et entre-temps, un mouvement a commencé au sein du PT pour le « retour de Lula », afin de jouer de nouveau la carte principale gardée en réserve. Des divergences apparaissent ainsi entre les secteurs historiques des cadres du PT et de la CUT. Par exemple, Candido Vaccarezza, président de la Commission pour la réforme politique au Congrès, a été menacé par les membres du PT de cette Commission d'être évincé de cette présidence, parce qu'il se serait « adapté au PMDB ».

La crise du PT et de la CUT est un élément essentiel pour comprendre que cela affecte non seulement le gouvernement, mais aussi le régime dans son ensemble. Pour la première fois en trois décennies, les luttes des travailleurs sont en train de dépasser ces organisations, deux outils essentiels pour lutter contre la montée et sa radicalisation, avec l'argument que les élections et les gouvernements de Lula et du PT « vont changer le Brésil ». Ce frein au mouvement de masses n'a pas pris fin, mais il s'est affaibli beaucoup. C'est une mauvaise nouvelle pour la bourgeoisie brésilienne et l'impérialisme.

La bourgeoisie brésilienne a montré dans le passé qu'elle est capable « d'inventer » des candidats (comme Collor de Melo), de trouver des solutions dans les moments difficiles et de « refroidir » les masses avec des élections. Mais la situation actuelle est d'une grande incertitude, dans un contexte de mobilisations, de crise économique croissante et d'une augmentation de l'usure des outils historiques pour freiner les processus (le PT et la CUT).

Les tâches du moment

Dans une situation aussi dynamique, lorsque les manifestations commencent à remettre « tout » en question, des tâches importantes sont à l'ordre du jour pour un parti révolutionnaire comme le PSTU, petit mais intégré dans le processus.

Tout d'abord, il s'agit de promouvoir la participation de plus en plus active et intense de classe travailleuse organisée, comme le PSTU a commencé à faire le 11 juillet. Deuxièmement, il faut promouvoir l'unité la plus large des deux « bras » qui se sont manifestés jusqu'à présent dans le combat et qui, dans une certaine mesure, ont agi séparément : le secteur populaire et de la jeunesse de juin, et la classe travailleuse. Essentiellement, il s'agit d'expliquer aux milliers de jeunes militants et combattants qui font leurs premiers pas qu'il est nécessaire que la classe travailleuse, avec son organisation et ses méthodes, occupe le devant de la scène, pour que la lutte ait une plus grande continuité et solidité. Et il faut expliquer aux travailleurs la nécessité de faire appel à ces jeunes, pour qu'ils apportent leur dynamisme et leur combativité.

Et à partir de la promotion et de la participation concrète dans la lutte, qui manifestement peut remporter des victoires, il faut dire que toutes ces injustices et tous les maux qui affectent le peuple brésilien sont le résultat d'un pays pillé comme une semi-colonie par l'impérialisme, un impérialisme associé aux grands patrons nationaux et défendu par tous les gouvernements du système – qu'ils soient de la droite ou de la fausse « gauche ». Par conséquent, la solution de fond à ces problèmes nécessite une révolution socialiste pour modifier, précisément à fond, cette structure semi-coloniale. Dans ce processus, il est essentiel de construire des outils d'organisation de la lutte des travailleurs et des masses – comme les assemblées populaires, qui ont commencé à se développer, et CSP-Conlutas –, ainsi qu'un parti révolutionnaire qui se propose d'être la direction consciente et cohérente du processus, et dont le PSTU est le projet le plus avancé. Le fait d'avoir un embryon des deux outils (parti et centrale de lutte) peut être crucial dans ce début de crise du PT et de la CUT.

Comme nous l'avons dit, les choses ont changé au Brésil. Maintenant, la tâche essentielle est de préparer les réponses ouvrières et socialistes, les organisations de masses et le parti pour lutter pour cette révolution. Pour réaliser le slogan que le PSTU chante dans ses mobilisations : « Ni la droite ni le PT, je veux voir les travailleurs au pouvoir. »

6 **Rede Sustentabilidade** a été fondé en février 2013, entre autres par la sénatrice Marina Silva et l'ancienne sénatrice Maceió Heloísa Helena, en vue des élections de 2014.

La question des drapeaux et des attaques fascistes

Lors des manifestations de juin, tout un secteur remit fortement en cause la participation des partis de gauche et d'autres organisations, tels que les syndicats, ainsi que la présence de leurs drapeaux.

Chez un grand nombre de participants, l'attitude antiparti révèle un aspect très positif : la rupture avec les vieux partis (bourgeois et réformistes) du système, responsables de la situation actuelle. Au sein de cette rupture, il y a un élément de confusion lorsqu'on identifie le PT, au gouvernement, avec « les drapeaux rouges » et l'ensemble de la gauche, sans distinguer ceux qui luttent contre le gouvernement et ceux qui en font partie.

A cheval sur ce sentiment, des groupes organisés de gangs néo-nazis ont attaqué les colonnes de la gauche dans plusieurs villes, lors des manifestations du jeudi 20 juin, en particulier celles du PSTU. Ces attaques n'étaient pas du tout spontanées. Elles étaient promues par des députés de l'extrême droite. Et plusieurs médias ont lancé un appel à « défendre le caractère non partisan » des mobilisations et à expulser les organisations de gauche, en disant qu'il ne pouvait y avoir « qu'un seul drapeau », celui du Brésil.

Les néo-nazis – et les secteurs bourgeois qui les soutiennent – ont essayé de s'appuyer sur ce sentiment « antiparti » pour mettre en œuvre des agressions clairement organisées et conçues pour diviser le combat et pour tenter d'empêcher le PSTU de disputer la direction de ce mouvement et de la montée qui s'annonce et de donner ainsi une réponse « positive » à la crise des grands partis du système. Le PSTU est le parti à gauche du PT le mieux placé à cet égard, car beaucoup d'exigences formulées par la mobilisation font partie du programme que ce parti met en avant depuis des années, telles que le 10 % du PIB pour l'éducation ou la gratuité des transports en commun. A titre d'exemple, il suffit de constater que, quelques jours plus tôt, l'émission de télévision gratuite du parti avait dénoncé « *qu'il y a de l'argent pour la Coupe, et non pour la santé et l'éducation* », ce qui était une des revendications centrales de l'ensemble du mouvement. C'était d'ailleurs aussi le seul parti à être activement dans les deux « bras » de la lutte : les mobilisations de juin et la journée de lutte du 11 juillet. Il y a là une différence claire avec le PSOL[1], qui opta pour « cacher » ses drapeaux lors des attaques et qui n'est pratiquement pas intervenu dans le processus de construction du 11 juillet, alors que son président, le député Iván Valente, soutenait le plébiscite proposé par Dilma.

Revenant aux attaques néonazies : Pour les vaincre, il faut une réponse absolument unitaire, dans les médias et dans la rue, non seulement des organisations de gauche, mais aussi de tous les combattants honnêtes de ce processus, y compris les « antiparti ». En ce sens, les déclarations de plusieurs porte-parole du MPL (Movimiento Pase Libre, pour la gratuité des transports) – revendiquant la participation des organisations de gauche et en particulier celle du PSTU – sont très positives.

Le droit et l'obligation d'être présent

D'autre part, il est également nécessaire de faire avancer le dialogue avec ceux qui sont en désaccord avec ces attaques, mais qui considèrent que les drapeaux de la gauche – et les organisations de gauche, en général – sont néfastes ou nuisibles pour le genre de processus qu'ils considèrent comme l'idéal. Nous comprenons leur rejet des partis du système et nous sommes d'accord sur ce point. Nous comprenons aussi leur rejet du PT et de son rôle en tant que parti principal du système dans la dernière décennie. Mais il est nécessaire de faire la distinction entre les « faux » drapeaux rouges et les vrais : ceux des gens qui combattent coude à coude dans les manifestations.

La présence des drapeaux du PSTU dans ces mobilisations n'a rien « d'opportuniste ». Ces drapeaux ont été présents dans toutes les luttes progressistes dans le pays au cours des dernières décennies, que ce soit contre la dictature ou contre des gouvernements élus. Le PSTU n'a jamais participé à ces gouvernements qui mettent en œuvre les plans de la bourgeoisie. Et il s'oppose clairement et décidément à eux, bien que ceux-ci se disent « de gauche ». En outre, comme nous l'avons vu, les exigences générales de ces manifestations correspondent à des propositions programmatiques lancées par le PSTU avant que ces mobilisations n'aient lieu. En ce sens, ces drapeaux ont à la fois le droit et l'obligation d'y être, tout comme ils y étaient depuis le début des manifestations, y compris avant que celles-ci n'étaient de masses.

En disant « non aux partis », on mélange tout. On confond les partis contre lesquels on se bat, parce qu'ils sont au gouvernement (comme le PT ou le PSDB), avec les partis qui soutiennent ces luttes et les promeuvent. Les participants aux manifestations, tout comme le peuple en général, doivent savoir quels partis sont d'un côté et quels partis de l'autre dans cette lutte.

La proposition « non aux partis » est antidémocratique. Tout le monde doit avoir le droit de décider comment participer aux manifestations, soit individuellement, en tant que partie d'un groupe non partisan, soit intégré dans un parti. Personne ne peut forcer quiconque à adhérer à un parti ou à participer à sa colonne. Mais, en même temps, on ne peut pas nier le droit à s'organiser dans un parti et on ne peut pas forcer quelqu'un à cesser de le faire.

Enfin, disons que le « non aux partis » est une source de division et va contre la croissance du processus lui-même de la mobilisation. C'est quelque chose qui est devenu clair quand les néonazis (déguisés sous le surnom de « nationalistes » et camouflés avec des drapeaux brésiliens) ont attaqué le PSTU en criant précisément « pas de partis ». Cela montre que cette idéologie non partisane sert, en fin de compte, à la bourgeoisie et au système.

De toute évidence, ce débat ne sera pas résolu rapidement, car les diverses positions répondent à des expériences intenses et distinctes. Nous proposons à tous les militants antiparti honnêtes d'ouvrir un dialogue et un débat sur les meilleures façons d'organiser les luttes, avec la certitude de se rencontrer, combattant dans le même camp contre les injustices du capitalisme et contre les gouvernements qui maintiennent ces injustices.

1 Le *Partido Socialismo e Liberdade* a été fondé en 2003, en rupture avec le PT, comme un parti réunissant différentes tendances, mais prenant ses distances par rapport au PSTU.

La crise économique arrive au Brésil

Nazareno Godeiro (ILAESE)

C'est la fin de la lune de miel de la classe ouvrière brésilienne avec le plus puissant gouvernement de Front populaire de nos temps. Ce fait était imprévisible, il y a à peine un mois.

Comment un pays, dont l'économie est sous contrôle, dont la population achète des maisons, des appareils ménagers et des voitures, dont la pauvreté est « en voie d'extinction » et dont le gouvernement a une cote de popularité de plus de 70 %, peut-il se rebeller ?

Celui qui a vu le Brésil sous cet angle ne parvient pas à expliquer la rébellion qui a occupé les rues en juin 2013.

Cependant, un observateur attentif aurait pu entrevoir l'accumulation du mécontentement sous la forme d'une contradiction : **Le Brésil est la 7e plus grande économie au monde et la 84e selon l'indice de développement humain (santé, éducation, logement et transport)**. Et cet observateur pourrait voir que **de fortes contradictions s'accumulent dans l'économie brésilienne**, qui expliquent, en dernière instance, la fin de la sensation de « bien-être » et les manifestations de masses qui se sont emparées du pays.

Le modèle rentier épuise la richesse du pays

Le gouvernement du PT a maintenu le modèle néolibéral intact – l'adornant d'une touche de « pays en développement » –, sur la base de taux d'intérêt élevés pour attirer les capitaux internationaux et du refinancement d'une dette publique, interne et externe, qui étouffe le pays.

L'origine de la dette remonte aux années 1970. Elle a été contractée par la dictature militaire pour assurer le « miracle brésilien ». Cela a conduit à la banqueroute du Brésil dans les années 1980 en ce qui concerne la dette externe. Celle-ci, transformée en dette interne, s'est alors accumulée comme une boule de neige entre 1994 et 2012.

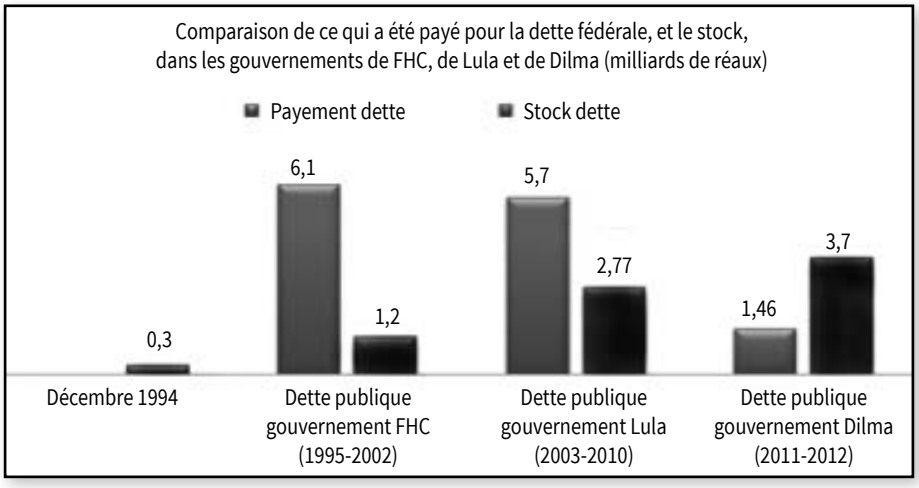
Actuellement, cette dette est devenue un obstacle absolu pour le développement du Brésil. Le nœud gordien de l'économie brésilienne ne peut pas être dénoué sans rompre cette tendance :

Entre 1994 et 2012 ont été payés 13,5 mille milliards de réaux[1], et la dette continue à augmenter.

C'est un modèle capitaliste qui favorise les banquiers. Le Brésil est vulnérable parce qu'il dépend du capital international. A tout moment, celui-ci peut se retirer et provoquer une crise majeure.

Nous voyons déjà les premiers symptômes : du 1 au 24 juin 2013, 5 milliards de réaux de la bourse ont quitté le pays. A cela, il faut ajouter la nouvelle concernant la hausse des intérêts futurs aux Etats-Unis, ce qui donne le coup d'envoi pour le retour du capital spéculatif à son « nid ». Si cette dynamique de la fuite de capitaux du Brésil persiste, la crise économique va se précipiter, créant la récession et l'incapacité de refinancer la dette.

1 Les dernières années, le réal, la monnaie brésilienne, a fluctué entre 0,4 et 0,6 US$

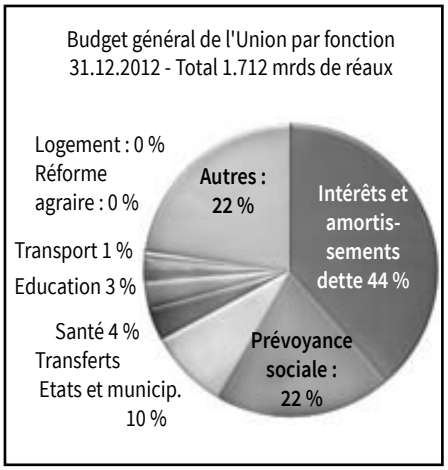


Source : SIAFI - STN/CCONT/GEINC. Banque Centrale et SIGA BRASIL - Sénat fédéral - élaboration ILAESE

Un parasite suce toute la richesse, laissant peu de chose pour les dépenses sociales

L'élément qui a déclenché les protestations de juin au Brésil était l'insatisfaction à l'égard des services publics, coûteux et de mauvaise qualité (transports, éducation, santé).

Le paiement des intérêts et de l'amortissement de la dette empêche l'utilisation des ressources financières du pays pour les services essentiels.



Source : Auditoría Ciudadana de la Deuda – 2012

Le gouvernement a dépensé seulement 1 % de son budget dans les transports publics, 3 % dans l'éducation et 4 % dans la santé, tandis que 44 % ont été versés pour le paiement des intérêts de la dette.

C'est cela la toile de fond qui a déclenché la révolte des jeunes, bien que ceux-ci n'étaient pas au courant de cela. Et cela explique aussi pourquoi cette rébellion a été soutenue par le monde du travail.

Les banquiers ont reçu des privilèges du président Fernando Henrique Cardoso (FHC)[2] et du PT : selon la Banque centrale, le gain du système financier brésilien durant les deux mandats de FHC (entre 1985 et 2002) a été de 95 milliards de réaux. Et pendant les deux mandats de Lula (entre 2003 et 2010), ce gain s'est élevé à 428 milliards de réaux.

Il va de soi que les banquiers ont très bien rétribué ces faveurs au PT. Dans les élections de 2010, les banques ont donné 38 millions de réaux pour la

2 Cardoso a occupé la Présidence du 1.1.1995 au 31.12.2002 et Lula, du PT, lui a alors succédé.

campagne de Dilma, ce qui représentait 15 % de leurs recettes.

L'endettement généralisé : une bombe à retardement enclenchée

Le mécanisme de l'endettement de la population est utilisé comme une arme politique par le gouvernement du PT. Grâce au crédit généralisé, un sentiment a été créé que la vie s'améliore. Toutefois, cet endettement généralisé, pour laquelle des intérêts élevés doivent être payés, annonce des faillites en chaîne.

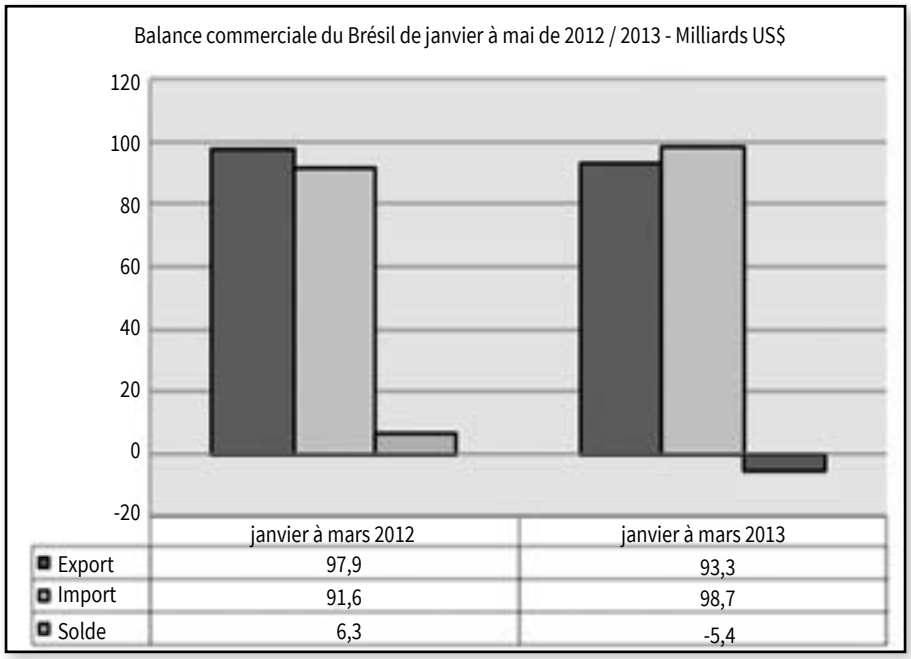
Il n'y a pas encore des cas importants de non-paiement, mais nous avons déjà quelques chiffres qui inquiètent : selon une enquête de la Confédération nationale du commerce, d'avril 2013, il y a 118 millions de Brésiliens endettés, dont 37 millions accusent des retards de payement. Et de ceux-ci, 12 millions sont incapables de payer leurs dettes.

La Banque des règlements internationaux (BRI) a lancé l'alerte concernant le déphasage entre le crédit et le PIB au Brésil : les crédits ont augmenté de 16 % en 2012 tandis que le PIB n'a augmenté que de 0,9 % !

Cette bulle financière va exploser à un moment donné, et elle va provoquer une crise du même ordre de grandeur que celle des Etats-Unis, en 2008.

Le Front populaire comme agent de la recolonisation au Brésil

La revendication la plus chantée par les masses dans la rue était : « Moins d'argent pour la Coupe et plus d'argent pour le transport, l'éducation et la santé ».



Source : Magazine Exame, 500 Mayores y Mejores 2013 – Elaboration ILAESE

La revendication des masses s'oriente instinctivement contre les privilèges accordés aux banquiers internationaux et aux multinationales qui dominent l'économie brésilienne.

Les premiers éléments de la crise économique au Brésil sont en train d'arriver par le biais des relations commerciales et financières du pays avec le monde.

Le Brésil, qui avait des excédents dans le commerce international, a commencé à avoir un déficit au cours des cinq premiers mois de 2013.

Plus inquiétant que cela, la prévision du déficit du compte courant est de 75 milliards de dollars en 2013. Jusqu'en 2012, ce déphasage était couvert par l'entrée d'investissements directs étrangers ; cependant, l'afflux attendu de capitaux étrangers en 2013 est de 65 milliards de dollars. Il y aura donc un déficit de 10 milliards, que le gouvernement prétend couvrir moyennant des privatisations.

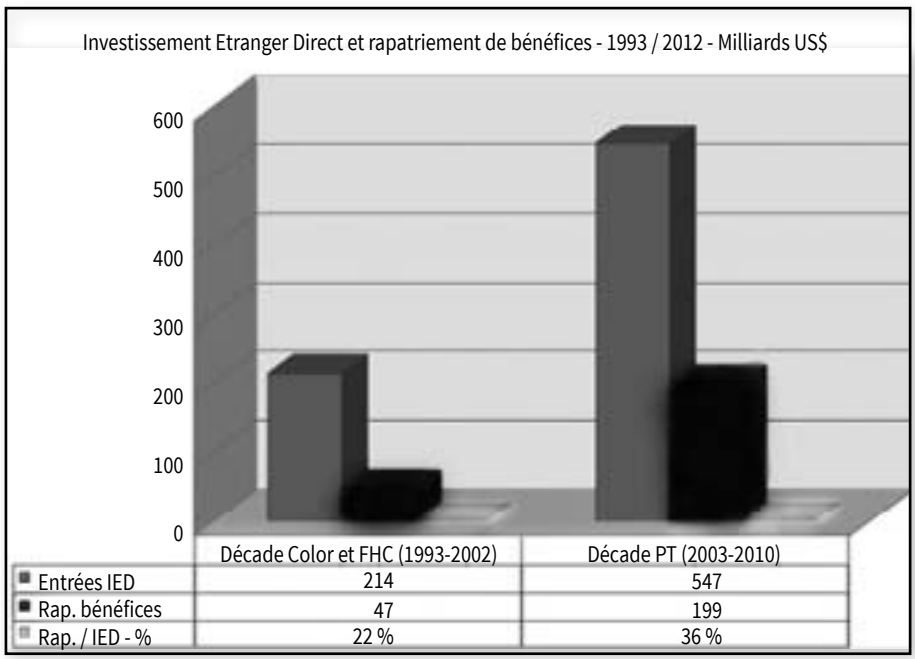
Il a été démontré que les choix du gouvernement du PT se sont avérés erronés et nous payons cela maintenant avec la perte de la souveraineté nationale.

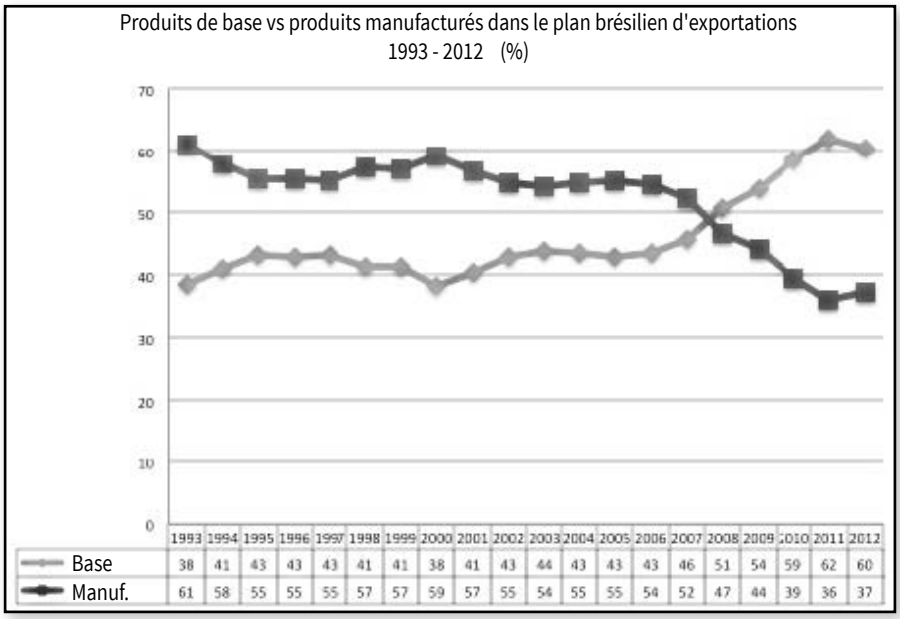
La première erreur a été d'avoir mené la politique d'attirer des capitaux étrangers pour faire progresser notre économie.

Pendant les 10 années de gouvernement du PT, l'entrée de capitaux étrangers a doublé et la remise des profits à l'étranger a quadruplé, avec comme conséquence la dénationalisation de l'économie brésilienne.

Les grandes sociétés transnationales dominent l'économie brésilienne : 100 % des usines de montage, 92 % du secteur électrique et électronique, 75 % du secteur de pièces d'automobile, 74 % du secteur des télécommunications, 68 % du secteur pharmaceutique, 60 % de l'industrie numérique, 57 % du secteur des biens de capital, 55 % du secteur des biens de consommation, 50 % du secteur de l'acier et de la métallurgie et de 47 % de la pétrochimie.

Dans l'agro-industrie, 30 sociétés dominent le complexe agroalimentaire et plus de 70 % de ces entreprises sont des multinationales.





Une dépendance excessive de produits primaires

Le néolibéralisme a imposé au monde une nouvelle division internationale du travail : il a utilisé la restauration capitaliste en URSS et en Chine pour abaisser mondialement les salaires. Avec ses transnationales, il a dominé la Chine et l'a transformée en l'usine du monde. Dans le même temps, il a mis le Brésil – et l'Amérique du Sud avec lui – sur la voie du principal producteur d'aliments et de matières premières. Nous dépendons des exportations de minerai de fer, de soja et de nourriture pour le monde.

Le graphique ci-dessous montre que les exportations de produits primaires ont dépassé celles de produits manufacturés, précisément durant le gouvernement du PT, en 2008.

Nous exportons beaucoup de minerai de fer et nous importons des rails de voie ferrée à un prix sept fois supérieur. Le gouvernement de Lula avait assuré que nous avions l'autosuffisance pétrolière. Cependant, en 2012, nous exportons du pétrole brut bon marché et nous importons des dérivés du pétrole à des prix élevés. En cette année, nous avons eu un déficit de 35 milliards de dollars dans la balance commerciale des combustibles.

Nous sommes en train de retourner à une économie d'exportation de produits primaires et d'importation de produits industrialisés. Pendant le gouvernement de Front populaire, la recolonisation du Brésil a avancé.

Le Brésil avait un excédent commercial avec les pays riches de 12 milliards de dollars en 2008. En 2012, on est passé à un déficit de 15 milliards. L'industrie brésilienne a un déficit annuel d'environ 95 milliards de dollars

L'inflation au Brésil est en hausse parce que le pays produit davantage de nourriture pour l'exportation (soja, canne à sucre, viande) et a diminué la surface de plantation de produits comme les haricots (feijão), le riz, les pommes de terre, le blé et les légumes.

C'est pourquoi l'inflation au Brésil a atteint 6,5 % au cours des huit derniers mois, alors que l'inflation des aliments a atteint 13,5 %. La variation du prix a atteint 66 % pour les pommes de terre, 55 % pour les tomates et 44 % pour les haricots en 2013.[3]

3 Données de l'Institut national des prix à la consommation [IPCA], de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques [IBGE].

Cette inflation qui s'est faufilée dans le revenu du travailleur et elle a diminué la consommation : la sensation de bien-être commencé à s'effriter.

Comme on le voit, la crise internationale commence à entrer au Brésil par le biais des relations commerciales et financières avec l'étranger. A cela, il faut ajouter la stagnation de l'industrie et celle de la consommation intérieure, l'élément dynamique de l'économie brésilienne.

Le choix du Front populaire, d'accepter l'insertion subalterne du Brésil dans l'ordre néolibéral, a gagné la sympathie des gouvernements de la planète, au détriment de la souveraineté nationale.

La précarisation générale de l'emploi

L'un des grands triomphes du gouvernement de Front populaire est la génération de près de 20 millions de nouveaux emplois dans la décennie de gouvernement du PT.

Cependant, ce qui n'est pas dit, c'est que les 19.940.642 emplois créés dans la décennie de 2000 ne sont rémunérés qu'à 1,5 fois le salaire minimum. Il s'agit donc d'emplois précaires, résultants de la sous-traitance néolibérale. Et cette augmentation des emplois précaires est accompagnée de la perte de 4.279.340 emplois rémunérés à plus de 5 fois le salaire minimum.[4]

Il faut ajouter à cela qu'en 2010, il y avait encore 40,8 millions de travailleurs informels, presque la moitié des

4 Recensement démographique de l'IBGE, et PNAD (Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios - recensement de population et de logement).

travailleurs salariés.[5] Ces travailleurs informels n'ont pas de droits du travail (salaire de treizième mois, vacances, fonds de garantie, pension de retraite) et sont exclus des droits sociaux.

La rébellion de la jeunesse a donc trouvé un écho parmi les travailleurs.

Chute des bénéfices, exemptions d'impôt et privatisations

L'impact de la crise de l'économie mondiale au Brésil a conduit à la chute des bénéfices des grandes entreprises, qui à leur tour ont diminué les investissements et ont généré un ralentissement de l'économie brésilienne.

Le tableau ci-dessous indique les ventes et les profits des 500 plus grandes entreprises au Brésil entre 2010 et 2012.

Les revenus nets de ces sociétés représentent près de 50 % du PIB du Brésil. Comme on le voit, il y a une croissance des ventes et une chute des bénéfices au cours des trois dernières années, une diminution des profits fabuleux engrangés pendant les deux mandats de Lula.

La baisse des profits conduit à la baisse des investissements ; au ralentissement de la croissance économique ; à l'augmentation des prix pour restaurer les marges de profit (ce qui explique le bond inflationniste) ; à l'importation d'intrants en provenance de Chine, moins chers ; et au frein à l'embauche de nouveaux travailleurs.

Le gouvernement fédéral est intervenu pour compenser cette baisse des revenus par le biais des incitations fiscales et des exemptions d'impôt, avec l'espoir que les entrepreneurs allaient augmenter les investissements et retourner à la croissance économique. Allègrement trompeur. Les patrons recevaient les cadeaux du gouvernement et amélioraient le résultat de leurs bilans avec de l'argent public.

Les exemptions d'impôt ont atteint le montant de 44 milliards de réaux en 2011 et 72 milliards en 2012, et le chiffre devrait atteindre 91 milliards en 2013.[6]

L'orientation du gouvernement n'a eu aucun effet. Tous les indicateurs économiques du Brésil se dégradent en 2013. Le gouvernement a commencé à prévoir une croissance de 4,5 % du PIB en 2013, et maintenant, les patrons comptent déjà une croissance inférieure à 2 %. Et il ne faut même pas exclure une récession au Brésil en 2014, lors de la Coupe du Monde.

E&N
ECONOMIA & NEGÓCIOS

Governo usará receita de privatizações para atingir meta de superávit primário

Quotidien *O Estado de São Paulo* - Supplément Economie & Affaires 14.06.2013
Le gouvernement utilisera la recette des privatisations pour garantir l'excédent primaire

La nouvelle orientation du gouvernement : couvrir le trou externe avec des privatisations

Avec la fuite des capitaux spéculatifs, l'augmentation des importations de produits industrialisés, la baisse des investissements et le ralentissement de la consommation intérieure, le Brésil risque sérieusement de voir la stagnation se transformer en récession.

Par conséquent, le gouvernement a accéléré la privatisation des richesses nationales pour attirer l'investissement étranger et renouer avec la croissance, étant donné que les exemptions d'impôt n'ont eu aucun effet.

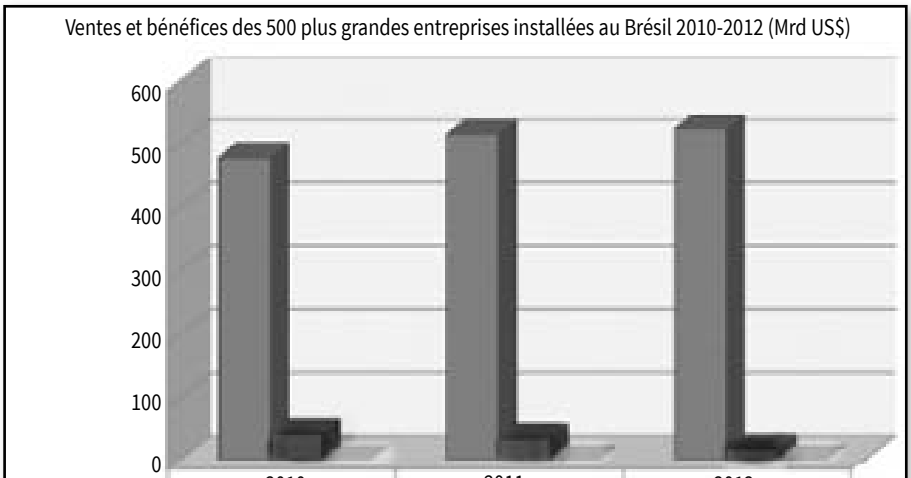
Le Front populaire a entrepris les privatisations sous la forme de « concessions ». C'est la façon « PT » de privatiser. D'amples paquets de privatisation sont prévus pour la seconde moitié de l'année 2013 : les ports, les chemins de fer, les autoroutes, les aéroports, les centrales hydroélectriques, le téléphone, etc. Le gouvernement a même en vue la privatisation de *Campo de Libra*, le plus grand gisement de pétrole sous couche saline jamais découvert au Brésil. Sa valeur est estimée à 1,5 mille milliards de dollars et le gouvernement a l'intention de le vendre pour 15 milliards, moins de 0,1 % de sa valeur.

Ainsi, au Brésil et dans le monde, la célèbre phrase du Manifeste communiste de Karl Marx se confirme : « *Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère l'ensemble des affaires de la bourgeoisie*. »

5 Recensement de l'IBGE.

6 Ministère des Finances – Márcio Holland, secrétaire de la politique économique du ministère des Finances.

Ventes et bénéfices des 500 plus grandes entreprises installées au Brésil 2010-2012 (Mrd US$)



	2010	2011	2012
Ventes net	959	1 029	1 047
Bénéfices net	80	66	34
Marge - %	10,5 %	8,2 %	4,1 %

Source Magazine Exame, 500 Mayores y Mejores, 2013

Egypte

Les avancées et les contradictions de la révolution égyptienne

Ronald León et José Welmowicki

La chute du gouvernement de Mohamed Morsi est un fait d'une importance capitale, non seulement pour la révolution égyptienne, mais aussi pour le cours de toutes les révolutions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Elle marque, sans aucun doute, une nouvelle étape dans tout ce processus révolutionnaire.

Dans le même temps, c'est un fait complexe qui a soulevé, à juste titre, des doutes et des controverses dans une large avant-garde de combattants honnêtes et de militants de gauche.

Il en est ainsi parce que le renversement de Morsi est survenu à partir de la combinaison d'éléments contradictoires qui y ont contribué de manière inégale. Il est le résultat, d'une part, d'une énorme mobilisation de millions de personnes qui ont occupé les rues et les places des grandes villes pour exiger son éviction et, d'autre part, d'un putsch fomenté par le sommet de l'Armée, qui l'a finalement destitué.

Cette réalité pose, naturellement, un certain nombre de questions. Qu'est-ce qui prévaut dans la chute de Morsi : la mobilisation populaire ou le putsch des militaires ? S'agit-il d'une victoire ou d'une défaite, d'une avancée ou d'un recul pour la révolution ? Quelle est la signification des manifestations des Frères musulmans ? Et quelle position devons-nous prendre envers elles ? Que disons-nous quand ces mobilisations sont réprimées par l'Armée ? Quelle est la nature et quelle est la politique du nouveau gouvernement ? Et quelle est la politique de l'impérialisme ?

Nous pensons qu'il est très important de faire avancer la discussion pour tenter de répondre à ces questions, car la réponse aura une incidence, non seulement sur caractérisation correcte des événements, mais fondamentalement sur la détermination précise de la position actuelle et de la politique pour les révolutionnaires en Egypte.

Comment la chute de Morsi est-elle arrivée ?

La grande majorité des médias bourgeois ont annoncé qu'un putsch militaire aurait renversé le gouvernement de Morsi, le premier président civil depuis 1952, vainqueur des premières élections présidentielles après la chute de Moubarak.

Pour la presse, cela signifie que l'armée égyptienne aurait récupéré le pouvoir qu'elle avait perdu avec la chute de Moubarak, grâce à ce putsch.

Dans le même sens, de nombreux analystes présentent les mobilisations des partisans des Frères musulmans – réclamant le retour au pouvoir de l'ancien président Morsi – comme la « résistance » d'un secteur de masses dans la rue, contre l'action des putschistes.

Si l'analyse de la réalité par la presse internationale était correcte, nous devrions alors prendre position, en tant que révolutionnaires, de la même manière que nous l'avons fait contre les différents coups d'Etat en Amérique latine : face aux menaces de putsch ou face au putsch des militaires, nous devrions avoir soulevé la plus large unité d'action avec Morsi et les Frères musulmans, sans pour autant donner le moindre soutien politique à Morsi. Par la suite, de la même façon, il aurait été une obligation de rejoindre les manifestations contre les militaires, organisées par les Frères musulmans.

Mohamed Morsi, le président renversé par la mobilisation des masses et le putsch de l'Armée.

Bref, dans ce processus, nous aurions dû être avec Morsi et les Frères musulmans, contre la lutte des millions de personnes qui remplirent les places le 30 juin dernier.

Mais la réalité a peu à voir avec cette analyse de la presse bourgeoise.

Ces secteurs font valoir que ce sont les militaires qui ont renversé Morsi. Il en est ainsi du point de vue de la forme, mais ce n'est pas le contenu du processus.

Le facteur déterminant pour le renversement de Morsi fut l'imposante mobilisation populaire, qui a déstabilisé tous les niveaux du pouvoir, et contre laquelle les militaires ont été obligés d'intervenir pour sauver le régime.

Pour les militaires, l'éviction de Morsi fut un acte d'autopréservation. Ils se sont rendu compte que, dans le cas contraire, le peuple aurait pu avancer également contre eux. Ce fut une manœuvre qui allait à l'encontre de leur intention initiale, car le plan du régime était que le gouvernement de Morsi puisse compter avec une stabilité suffisante pour terminer son mandat jusqu'à la fin.

Le sommet des généraux a ainsi été contraint, forcé par la mobilisation des masses, de sacrifier un autre gouvernement servile à ses intérêts : d'abord Moubarak, maintenant Morsi.

Bien sûr, le régime militaire à la tête du pays, qui avait déjà réussi à survivre à la chute de Moubarak, n'a pas été détruit. Mais il a reçu une raclée par l'action des masses.

Le régime a dû changer encore un fusible. Il parvient encore à manœuvrer, mais sa situation est devenue plus précaire, plus fragile. Le résultat de ce

processus est un degré croissant d'instabilité dans le régime. Et le putsch préventif, loin de mettre fin au processus, le réanime.

C'est pourquoi nous disons que, indépendamment de la façon dont cela s'est produit, le renversement du gouvernement de Morsi – tout comme celui de Moubarak dernièrement – est un énorme triomphe révolutionnaire des masses, qui affaiblit non seulement le régime militaire, mais aussi l'impérialisme étasunien qui soutient cette armée depuis plus de 30 ans.

Les militaires sont-ils « de retour » au pouvoir ?

Ce n'est pas vrai qu'avec ce putsch, l'Armée est « de retour » au pouvoir, pour la simple raison qu'il ne l'a jamais perdu depuis qu'il l'a gagné en 1952.

Il ne faut pas confondre les gouvernements avec les régimes. Un *gouvernement* a à voir avec un groupe de personnes, tandis qu'un *régime* a à voir avec les institutions fondamentales avec lesquelles le pouvoir politique est exercé.

A propos de ces concepts, Nahuel Moreno a expliqué que le régime politique est « *la combinaison ou la mise en œuvre des différentes institutions de l'Etat dont la classe dirigeante (ou une partie de celle-ci) se sert pour gouverner* », et que les gouvernements sont « *les hommes de chair et de sang qui, à un moment donné, sont à la tête de l'Etat et d'un régime politique* ». Il a également précisé que le gouvernement « *n'est pas la même chose que le régime, parce que de nombreux gouvernements peuvent se succéder sans changer le régime, si les institutions restent les mêmes* ».[1]

En Egypte, l'Armée contrôle le pays depuis 1952, quand le dénommé *Mouvement des Officiers Libres*, dirigé par Gamal Abdel Nasser, renversa le roi Farouk Ier et mit fin à la monarchie. Un régime fut alors mis en place dont la principale institution est l'Armée.

Au sein de ce *régime militaire*, il y a eu plusieurs *gouvernements*, avec des caractéristiques très différentes, mais tous contrôlés par l'Armée.

Quatre de ces gouvernements – de Naguib, de Sadate, de Moubarak et de Morsi – furent renversés. C'est quelque chose qui n'est jamais arrivé avec le régime militaire, qui reste en place jusqu'à ce jour.

1 N. Moreno, *Revoluciones del siglo XX*, 1984

Cependant, il est nécessaire de voir qu'il y a une différence qualitative entre le renversement des deux premiers de ces gouvernements et celui des deux derniers. Naguib a été renversé par une lutte interne dans l'Armée, qui a conduit à la montée de Nasser et a permis un renforcement du régime militaire. Anwar Al Sadat a été assassiné par un groupe de djihadistes islamiques en 1981 et a été remplacé par Moubarak, sans affecter la continuité du régime militaire.

Les hélicoptères de l'armée survolent les rues du Caire lors des manifestations contre Morsi.

En revanche, la chute de Moubarak, et maintenant celle de Morsi, bien qu'elles n'aient pas mis fin au régime militaire, représentent deux coups graves contre lui. Car au cœur de ces événements majeurs, il n'y avait pas une crise interne dans l'Armée ou l'action d'un groupe terroriste, mais l'action révolutionnaire des masses. Et cela a forcé le régime militaire, incapable de réprimer et de massacrer des millions de personnes, à destituer ses propres gouvernements. Il s'agit d'une différence qualitative dans le processus politique, qui apparaît à partir de 2011.

La contradiction du processus : Pourquoi les militaires gagnent-ils du prestige ?

Après avoir signalé l'essentiel dans la chute de Morsi, l'action des masses, nous devons maintenant comprendre ce qui est la contradiction de ce processus : le fait que les militaires soient effectivement parvenus à réagir à temps – face à la mobilisation des masses qui menaçaient le régime dans son ensemble – et soient intervenus en donnant un ultimatum à Morsi et en le destituant de la présidence. Et nous devons voir quelles sont les conséquences de cela.

Avec cette manœuvre, l'Armée a usurpé l'action des masses et a pris la direction du processus, ce qui a empêché le peuple à continuer la mobilisation jusqu'au renversement de ce gouvernement.

De cette façon, les militaires ont pu se présenter comme « amis » et « gardiens » des aspirations du peuple, et ils ont été vus ainsi par de larges secteurs des masses.

Une contradiction de cette envergure demande une explication, et nous devons comprendre la raison de la confiance et du soutien, manifestés par le peuple vis-à-vis des militaires.

Cela a à voir, bien sûr, avec le fait que le régime militaire a pu se repositionner, face à la remise en question des gouvernements de Moubarak et de Morsi. Mais il y a aussi des raisons historiques beaucoup plus profondes.

L'Armée est financée directement par les Etats-Unis depuis les accords de paix de *Camp David* avec Israël. Mais, ironie du sort, son prestige est basé sur son passé anti-impérialiste.

Cela est lié au nationalisme et panarabisme nassérien qui a mis fin à la monarchie et a fait face à l'impérialisme, au point d'en arriver à nationaliser le canal de Suez. Cette mesure radicale a, en outre, été défendue militairement en 1956, lors d'une guerre de l'Egypte contre la Grande-Bretagne, la France et Israël. La réputation de l'Armée vient aussi des guerres menées contre Israël : la *Guerre des Six Jours* en 1967 et celle de *Yom Kippour* en 1973.

Le pacte avec les frères musulmans

Toutefois, ce prestige ne s'est pas maintenu sans failles. Pendant la période du gouvernement de la Junte militaire, entre la chute de Moubarak et l'élection de Morsi, une ample avant-garde et d'importants secteurs du mouvement de masses ont fait une expérience plus directe avec l'Armée elle-même, ce qui a écorné son prestige.

Dans ce contexte, et après la victoire électorale des Frères musulmans – qui ont battu de justesse le candidat avancé par la Junte, Ahmed Shafik –, l'Armée a accepté l'accès au gouvernement des Frères, à condition d'assurer les fondements du régime, à savoir :

Les expressions de joie du peuple égyptien, après le renversement de Morsi.

- L'immense poids économique de l'Armée. Pour se faire une idée : l'armée égyptienne est la plus grande de l'Afrique, avec plus de 460 000 soldats et un million de réservistes. Selon un câble divulgué par Wikileaks, le gouvernement étasunien le considère comme « une entreprise quasi commerciale ». Elle possède d'énormes étendues de terres, des biens et des entreprises (dont beaucoup sont dirigées par des généraux à la retraite) qui produisent – à part des armes et des fournitures – de nombreux autres biens de consommation. Ses entreprises sont responsables d'environ 40 % du PIB.
- Les accords politiques et militaires avec les Etats-Unis et Israël.
- La prise en charge de la tâche de contrôler le mouvement de masses.

Il s'agit d'une alliance clairement contre-révolutionnaire, que les Frères musulmans ont acceptée de plein gré et qui s'est maintenue jusqu'à ce que le gouvernement de Morsi ait cessé d'avoir l'utilité nécessaire à ces fins.

Le gouvernement des Frères musulmans a rapidement été en proie à l'usure, à la fois par sa gestion néolibérale et par ses mesures bonapartistes clairement autoritaires. Les Frères musulmans ont essayé sérieusement de mener à bien un projet d'islamisation de la société et de concentration du pouvoir dans la présidence. En ce sens, le coup du « décret » de Morsi de novembre 2012, qui l'investissait de pleins pouvoirs, a sonné le glas de leur prestige, non seulement auprès des masses, mais aussi dans d'importants secteurs bourgeois.

A cela s'ajoutent la promotion et l'approbation d'une constitution, au mépris non seulement de la participation du peuple, mais aussi de celle des forces d'opposition bourgeoise elles-mêmes, une constitution qui, en plus d'être antiouvrière et contre le droit de grève, était basée sur la *charia* (la loi islamique) comme principale source de législation de l'Etat. Les Frères musulmans ont ainsi montré clairement qu'en pratique, leur projet était d'en arriver à une république islamique.

Tout cela, associé à une situation économique au bord de l'effondrement, a fait que le mécontentement populaire a grandi. Dans le seul mois de mars 2013, il y a eu 1354 manifestations, et le mois suivant, il y en a eu 1462, soit 48 par jour, dont 62 % étaient d'ordre économique.

La campagne lancée par le mouvement de jeunesse *Tamarod* (rébellion en arabe) a offert une alternative pour canaliser la colère accumulée vers des actions de masses, qui ont abouti aux manifestations du 30 juin, le point de non-retour. La campagne de Tamarod a commencé à gagner l'appui de l'opposition bourgeoise. Et en pleine crise, face au refus de Morsi de s'asseoir à la table des négociations, l'Armée a laissé libre cours à cette campagne.

L'ultimatum du sommet de l'Armée, annoncé par le général Al-Sisi, intervint au milieu d'une situation incontrôlable, où le pays était envahi par les manifestations, avec des combats de rue entre partisans et adversaires de Morsi, c'est à dire lorsque la chute du gouvernement n'était plus qu'une question de temps. Deux jours plus tard, Morsi fut destitué et arrêté.

Avec cette manœuvre, l'Armée a réussi à usurper le triomphe des masses. Faute d'une direction révolutionnaire avec poids de masses, les gens ont fini par avoir confiance en une issue mise en œuvre par l'Armée pour apaiser la mobilisation populaire.

Quelle est la position à prendre concernant les mobilisations des Frères musulmans ?

Pendant le gouvernement de Morsi, les révolutionnaires devaient être dans la rue, avec les masses, combattant le gouvernement et faisant la propagande sur la nécessité de lutter contre les militaires et leur régime.

Cette position ne doit pas changer avec l'intervention des militaires, car le « putsch » des militaires ne signifie pas un retour en arrière, comme lorsqu'il s'agit du remplacement d'un régime démocratique bourgeois par une dictature. Dans le cas présent, il s'agit d'un « putsch » dans le cadre du même régime militaire, où l'Armée donnait satisfaction à la principale revendication du mouvement de masses en ce moment : la destitution de Morsi.

C'est pourquoi nous sommes avec les masses et contre Morsi, en dépit de l'intervention de l'Armée. De la même manière, nous sommes maintenant contre le nouveau gouvernement et contre le régime militaire, et nous soutenons toutes les mobilisations progressistes qui les remettent en question.

Mais cela ne signifie pas qu'il est correct, pour les révolutionnaires, de soutenir **toute mobilisation** de masses, indépendamment de leur caractère.

En Egypte, quand les Frères musulmans descendent dans la rue pour défendre le retour du gouvernement bonapartiste de Morsi, ils promeuvent une manifestation contre le gouvernement et le régime, mais de caractère **contre-révolutionnaire**. Et ce n'est donc pas juste de défendre la moindre unité d'action avec cette organisation.

Se battre pour le retour de Morsi à la présidence, c'est lutter pour le retour d'un gouvernement avec un projet néolibéral, bonapartiste et théocratique. Le retour de Morsi, renversé par la grande majorité du peuple, serait un revers pour la révolution.

Pour comprendre cela, imaginons que Moubarak aurait lancé un appel à la mobilisation de ses partisans pour revenir au pouvoir, lorsqu'il a été renversé en 2011, sous prétexte que sa chute était le résultat d'un « putsch ». On peut croire facilement que personne n'aurait pensé à défendre des « droits démocratiques » de ce dictateur, face à cette initiative manifestement contre-révolutionnaire.

Cette mobilisation des Frères musulmans n'a donc rien de progressiste, même si des milliers de personnes y participent, croyant, à tort, que de cette manière elles « défendent la démocratie » contre un « putsch ».

Depuis des semaines, il y a souvent des manifestations pour et contre Morsi. Il y a alors des affrontements entre les deux bandes, avec des dizaines de blessés et de morts. Face à cela, les organisations populaires qui ont renversé Morsi doivent avoir des plans et des organismes d'autodéfense, pour imposer la volonté des masses contre les Frères

musulmans réactionnaires, de manière à ne pas être dépendant de l'armée et de la police pour imposer cette volonté.

Cette organisation de l'autodéfense est nécessaire aussi pour défendre la participation des femmes dans les manifestations, car elles sont souvent agressées sexuellement par des groupes organisés afin de les éloigner de la lutte révolutionnaire.

Cependant, le fait que nous soyons contre les manifestations des Frères musulmans ne veut pas dire que nous allons appuyer toutes les mesures répressives de l'Armée.

Par exemple, nous dénonçons l'attaque qui s'est terminée par la mort de plus de 50 membres des Frères musulmans qui manifestaient devant le siège de la Garde républicaine, car toutes les images montrent qu'il ne s'agissait pas d'un affrontement armé entre deux bandes, mais bien d'une fusillade de l'armée contre des gens désarmés pour la plupart.

Nous condamnons cette attaque pour sa cruauté inutile, et parce que ces morts ne servent qu'à renforcer la tentative des Frères musulmans de revenir au pouvoir, profitant de l'indignation créée par ce fait dans tous les secteurs, y compris parmi ceux qui ont renversé Morsi.

Aussi longtemps que les Frères musulmans continuent à inviter leurs partisans à descendre dans la rue pour reprendre le pouvoir, c'est à dire, pour aller à l'encontre de la grande majorité du peuple et de l'énorme conquête que représente le renversement de Morsi, nous ne sommes pas en faveur de défendre leur droit de parole ou de manifestation. C'est pourquoi nous n'exigeons ni la libération de leurs dirigeants, ni la réhabilitation de leurs chaînes de télévision ou d'autres moyens de communication qui ont été fermées par le nouveau gouvernement civico-militaire.

Quelle est la politique de l'impérialisme ?

L'impérialisme a soutenu le gouvernement de Morsi, presque jusqu'au dernier moment, car il lui avait été utile pour maintenir le régime militaire et mettre en œuvre de la politique économique dictée par le FMI

Mais lorsque ce soutien n'était plus viable – la déposition de Morsi devenant une nécessité pour atténuer la montée colossale des masses –, l'impérialisme a retiré son soutien aux Frères musulmans et a approuvé le putsch des militaires.

En fait, on ne pouvait pas s'attendre à autre chose, dans la mesure où le changement de gouvernement eut lieu dans le cadre du même régime dominé par l'Armée, un agent direct de Washington dans la région.

Par ailleurs, au niveau régional, la politique de certaines monarchies du Golfe – l'Arabie saoudite, le Koweït et les Emirats – de soutien au nouveau gouvernement inféodé à l'Armée et à l'impérialisme est remarquable.

Elles ont accordé d'emblée une « aide » au nouveau gouvernement égyptien de 12 milliards de dollars, un montant qui dépasse largement la contribution annuelle des Etats-Unis (1,5 milliard) et le prêt en cours de négociation avec le FMI (4,8 milliards). Cela apporte certainement une aide précieuse aux nouveaux occupants du palais présidentiel Ittihadiya.

Le nouveau gouvernement : marionnette de l'Armée et de l'impérialisme

Après la chute de Morsi, un nouveau gouvernement a pris la relève sous la direction de Mansur Adli, ancien chef de la Cour suprême constitutionnelle. Ce juge est chargé de procéder à une « transition », pour établir un référendum concernant des amendements à la Constitution – personne ne parle d'un appel à une nouvelle Assemblée constituante – et pour organiser de nouvelles élections présidentielles et parlementaires, en principe au début de février 2014.

Parmi les premières mesures de Mansur, il y a le décret qui permet de sanctionner des lois par voie exécutive, de dicter la politique budgétaire et de déclarer l'état d'urgence, comme l'a fait Morsi, ce qui démontre son caractère bonapartiste.

En raison du rapport de forces entre les classes, l'Armée n'a pas installé un de ses hommes forts à la tête du nouveau gouvernement, comme le général Al-Sisi, à la fois commandant suprême de l'armée, ministre de la Défense et vice-premier ministre.

Le sommet militaire a dû investir un autre civil comme nouveau fusible à la tête de l'exécutif. Le Premier ministre, Hazem Beblaui, ancien ministre des Finances de la Junte militaire, est connu pour ses positions conservatrices et pro-impérialistes.

Le chef de la diplomatie, Nabil Fahmi, est un ancien ambassadeur aux Etats-Unis.

Le sommet militaire a également mis en place des dirigeants reconnus de l'ancienne opposition bourgeoise à Morsi, comme El Baradei, prix Nobel de la Paix, et aussi un homme de l'impérialisme, nommé par l'Armée comme vice-président du gouvernement intérimaire.

Ahmed Galal, un économiste diplômé à l'Université de Boston et ancien employé de la Banque mondiale, dirigera le portefeuille des Finances.

Le nouveau cabinet ne comprend pas de groupes islamistes, même pas des salafistes comme Al Nur, bien que cette organisation politique soutint la destitution de Morsi. Les Frères musulmans ont également été invités et plusieurs postes leur ont été offerts, mais ils ont déclaré ne pas reconnaître le nouveau cabinet.

Ce nouveau gouvernement cherche à afficher une image « populaire » pour répondre à une victoire des masses, comme cela arrive souvent dans des situations révolutionnaires. En ce sens, le principal dirigeant de la Fédération syndicale indépendante (EFITU), Kamal Abou Eita, fut nommé ministre du Travail et de l'Immigration, ce qui apporte l'élément de collaboration de classes.

Cela doit être complètement clair que **ce nouveau cabinet est et sera un gouvernement de plus du même régime militaire, au service de**

Les drapeaux égyptiens dans la mobilisation massive du 30 juin 2013.

l'impérialisme. Comme les antérieurs, il aura la difficile tâche de stabiliser le pays et de vaincre la puissante révolution, le problème stratégique qui unifie la bourgeoisie égyptienne, l'Armée et l'impérialisme.

Aucune confiance dans le nouveau gouvernement ! Faisons-y face de façon indépendante !

Après le renversement de Morsi, le nouveau gouvernement installé par les militaires est l'ennemi principal du mouvement de masses. Il répond, tout comme ceux de Moubarak et de Morsi, au même régime des généraux à solde de l'impérialisme.

C'est un gouvernement qui, en outre, montre son soutien à la politique impérialiste en Palestine et en Syrie. Les exilés syriens sont détenus en Egypte, et la frontière palestinienne de Gaza a été fermée. Ce gouvernement cherche un rapprochement avec le dictateur Assad, tout comme avec les monarchies du Golfe, et il attaque les Palestiniens sous prétexte que le Hamas (qui dirige la bande de Gaza) est un allié des Frères musulmans. Le nouveau gouvernement tente ainsi de justifier un nouvel isolement de la bande de Gaza, conformément à la politique des Etats-Unis et d'Israël.

En ce sens, nous devons expliquer patiemment aux militants et aux masses que ce gouvernement n'est pas le leur, qu'il ne mérite pas le moindre soutien politique.

La tâche du moment est donc de maintenir l'indépendance de classe la plus absolue face au gouvernement et à l'Armée, et de maintenir la mobilisation pour faire face à leurs plans, qui sont les mêmes plans néo-libéraux que ceux de Morsi.

A la chaleur de la grande conquête que signifie le renversement de Morsi, il est nécessaire de maintenir la mobilisation pour gagner des libertés démocratiques complètes, punir les crimes et confisquer les fortunes et les propriétés, non seulement de Moubarak, mais de l'ensemble des dirigeants militaires, y compris Morsi et les dirigeants des Frères musulmans.

Le mouvement de masses doit exiger du nouveau gouvernement civico-militaire – qui déclare être le « gardien du peuple » – la réalisation immédiate d'une Assemblée constituante véritablement démocratique et souveraine.

*Les femmes égyptiennes sont une partie essentielle de la lutte, et des acteurs actifs, depuis le début de la révolution, en janvier 2011.*v

Cette assemblée doit approuver un programme qui libère l'Egypte de la dépendance de l'impérialisme, qui rompt immédiatement le traité de *Camp David*, qui rompt avec toute la subordination politique et financière de l'Armée par rapport aux Etats-Unis et à Israël, qui établit le non-paiement de la dette extérieure et investit ces énormes ressources – 5 milliards de dollars en payement d'intérêts, seulement pour l'année en cours – dans un plan d'urgence qui comprend la réalisation de travaux publics, générateurs d'emplois, et l'attention des besoins de la santé et de l'éducation pour le peuple pauvre de l'Egypte.

En ce sens, la lutte doit s'opposer au nouvel endettement de 4,8 milliards de dollars auprès des banquiers de Washington, qui a commencé à être traité par Morsi et se maintient avec le nouveau gouvernement.

L'Assemblée doit incorporer la **liberté religieuse** la plus absolue dans la Constitution, afin de garantir le respect des droits de tous les Egyptiens, qu'ils soient ou non adhérents aux diverses religions. Les desseins d'une religion, dans ce cas la musulmane, ne peuvent pas être imposés à l'ensemble de la population. Nous avons déjà vu en Iran le résultat d'un tel régime de dictature théocratique.

Les revendications démocratiques doivent aller de pair avec les économiques : l'augmentation générale des salaires, la mise en œuvre d'un plan économique d'urgence et le sauvetage des gens, avec la réduction du temps de travail sans réduction de salaire, afin de garantir un emploi à tous.

Pour garantir tout cela, nous avons besoin d'un changement radical dans l'économie et dans la société. Il est nécessaire d'exproprier le pouvoir économique des dirigeants militaires, d'exproprier les grandes entreprises nationales et multinationales et l'ensemble du système financier, afin de placer l'économie et la richesse de l'Egypte au service de la satisfaction des besoins du peuple.

Pour que la révolution triomphe, pour qu'il y ait un réel changement économique et social en Egypte, il faut une issue indépendante de la classe ouvrière et du peuple. C'est la seule garantie de la continuité du processus révolutionnaire.

En même temps, il faut avancer, dans le feu de la lutte, vers la construction d'un parti révolutionnaire, ouvrier et internationaliste qui peut conduire la mobilisation à la destruction du régime militaire, dans le sens d'avancer vers la seule solution de fond : un gouvernement ouvrier et populaire qui commence la construction du socialisme, en Egypte et dans toute la région.

Le syndicalisme alternatif et le nouveau gouvernement

La classe travailleuse de l'Egypte est l'une des plus nombreuses et des plus organisées de la région. On estime que le pays compte environ 8 millions d'ouvriers, répartis dans de grands centres industriels. L'usine de textile de l'Etat, *Mahalla Misr Spinning and Weaving*, occupe à elle seule 24 000 travailleurs. On estime que le secteur informel comprend entre 10 et 17 millions de travailleurs.

Ce pays de 85 millions d'habitants, le plus peuplé de la région, a connu un processus d'urbanisation rapide au cours des dernières décennies. Le Caire est passé de 3 millions d'habitants en 1960 à plus de 20 millions aujourd'hui. Alexandrie a 5 millions d'habitants. Des villes comme Port-Saïd, Suez et Mahalla en ont plus d'un demi-million. Si nous plaçons cette tendance dans un contexte plus régional, nous constatons que seulement 26 % des 100 millions d'habitants de ce que l'on appelle le monde arabe vivaient dans les villes en 1950, alors la population urbaine représente actuellement 66 % d'un total de 350 millions d'habitants.[1]

Cette classe travailleuse égyptienne, en grande partie jeune et organisée, a joué un rôle très important dans les journées qui ont renversé Moubarak. Le mouvement ouvrier est entré en scène à la chaleur des mobilisations massives de la jeunesse. La *Fédération égyptienne des syndicats* (ETUF), corrompue et inféodée au gouvernement, s'est rompue et une *Fédération égyptienne des syndicats indépendants* (EFITU) s'est constituée. Celle-ci a appelé à une grève générale le 30 janvier 2011, dans le contexte de diverses grèves sectorielles, comme celle des ouvriers du textile de Mahalla.

Les luttes et les arrêts de travail ont continué pendant le gouvernement de la Junte militaire et contre celui de Morsi, au point que lors du renversement de ce dernier, il y avait un appel à la grève générale de la EFITU et du EDLC (Egyptian Democratic Labour Congress – le Congrès démocratique des travailleurs de l'Egypte). Comme expression de l'ébullition dans le mouvement syndical, rappelons que jusqu'à la journée du 30 juin, l'apogée des grandes manifestations contre Morsi, il y avait eu 3817 manifestations ouvrières, environ 10 par jour, au cours de la seule année du mandat de ce dernier.[2]

Quelques jours avant le 30 juin, les travailleurs de *Mahalla* avaient été encore une fois les protagonistes d'une grève forte contre le projet de privatisation de l'entreprise et avaient menacé de « prendre en charge la gestion de l'usine si leurs revendications n'étaient pas satisfaites ».

De cette manière, la révolution égyptienne a rendu possible deux développements majeurs : 1) la mobilisation de la classe travailleuse comme un acteur majeur dans le processus révolutionnaire ; 2) la mise en œuvre d'une réorganisation syndicale très prometteuse, avec des ruptures par la gauche avec les appareils syndicaux traditionnels liés au régime et la formation de nouvelles centrales et syndicats de base.

La chute de Morsi et la formation du nouveau gouvernement civico-militaire représentent de nouveaux défis et d'énormes dangers pour l'ensemble de ce processus de réorganisation qui a conduit à la révolution. Le danger principal est la prétention de ce gouvernement de coopter le mouvement syndical indépendant. Le régime militaire a porté au pouvoir un gouvernement qui défend ses intérêts et ceux de l'impérialisme, mais il a besoin d'une « jambe populaire », à cause de la force de la révolution, d'autant plus que son premier fusible, les Frères musulmans, a été brûlé en moins d'une année de mandat.

Malheureusement, cette question a divisé le syndicalisme alternatif et indépendant. Comme expliqué dans l'article principal, le président de la EFITU, Kamal Abu Aita, a capitulé au régime et a accepté d'être nommé ministre du Travail. Dans son nouveau poste, il a lancé cet appel : « *Les travailleurs, qui étaient les champions des grèves pendant le régime déchu, doivent maintenant devenir les champions de la production*. »[3]

Ce fait a provoqué, à juste titre, une crise dans la EFITU. Heureusement, il y a ceux qui remettent sérieusement en question la cooptation de Kamal. Fatima Ramadan, qui a participé au deuxième congrès de la CSP-Conlutas au Brésil, a manifesté son rejet de la nomination de Kamal Abu Aita : « *L'attitude de Abu Aita était honteuse.* [...] *A aucun moment il n'a consulté le reste de la direction de l'organisme pour publier son document*. » Fatima a obtenu 4 voix sur 13, contre le soutien au nouveau gouvernement. Et elle a déclaré : « *Les Frères musulmans ont commis de nombreux crimes et devraient être poursuivis pour eux, tout comme les agents de la police et de l'armée de Moubarak doivent être punis pour leurs crimes. Ne commettons pas l'erreur de substituer une dictature religieuse par une militaire.* »

Comme issue, elle propose, à juste titre, une nouvelle réorganisation : « *Nous essayons d'organiser une coalition de travailleurs prêts à se battre. Beaucoup d'entre eux agissent au sein des syndicats contrôlés par les différentes centrales.* [...] *Dans le contexte de ce scénario complexe, c'est notre seule issue.* »[4]

Le dilemme est crucial pour le mouvement ouvrier en Egypte. Faut-il, oui ou non, conserver son indépendance politique par rapport au nouveau gouvernement qui, comme expliqué, répond au régime militaire et maintient les accords avec l'impérialisme ? Ce gouvernement ne répondra pas aux aspirations économiques des travailleurs, et même pas aux démocratiques, comme les libertés d'association et de grève, qui sont toujours officiellement régis par la loi 35 de 1976.

En ce sens, il est essentiel que les travailleurs et la jeunesse exigent de ces dirigeants de renoncer à ces postes et de rompre avec le nouveau gouvernement. Car il est plus que jamais nécessaire d'avoir confiance uniquement dans la force de l'organisation et la mobilisation des pauvres et de maintenir l'indépendance politique de la classe travailleuse et du mouvement social, pour pouvoir faire face, dans la rue, aux plans économiques de faim et de soumission, promus par le gouvernement mis en place par les militaires égyptiens.

1 Chastaing, Jacques: *Egypte : la marche de la classe ouvrière vers sa conscience politique*

2 Chaimaa Abdel-Hamid, *Egipto, un infierno para los obreros*. Viento Sur, 21/6/2013

3 Sauda, Aldo: *Uma traição para entrar na história*.

4 Ibidem

Qu'est-ce que les Frères musulmans ?

« *Allah est notre objectif, le Prophète est notre chef, le Coran est notre loi, le djihad est notre moyen, le martyre au nom d'Allah est notre plus grand désir.* » Telle est la devise avec laquelle les Frères musulmans ont été créés en 1928. Leur fondateur, Hassan al-Banna, est un instituteur qui proposa comme alternative contre la domination britannique, et comme moyen de parvenir à l'indépendance de l'Egypte, la lutte pour établir un Etat théocratique basé sur les lois de l'Islam.

Avec cet objectif en vue, les fondateurs des Frères musulmans se sont consacrés initialement à la création d'un réseau d'assistance sanitaire, éducative et sociale en marge de l'Etat, comme un point d'ancrage pour l'action politique.

Profitant de l'abandon dans lequel était plongé le peuple, ils ont vu dans l'assistance sociale le chemin le plus direct pour s'insérer dans les secteurs les plus pauvres de la population. Ils ont construit des mosquées, des hôpitaux et des écoles dans les quartiers populaires. Toutefois, les bénéficiaires devaient se déclarer islamiques ou être prêts à entrer dans la religion de Mahomet. Il s'agissait d'« initiatives missionnaires », qui devaient ouvrir la voie vers une société où la vie quotidienne était régie par les préceptes du Coran.

En outre, ces mosquées et ces centres d'assistance communautaire ont toujours été une source importante d'affaires, autour de l'achat et la distribution de médicaments, de nourriture, et de toutes sortes de produits susceptibles de servir à l'assistance sociale.

Dans ce contexte, on calcule qu'à la fin des années 1940, les Frères musulmans avaient deux millions d'adeptes en Egypte. Et leurs idées ont commencé à se répandre dans la région.

Ce réseau d'assistance sociale s'est maintenu et est bien plus fort aujourd'hui. Avec une vingtaine d'hôpitaux et des centaines d'écoles, il est toujours le principal le pilier de la base sociale qui suit les Frères musulmans. Le porte-parole actuel de ceux-ci, Gehad el Haddad, a déclaré récemment : « *Nous nous concentrons sur le changement social à travers des activités d'aide et de charité*. »

Pendant ces huit dernières années, les Frères musulmans ont connu plusieurs phases dans leur relation avec les régimes politiques égyptiens. C'est un fait que, pendant des décennies, ils ont été proscrits et relégués à la clandestinité. Mais c'est également vrai qu'au fil du temps, ils se sont adaptés complètement au régime en place en Egypte.

Poursuivis par les occupants britanniques, ils ont soutenu le coup d'Etat militaire dirigé par Gamal Nasser, qui renversa le roi Farouk en 1952. Mais ils ont rapidement rompu avec les militaires, qui défendaient une constitution laïque. Un secteur des Frères s'est orienté vers des actions de terrorisme individuel. Le 26 octobre 1954, lors d'un discours prononcé par le colonel Nasser à Alexandrie, un membre des Frères musulmans a tiré huit coups de feu contre lui. Nasser n'a pas été blessé et a déclenché une forte répression contre ses agresseurs. Il a mis les Frères musulmans hors la loi, pendu six de ses membres et emprisonné des milliers.

En réalité, Al Banna lui-même avait écrit, déjà avant l'attentat, que les Frères musulmans se considéraient comme « *en guerre contre tous les dirigeants, tous les partis et toutes les organisations qui ne travaillent pas pour la victoire de l'islam* ». Certains adeptes suivirent cela à la lettre et une partie des Frères musulmans forma une armée secrète, à partir de la fin des années 1930. C'est le « dispositif spécial », qui réalisa une série d'assassinats en Egypte, y compris celui du Premier ministre de l'époque, Mahmud al Nukrashi Pacha, en décembre 1948.

Sayyed Qutb était un des principaux représentants de cette orientation – qui proposa la « guerre sainte » par la lutte armée et le martyre. Il a été emprisonné et exécuté pendant le règne de Nasser. En 1964, il a écrit, en prison, que « *l'heure était arrivée qu'un musulman donne sa tête pour proclamer la naissance du mouvement islamique* ». Lors de sa pendaison en août 1966, ses derniers mots furent : « *J'ai fait le djihad pendant 15 ans, avant de gagner le droit à ce martyre.* » Qutb est mort, mais des années plus tard, son héritage a inspiré des gens comme Ayman al-Zawahiri, qui a commencé à militer dans les Frères musulmans, puis a rompu avec eux et est devenu l'un des fondateurs d'Al-Qaïda, une organisation qu'il dirige depuis la mort d'Oussama ben Laden.

Cependant, les Frères musulmans dans leur ensemble n'ont jamais eu l'orientation du terrorisme individuel et des magnicides. Ce fut une cause de rupture pour plusieurs secteurs jihadistes. Il faut dire qu'ils sont passés par un processus significatif de modération et d'adaptation au régime militaire, y compris lorsqu'ils étaient persécutés, sous les gouvernements de Nasser, de Sadate et de Moubarak.

Le gouvernement de Moubarak a maintenu formellement l'interdiction, mais il les a incorporés au régime en les octroyant le rôle d'opposition principale. Lors de la participation aux élections truquées par la dictature, en 2000, les Frères musulmans ont obtenu 17 sièges au parlement. Cinq ans plus tard, ce parti s'est présenté sous la couverture d'« indépendants » et il a obtenu 20 % des sièges.

Ce vote obtenu par les Frères musulmans reflétait déjà – de façon déformée – l'usure du gouvernement de Moubarak. Un voyant d'alerte s'y est alors allumé. Comme d'habitude, le dictateur réalisa quelques ouvertures – toujours dans le but de se légitimer – et il lâcha un peu la bride aux Frères musulmans, ce qui donnait l'apparence d'une « opposition ».

Mais ce « va-et-vient » était toujours contrôlé par Moubarak. Après les élections de 2005, ce dernier commença une nouvelle campagne, emprisonnant plusieurs dirigeants des Frères, afin de les barrer la route vers un meilleur résultat aux élections de novembre 2010. Les Frères musulmans appelèrent alors au boycott du second tour de ces élections, où le parti de

Moubarak, le Parti national démocratique, remporta 80 % des sièges de l'Assemblée du peuple.

Quand la révolution éclata, en janvier 2011, les Frères musulmans n'ont pas rejoint immédiatement les manifestations contre Moubarak. La raison est que, en réalité, cette organisation faisait déjà partie du régime, comme nous l'avons vu. Cela faisait des années déjà qu'elle jouait un rôle de soutien et de légitimation du régime des miliaires en tant que principal parti d'« opposition », toléré par Moubarak.

Cela ne signifie pas que les Frères musulmans n'aient pas souffert éventuellement la répression du régime militaire. Cela signifie simplement que leur action politique ne visait pas à renverser le régime, mais à conclure des accords avec lui. Ils visaient à occuper de plus en plus d'espace dans le pouvoir, toujours dans les marges octroyées par le régime militaire.

Ils en sont arrivés à soutenir même un plan de succession, antérieur au début des manifestations, qui visait à introniser le fils de Moubarak, Gamal.

Alors, quand les gens sont descendus dans la rue et qu'ils ont occupé la place Tahrir en criant « Moubarak, dégage ! », la direction des Frères musulmans syntonisait, dans un premier temps, avec l'orientation des militaires, de tenter d'apaiser les masses avec des promesses de réformes « cosmétiques ».

Ce n'est que lorsque la situation de Moubarak devenait intenable et que leurs propres bases descendirent dans la rue pour exiger sa démission, que les Frères musulmans se sont repositionnés. Ils ont changé de cap et ont rejoint les manifestations. Après la destitution de Moubarak, les Frères musulmans n'ont pas hésité à faire des accords avec la Junte militaire pour assumer la présidence et sauver le régime, comme nous expliquons dans d'autres articles.

Le poids de leur insertion sociale à travers leur politique d'assistance sociale, en particulier dans les zones rurales défavorisées, ainsi que l'autorité qu'ils avaient gagnée en tant qu'« opposition » à Moubarak, leur a permis une ascension vertigineuse. Après la chute de Moubarak, ils ont remporté toutes les élections dans lesquelles ils se sont présentés. Lors des élections à la chambre basse, réalisées entre novembre 2011 et janvier 2012, ils ont obtenu 37,5 % des voix. Dans les élections pour la Choura, la chambre haute, ils ont séduit 45 % des électeurs. Pour la présidence, Mohamed Morsi a gagné au second tour avec 51,73 % des voix. Lors du référendum de la Constitution islamiste promue par Morsi, seulement 32,8 % de l'électorat est allé voter, mais le « oui », soutenu par le gouvernement, a obtenu 63,8 % des voix.

Les Frères musulmans sont un parti politique bourgeois. Leur programme est néo-libéral et ils défendent la *charia* (la loi islamique) comme « *seul point de référence pour ordonner la vie de la famille musulmane, de l'individu, de la communauté et de l'Etat* ».

Pendant l'année où ils ont gouverné ensemble avec les militaires, ils ont montré qu'ils sont profondément pro-impérialiste, en maintenant tous les pactes avec les Etats-Unis et Israël et en négociant – pour ne pas dire en implorant – le prêt de 4,8 milliards de dollars avec le FMI.

C'est le parti islamiste le plus grand et le plus ancien de l'Egypte. On estime qu'entre cent milles et cinq cents milles des 80 millions d'Egyptiens sont membres ou sympathisants de cette organisation. Parmi cette base sociale, qui est essentiellement rurale, mais qui a aussi un grand poids dans les villes, ils recrutent des gangs armés, de tendance fasciste, qui attaquent les manifestations de l'opposition.

Mohamed Badie, l'actuel « Guide suprême » des Frères musulmans.

Leur direction est constituée de représentants d'un secteur important de la bourgeoisie égyptienne, où on retrouve des entrepreneurs comme Al Shater, un multimillionnaire, propriétaire d'un conglomérat. C'est lui l'homme fort de l'organisation et il a été candidat pour le Parti de la Liberté et la Justice, le bras politique des Frères musulmans.

La structure des Frères musulmans est très hiérarchisée. Leur grand chef est le « Guide suprême », un poste actuellement occupé par Mohamed Badie. Il est assisté par un « organe consultatif » de 15 « ministres ». Les décisions les plus importantes sont toutefois prises par le Conseil de la Choura, une assemblée d'une centaine de frères, qui définit la politique des Frères musulmans et choisit leur Guide suprême et leurs conseillers.

A l'échelle internationale, les Frères musulmans sont à l'origine de plusieurs groupes islamistes, ou les ont influencés. C'est le cas du mouvement palestinien Hamas, qui contrôle la bande de Gaza. Il y a aussi d'autres organisations liées aux Frères musulmans en Jordanie et en Syrie. Dans ce dernier pays, les secteurs liés aux Frères musulmans ont été victimes d'un terrible massacre, perpétré par Hafez Al Assad à Hama en 1982, où des milliers de civils ont trouvé la mort. Ils agissent actuellement dans l'opposition à Bachar Al Assad. Ils entretiennent également des relations avec des partis comme Ennahda et l'AKP, qui sont au gouvernement en Tunisie et en Turquie respectivement.

La chute de Morsi n'a pas mis fin aux Frères musulmans, loin de là. D'ailleurs, compte tenu de leur histoire, il ne faut pas exclure un compromis avec le gouvernement actuel. Mais en même temps, on ne peut nier que, avec le progrès de la révolution, l'important poids social et politique des Frères musulmans a été durement écorné. Ils sont toujours là et ils peuvent mobiliser de nombreux adeptes, mais leur gestion à la tête du gouvernement leur a valu une dégringolade au même rythme que celui de leur ascension.

Que faire avec l'appel de l'Armée pour manifester « contre le terrorisme » ?

Le 25 juillet dernier, le général Al-Sisi publia une déclaration de l'Armée, intitulée « la dernière chance », dans laquelle il annonçait un nouvel ultimatum aux Frères musulmans et les intimait à « joindre les rangs de la patrie » et à accepter l'autorité du nouveau gouvernement dans les 48 heures. Dans le cas contraire, l'Armée « changerait sa stratégie en matière de violence ».

Dans le même temps, il lança un appel « à tous les citoyens honnêtes et honorables d'Egypte » à « compléter la révolution du 30 juin » et à descendre dans la rue pour soutenir l'Armée dans « une lutte probable contre la violence et le terrorisme ». Et il avertissait que, dans cette lutte, l'Armée allait « pointer ses armes » contre ceux qui utilisent « la violence ». Le chef de l'armée et ministre de la Défense finissait son appel en disant : « S'il vous plaît, partagez votre responsabilité avec moi, avec votre armée et la police, et montrez votre grandeur et votre résolution dans tout ce qui se passe. »

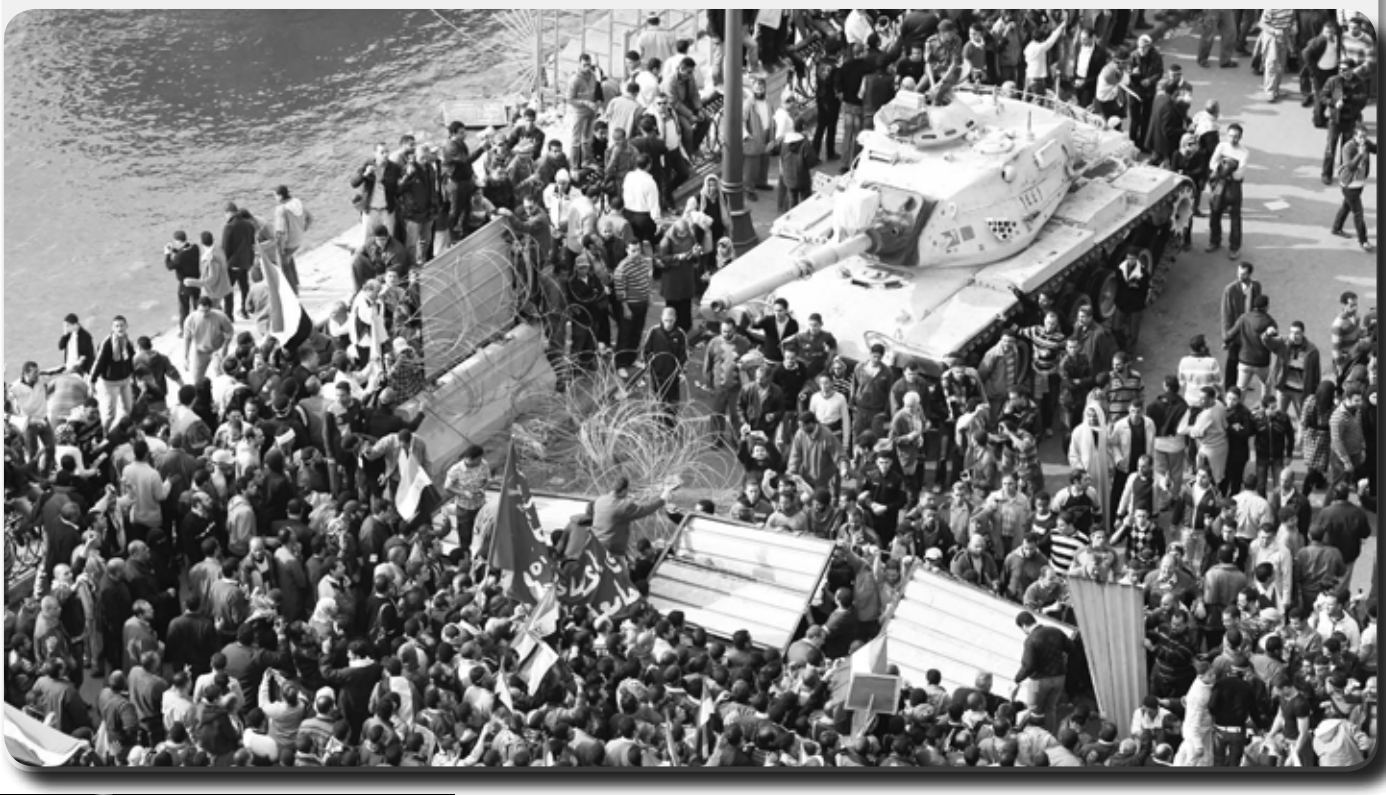
Quelle doit être la position du mouvement de masses et des révolutionnaires concernant cet appel ? Comme nous l'avons expliqué, nous sommes contre les manifestations des Frères musulmans pour réclamer le retour de Morsi, et nous sommes également d'accord que, le cas échéant, nous devons nous mobiliser contre eux pour défendre, y compris physiquement, la conquête du renversement de Morsi. Mais cela ne signifie pas que nous soutenons n'importe quel type de mobilisation « contre les Frères musulmans ».

Cet appel d'Al-Sisi – qui prouve, une fois de plus, qui dirige vraiment le pays – a un autre caractère. Cet appel du sommet militaire à la mobilisation a pour but de renforcer directement l'Armée en tant qu'institution, en s'appuyant sur le prestige acquis après avoir complété la destitution de Morsi.

L'Armée vise à se légitimer encore davantage et à obtenir plus de latitude pour mettre en œuvre ses plans contre le peuple. Autrement dit, il s'agit d'une mobilisation qui, loin de s'opposer au régime mis à mal par l'action des masses, le renforce. Pour ce faire, l'Armée présente cyniquement son action comme une mesure visant à « approfondir » la « révolution du 30 juin », dans une tentative de s'approprier davantage l'initiative de la chute de Morsi et de supprimer totalement celle des masses dans ce fait.

Nous avons déjà signalé que la chute de Morsi fut une grande victoire des masses, mais le fait que l'Armée lui ait donné le coup de grâce a créé une contradiction qui a permis aux généraux d'usurper cette victoire et de maintenir le contrôle du processus politique. L'appel de l'Armée au peuple à se mobiliser a pour but de renforcer son image de « gardiens de la nation » moyennant un « bain de foule ». Cela devrait créer une situation plus favorable pour « identifier » les « ennemis de la patrie », afin de pouvoir réprimer non seulement les Frères musulmans, mais aussi le mouvement de masses dans son ensemble et les grèves et les luttes à venir. Autrement dit, cet appel est un pas en avant vers la mise en échec de la révolution. Et nous ne pouvons donc pas le soutenir.

Pour cette raison, le mouvement syndical, les jeunes et les révolutionnaires égyptiens doivent s'abstenir de participer à ces événements. Et nous devons exposer les véritables intentions de l'Armée qui se cachent derrière cet appel.



Syrie

La révolution syrienne a besoin de votre soutien ! Renforçons la campagne de solidarité internationale !

• Sara Al Suri

La situation actuelle en Syrie augure une guerre civile prolongée. En plus de deux années de lutte sanglante contre la dictature de Bachar Al Assad, les forces rebelles, organisées dans l'Armée syrienne libre (ASL) et dans d'innombrables milices et groupes de combattants, sont parvenues à libérer des parties importantes du territoire national. Aujourd'hui, le pays est divisé en deux. Il y a des régions libérées, où le régime continue de contrôler l'espace aérien et multiplie les bombardements systématiques, et des régions entièrement contrôlées par le gouvernement d'Assad.

La libération d'une partie du pays n'a été possible que grâce à l'appui de la majorité de la population syrienne à la révolution. Mais, même si plusieurs régions sont sous le contrôle des forces rebelles, la supériorité militaire indiscutable d'Assad a permis au régime d'empêcher des avancées décisives, ce qui pourrait conduire à leur chute. Ces derniers mois, le régime a réussi à regagner une partie du territoire occupé par les rebelles. Cela est dû principalement à deux facteurs qui furent décisifs pour le régime : l'entrée en scène du Hezbollah, et l'aide étrangère en armes envoyée par la Russie – qui dispose d'une base navale dans la ville syrienne de Tartous – et par l'Iran.

L'intervention décidée des combattants du Hezbollah, le parti-milice chiite du Liban, représenta un effort essentiel pour le camp militaire de la dictature syrienne. Elle a permis d'inverser, au moins momentanément, la situation créée par une série de défaites que le régime avait souffertes auparavant. Ainsi, le Hezbollah, mondialement connu pour avoir mis en échec l'invasion du Liban par Israël en 2006, met aujourd'hui toute son autorité politique et sa puissance militaire au service d'une dictature sanglante. En outre, l'intervention du groupe joue le rôle contre-révolutionnaire de la promotion de la haine sectaire entre les différents secteurs religieux dans le pays, ce qui entrave encore davantage le dialogue entre eux.

En mettant dans la balance ses ressources militaires pour maintenir la dictature génocidaire d'Assad, le Hezbollah est devenu un élément de déséquilibre en faveur du régime. Ces ressources ont été décisives dans la prise de Quseir, une ville stratégique à la frontière avec le Liban, et dans les combats à Homs, un des centres de la révolution et la troisième ville du pays. Ce renfort a également eu un rôle dans les victoires partielles que le régime d'Assad a obtenues à Damas, où il a avancé sur les points de contrôle à Zamalka et où il a consolidé la reprise de Qaysa, deux localités situées dans l'est de la ville. Ces points avaient été défendus âprement par les milices rebelles. Le régime a également progressé dans le blocage d'importantes routes d'approvisionnement en armes et en fournitures pour l'ASL.

Cette période difficile ne modifie pas le pronostic global : une guerre prolongée. Ni le régime ne semble en mesure de reprendre le contrôle de l'ensemble du territoire, ni les rebelles n'ont maintenant suffisamment de ressources pour pouvoir renverser Assad.

La question de l'armement

Dans ses attaques contre la révolution syrienne, le castro-chavisme affirme invariablement qu'il s'agit d'une intervention de l'impérialisme, et non d'une révolution. En fait, jusqu'à présent, l'intervention principale est celle de l'Iran, de la Russie et du Hezbollah. En dépit des déclarations faites par les gouvernements des Etats-Unis et de leurs alliés européens, ce qui prévaut est une politique générale d'embargo sur les armes des deux côtés. Et la réalité concrète est que l'embargo tend à valoir surtout contre les rebelles, puisque le régime d'Assad continue à recevoir normalement des armes puissantes via ses sources iraniennes, russes, etc.

L'impérialisme dit qu'il soutient la lutte rebelle, mais en fait, il contrôle les sources d'approvisionnement, pour empêcher les rebelles de recevoir des armes de gros calibre, des armes qui permettraient d'affronter l'armement supérieur d'Assad et ses alliés. Nous devons exiger que cet embargo soit réellement suspendu et que les rebelles puissent recevoir des armes assez puissantes pour faire face aux armes lourdes du tyran.

Pourquoi les puissances mondiales n'arment-elles pas les rebelles dans des conditions susceptibles d'affronter et de vaincre le régime ? Parce que l'impérialisme craint qu'une fois assuré le triomphe sur le régime par l'action des rebelles, il ne parvienne pas à contrôler le processus ultérieur, avec la population en armes. C'est à cela que se réfèrent les gouvernements des Etats-Unis et de la France quand ils se demandent quoi faire et qu'ils mettent en garde contre les « dangers d'armer des rebelles dans lesquels ils n'ont pas confiance ». L'impérialisme est toujours divisé sur la question, comme en témoigne le Congrès des Etats-Unis, mais en même temps, ils discutent sur des formes plus directes d'intervention.

Si par hasard les puissances impérialistes en arrivent à une décision d'intervention directe, cela peut susciter des attentes dans la population assiégée, et même parmi les combattants qui vivent sous le feu ennemi permanent et sont constamment attaqués par des armes chimiques. Mais il faudra les mettre en garde sur le fait que cette intervention serait aussi un revers. Ce serait le remplacement de la dictature d'Assad par la domination des troupes étrangères. Dans ce contexte, la tragédie continuerait.

Nous sommes en faveur d'exiger de tous les gouvernements l'envoi de moyens militaires à la résistance, de sorte que celle-ci puisse être effectivement en mesure de s'opposer à l'armement d'Assad. Mais dans le même temps, nous sommes totalement contre une intervention impérialiste au nom de la sauvegarde de la révolution. Elle apporterait de nouveaux « maîtres » pour le peuple syrien, cette fois avec une langue étrangère.

La résistance

Les forces rebelles regroupées dans l'ASL ont des centaines de milliers de combattants. En réalité, il ne s'agit pas d'une armée au sens strict, mais d'un front d'un certain nombre de bataillons disséminés à travers le territoire de la Syrie. Le commandement suprême est composé par d'anciens officiers de l'armée d'Assad, qui ont déserté pour constituer un front militaire de lutte contre le régime et qui ont un rôle de centralisation et de répartition des ressources militaires. Ce commandement suprême s'articule avec la principale organisation de l'opposition syrienne, la Coalition nationale syrienne, qui rassemble différentes forces politiques de l'opposition bourgeoise, avec une forte influence des différents gouvernements impérialistes. Nous soutenons l'unification de tous les efforts pour la victoire du peuple syrien dans ce combat.

Bien que la direction de l'ASL ait une politique de collaboration avec l'impérialisme, le front de bataille réel, qui est dans la résistance, est l'ASL. Ce qui nous unit, c'est une cause commune : vaincre la dictature. Par conséquent, il faut se battre pour la

victoire militaire de ce front et pour la fin du régime d'Assad. Mais la lutte ne s'arrête pas là. Dans ce processus, il faut avancer dans la construction d'une alternative révolutionnaire pour les masses.

L'instrument contre-révolutionnaire du sectarisme religieux

Le sectarisme religieux est un grand ennemi en Syrie, qui s'alimente en partie de la mosaïque politique de ce pays. La majorité de la population, 70 %, d'origine musulmane, est adepte à la confession sunnite. Cependant, elle est divisée entre les deux principaux groupes ethniques du pays, les Arabes (90 %) et les Kurdes (10 %). Alors que la grande majorité des Kurdes est de confession sunnite, chez les Arabes il y a – à part les adeptes de courants minoritaires de l'islam, les alaouites, les druzes, les ismaéliens et les chiites, qui représentent ensemble 20 % des Syriens – une minorité importante de chrétiens, comprenant 10 % de la population. Ce n'est pas par hasard que la grande majorité des membres de la résistance syrienne sont de confession sunnite.

Assad est de confession alaouite et il a toujours cherché à utiliser son noyau familial et ses attaches avec les membres de cette minorité pour s'assurer un cercle loyal et fermé autour du régime. Actuellement, il sème la terreur dans ce secteur de la population avec l'idée que les Alaouites et les autres minorités non sunnites seront persécutées et tuées si lui et la dictature tombent. Les sunnites iraient liquider d'abord les Alaouites, puis toutes les autres minorités, s'ils arrivent au pouvoir.

Cependant, la haine sectaire, encouragée et nourrie par le régime lui-même pendant des années, se heurte à la nature en grande partie laïque de la population locale. Le fait que la Syrie soit un pays à majorité sunnite n'implique pas que la grande majorité de la population revendique un Etat islamique, tel qu'il existe en Arabie saoudite et en Iran.

Même s'il y a toutes sortes de positions dans les différents bataillons armés, la lutte contre Assad a une référence plurielle et unitaire de tous les Syriens qui se battent pour la même cause : la chute d'Assad, et la construction d'une Syrie libre et démocratique.

Dans le camp militaire de la lutte contre Assad, il existe un réel danger à combattre : les brigades dirigées par des secteurs salafistes, tels que Jabhat Al Nusra, et le bataillon Dawlet Irak Al Sham. Ce sont des groupes islamistes fondamentalistes qui exigent un Etat religieux dans le pays. Bien qu'ils s'opposent actuellement au régime, ils ont une vision sectaire, confessionnelle et religieuse de la lutte. Pour eux, il s'agit d'une lutte entre les sunnites et les autres religions, et non une lutte du peuple syrien contre la tyrannie du Baath. Leur proposition divise les Syriens et fait le jeu d'Assad. En affirmant, y compris parmi les sunnites non pratiquants, que la lutte vise à imposer leur foi aux autres secteurs religieux, ces groupes jouent un rôle contre-révolutionnaire au sein du camp militaire de la révolution.

Ce secteur, bien que minoritaire, est mieux armé, parce qu'il a accès à des sources de financement dans des pays comme l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, précisément parce qu'il s'agit de secteurs politiquement plus proche de ces pétromonarchies. En plus du financement, ces groupes ont des combattants avec une expérience militaire de pays comme l'Irak, l'Afghanistan et la Tchétchénie. Récemment, le 12 juillet, ils ont assassiné un commandant supérieur de l'ASL dans la région nord, près de Lattaquié. En outre, ils entrent en conflit avec les responsables civils qui n'acceptent pas leur proposition sectaire, dans les zones libérées qu'ils contrôlent ou qu'ils essayent de contrôler. A Raqaa, par exemple, il y a eu des manifestations de masses aux portes des tribunaux islamiques constituées par ces bataillons, dans lesquelles le peuple exigeait la libération de tous ceux qui avaient été emprisonnés pour des raisons politiques par les groupes islamistes.

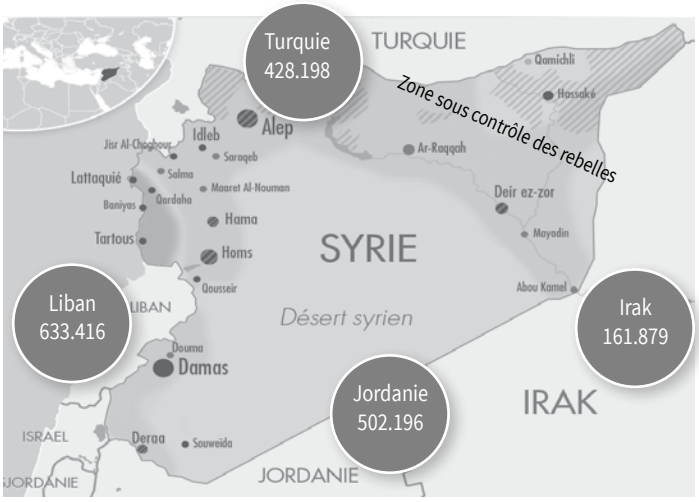
Le bataillon de Kabun et le CCL de Yarmouk

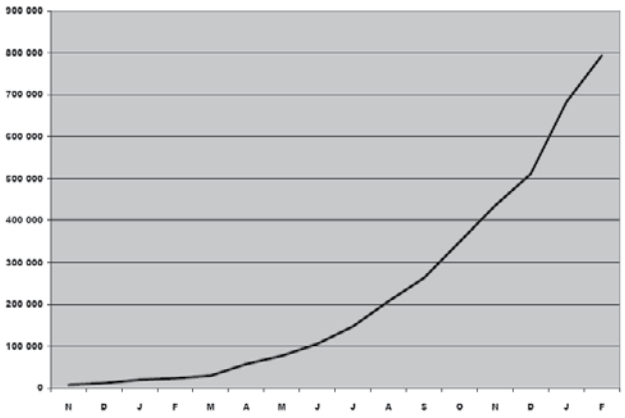
C'est pour cela, précisément, que le développement des secteurs rebelles qui luttent clairement pour une Syrie libérée d'Assad, ouverte à tous, à toutes les confessions et ethnies, démocratique et plurielle, est essentiel. Notre activité dans la campagne nous a permis de connaître deux de ces secteurs : la 1re Brigade de Damas, dans la ville de Kabun, formée par des combattants de diverses confessions ; et le Comité de coordination local (CCL) de Yarmouk, qui se trouve dans le camp de réfugiés palestiniens le mieux connu à Damas. Le camp abrite des Palestiniens qui se sont réfugiés en Syrie après la formation de l'Etat d'Israël.

Kabun se trouve à trois kilomètres du centre de Damas. Comme dans la plupart des villes syriennes, le bataillon a été formé par ses habitants, les travailleurs du lieu. Certains des membres du commandement du bataillon étaient des ouvriers avant l'explosion de la révolution. Leur principal dirigeant, par exemple, travaillait dans une usine de savon. Ils ont dû passer de la résistance pacifique à la résistance armée, comme seul moyen pour empêcher les massacres d'Assad.

Conscients de la nécessité d'affirmer une vision d'unité entre les différentes confessions religieuses, ils ont comme représentant un chrétien, Abu George, qui agit dans un bataillon composé principalement de musulmans. Ils nous ont clairement expliqué qu'ils défendent un caractère pluraliste et démocratique pour la Syrie, et qu'un tel concept doit se refléter dans la composition du bataillon. Leur point de vue est que la révolution en Syrie fait partie de la révolution arabe et qu'ils sont coude à coude avec les révolutions contre les dictatures de la région. Ils citent notamment Bahreïn, avec un régime d'oppression relié à l'Arabie saou-

Réfugiés : En juillet 2013, leur nombre dépassait déjà les 1 800 000.
La carte signale leur distribution au 22.07.2013 dans les pays voisins.





Nombre de réfugiés, croissance de novembre 2011 à février 2013

dite, contre lequel les gens se battent pour la liberté.

La 1re Brigade a été confrontée à une situation difficile à Kabun. Ils sont soumis à des bombardements de saturation (qui détruisent tout dans une zone déterminée). En étant à quelques kilomètres du centre du régime militaire à Damas, ils sentent directement la gravité du manque d'armement. Par exemple, ils n'ont pas d'artillerie antiaérienne pour répondre aux attaques systématiques de l'armée de l'Air et des blindés et de l'artillerie de la dictature. Ils ont besoin d'équipements de protection tels que des masques pour se protéger des attaques du régime aux gaz toxiques, et des fournitures médicales appropriées pour soigner les blessés. Nous devons élargir la campagne de soutien à ce bataillon, afin que son exemple soit une référence, étant donné les caractéristiques que nous décrivons.

La lutte du Comité de coordination de Yarmouk a une grande importance politique, car c'est tout un symbole. Yarmouk est le camp de réfugiés à Damas qui abritait durant de nombreuses années des forces de la résistance palestinienne en lutte contre Israël. Les Assad (père et fils) ont utilisé cette présence pour leur propagande : ils se disaient partisans de la résistance, alors qu'ils accordaient à Israël un pacte tacite de non-agression. Il est étonnant que, depuis le début de la révolution, l'Etat d'Israël ait bombardé à plusieurs reprises des territoires syriens. Cependant, le régime, qui menaçait de riposter, immédiatement après les attaques, n'a même pas levé le petit doigt contre l'Etat sioniste. Pour braquer ses armes contre son propre peuple, Bachar Al Assad se comporte comme un lion, mais pour répondre à l'agression israélienne, il se comporte comme un rat.

Partout dans le monde – et en particulier dans le castro-chavisme –, les partisans de la dictature d'Assad soulèvent le supposé caractère anti-impérialiste du régime comme l'une des justifications centrales pour leur soutien à cette dictature génocidaire. En fait, au cours de ces années, les Palestiniens ont été sévèrement contrôlés. Ils ont été empêchés de mener toute activité considérée par le régime comme susceptible de menacer le statu quo avec Israël ou de contrarier les plans de cet Etat pour les Palestiniens. Malgré toute la répression, les Palestiniens-Syriens de Yarmouk se sont rebellés, eux aussi, contre le régime, et ils ont été impitoyablement réprimés. Ensuite, ils ont dû passer à la résistance armée.

Par conséquent, la lutte du Comité de Yarmouk met à nu ce mensonge. Dans le *Forum Social Mondial* en Tunisie, la présence d'un membre du Comité dans une activité de la CSP-Conlutas a été instructive. Il a donné le témoignage vivant que le régime fait payer cher l'audace de Yarmouk, de prétendre aussi à obtenir la liberté pour laquelle se bat le peuple syrien. Aujourd'hui, ce harcèlement implacable continue : le régime utilise des missiles sol-sol et détruit toute l'infrastructure de ce quartier, le camp palestinien. Il est essentiel de soutenir la lutte de Yarmouk, où la révolution palestinienne et la révolution syrienne s'unissent.

L'Union des étudiants libres de la Syrie

Un autre secteur important dans la résistance est celui de la jeunesse universitaire. Les étudiants syriens qui combattent le régime ont fondé l'*Union des étudiants libres syriens* (UNELS), répudiant l'ancienne Union officielle. Ce processus a commencé quand ils participèrent à des marches pacifiques contre le régime, en mars 2011, et furent réprimés par la dictature avec des balles et des canons à eau. L'UNELS fut fondée après cette répression, quand la révolution était contrainte d'appeler à la résistance contre le régime assassin. Sa déclaration de fondation définit son caractère : « *Nous fondons l'UNELS comme une entité démocratique, politique et d'action syndicale. Nos objectifs sont les suivants :*

** Travailler pour l'organisation de manifestations et de grèves générales au sein des universités et des écoles et en dehors d'elles, d'une façon humanitaire et civilisée et engagée dans des activités pacifiques.*

** Travailler en collaboration avec les autres groupes, syndicats et comités de la révolution, dans le but de renverser le régime qui a perdu sa légitimité, avec le maintien de l'unité nationale dans ce processus.*

** Travailler pour la construction d'un Etat laïque qui a une démocratie pluraliste et qui garantit la liberté, la justice et l'égalité pour tous ses citoyens.* »

Deux dirigeants de cette entité se sont rendus au Brésil pour participer au congrès de l'ANEL (Assemblée nationale d'Etudiants – Libre), du 30 juin au 2 juillet, à Juiz de Fora. Dans une de leurs interventions, ils ont expliqué comment ils ont rejoint la révolution, quand toute manifestation se terminait toujours sous les balles de la répression des agents du gouvernement. Après beaucoup de pertes en vies humaines, ils ont commencé à organiser la résistance armée.

La deuxième question soulevée était la relation entre Assad et l'impérialisme. Ils ont rappelé que Bachar Al Assad n'a jamais tiré une seule balle contre Israël dans les Collines du Golan, la région syrienne annexée par Israël, et qu'il prononçait des discours rhétoriques contre les Etats-Unis, tout en étant le plus haut représentant de l'impérialisme dans son pays, puisqu'il négociait les ressources, comme le gaz et le pétrole, derrière le dos du peuple syrien. Le Congrès a applaudi chaleureusement le discours et il a adopté, dans la séance de clôture, une résolution reconnaissant l'UNELS comme la représentante légitime des étudiants syriens.

Après la conférence, ils ont participé à une réunion, convoquée par l'ANEL, avec toutes les délégations internationales, qui comprenaient des étudiants du Canada, du Chili, de l'Espagne et de l'Argentine. Dans cette réunion s'est manifesté un large soutien à la lutte des étudiants syriens. Par la suite, ils ont visité plusieurs villes du Brésil, en tant qu'invités par le PSTU qui avait programmé une série de conférences pour les étudiants. A cette occasion, le PSTU s'est engagé, ensemble avec la LIT, à soutenir l'UNELS et à lancer une campagne de soutien matériel pour lui permettre de continuer à se structurer dans les zones libérées et en dehors de la Syrie. La campagne visera à soutenir la création d'une structure de communication via Internet, pour pouvoir se communiquer par tweet et relier les différentes régions de l'organisme ; à fournir de l'aide pour l'élaboration et l'amélioration des publications de l'organisme ; ainsi qu'à soutenir les activités de cet organisme en matière d'éducation dans les zones libérées, de secours aux blessés et de soutien logistique aux combattants de la résistance contre le régime.

La solidarité pour les réfugiés

Dans cette situation qui mène au génocide du peuple syrien, le drame des réfugiés, dont le nombre augmente de jour en jour, est évident. L'ONU évalue le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays à plus de 4 millions et le nombre de personnes qui ont quitté le pays à plus d'un million et demi. Chaque jour, quelque dix mille personnes, dont la moitié sont des enfants, franchissent les frontières de la Syrie. Ces dix dernières semaines, un demi-million de civils sont ainsi partis. Dans cet exode douloureux, il est fréquent que des villages entiers arrivent aux frontières du Liban, de la Jordanie, de la Turquie ou de l'Irak, après plusieurs jours de marche sous les attaques de l'armée fidèle au régime. Et après l'accueil dans ces pays, il s'agit de survivre dans des conditions inhumaines et d'endurer la faim et les intempéries. Des milliers de réfugiés cherchent aussi refuge en Egypte, mais ils ont été persécutés par l'armée égyptienne.

Le manque de soutien à cet énorme contingent humain va certainement augmenter le nombre de morts qui, selon l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme, a déjà atteint 120 mille personnes depuis le début du conflit. Il faut incorporer le soutien à ces réfugiés dans la campagne, ainsi que la lutte pour leurs droits fondamentaux à la nourriture, la santé et un logement décent.

Le pape François Ier

Une Eglise militante contre la classe travailleuse et les peuples

Ricardo Perrotta

Les changements dans le Vatican sont très importants et méritent l'attention des révolutionnaires du monde entier. Pendant des siècles, l'Eglise a joué un rôle central – et souvent décisif – sur la scène internationale, en faveur des oppresseurs et contre les opprimés et les exploités.

Il ne faut pas se faire des illusions par le fait que, ces dernières années, ce rôle a été quelque peu voilé. Le capitalisme mondial a besoin d'une Eglise dynamique et militante pour l'aider à ralentir la montée de la lutte de classes dans le monde entier. C'est à cela qu'est venu François Ier, et il s'est déjà mis à l'œuvre.

L'abdication de Benoît XVI et l'entrée en fonction de François Ier font partie d'une opération politique de grande ampleur. Nous devons expliquer les raisons de l'abdication et le dessous des cartes d'une élection qui concentre de nombreux aspects originaux. Il s'agit du premier pape latino-américain et du premier pape jésuite dans l'histoire.

L'Eglise dans l'histoire

A partir de son intégration au pouvoir, l'Eglise catholique a été à l'avant-garde de toutes les causes réactionnaires, tout au long de siècles d'histoire. Cette position a des raisons matérielles spécifiques : l'Eglise est l'une des plus grandes entreprises capitalistes et le plus grand propriétaire foncier urbain de la planète.

Dans le même temps, elle fait partie de la superstructure idéologique dominante et du front mondial de la contre-révolution : la Sainte-Alliance contre les travailleurs et les peuples. Ce double rôle – exploiteur individuel et partie décisive de l'idéologie globale des exploiteurs – a placé l'Eglise au centre de la vie politique. Ce serait une grave erreur de penser qu'il s'agit de « quelque chose du passé ». Au cours des dernières décennies, l'Eglise a travaillé sans relâche pour faire face aux luttes des travailleurs et des peuples, non seulement de façon idéologique, mais aussi de manière militante.

L'Eglise dans la Seconde Guerre mondiale

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, Pie XII a maintenu l'Eglise dans la neutralité face à l'affrontement entre l'Axe et les Alliés, ce qui revient à être complice d'Hitler ; et pendant la Guerre civile espagnole, il a béni les armes du franquisme. Cela lui a permis de préserver l'Eglise, gagne qui gagne. Après la guerre, il a approfondi le caractère anti-communiste de l'Eglise, en parfaite syntonie avec le vainqueur, les Etats-Unis, et avec le début de la guerre froide.

Cependant, son profil ne correspondait déjà plus à un monde qui était témoin d'une montée de la lutte de classes, où un tiers de l'humanité se trouvait sous les régimes non capitalistes et où l'impérialisme européen était en proie à une crise brutale. L'ancienne église avait besoin d'un changement.

En 1958, Pie XII a été remplacé par Jean XXIII, le « bon » pape, qui essaya de faire face à l'influence du communisme moyennant la *Doctrine sociale de l'Eglise*,[1] présentée comme une option politique. Jean XXIII était l'un des soi-disant « papes pastoraux ».

Jean XXIII.

« *Ces papes ont deux traits particuliers : 1) Ce sont de vrais dirigeants politiques, qui cherchent à mettre en œuvre des mesures visant à surmonter les obstacles qui séparent l'Eglise des masses ; 2) Ils font valoir l'institution ecclésiastique comme une option politique, principalement dans les étapes de montée des masses.*

L'objectif principal de l'Eglise – sauver l'entreprise d'exploitation – va de pair avec une politique spécifique, pendulaire et accommodante. Le Vatican n'est pas – et n'a jamais été – l'agent direct d'aucun gouvernement impérialiste en particulier, mais elle vient en aide à l'un et à l'autre selon les besoins du capitalisme et les intérêts spécifiques du Vatican, à chaque moment historique particulier.

Cette politique pendulaire de l'Eglise – avec plus ou moins de radicalisation ou de conservatisme selon les aléas de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat – correspond à l'alternance de deux secteurs dans sa conduite. Alors que les « papes pastoraux » apparaissent dans les moments de montée de la lutte de classes, ceux qui appartiennent à l'aile plus bureaucratique et conservatrice de la diplomatie du Vatican règnent dans les périodes où il s'agit de consolider ou de rétablir les avancées... »[2]

Les initiatives du Concile du Vatican II (1961) et les changements au sein de l'Eglise pour essayer de se rappro-

1 En 1891, Léon XI lança la *Doctrine sociale de l'Eglise*. Celle-ci commençait ainsi à s'occuper des problèmes sociaux des masses et des travailleurs, pour répondre au socialisme en plein essor.

2 *Estrategia socialista*, décembre 1981 (voir *Archivo León Trotsky* – www.archivoleontrotsky.org)

cher du mouvement de masses et de surmonter sa crise font partie de cette politique. Par exemple, ce Concile a mis fin à la messe en latin et a autorisé les prêtres et les religieuses à ne plus porter la soutane ou l'habit, etc. L'Eglise est allée visiter de nombreux pays pour tenter de conquérir l'adhésion des masses, en préconisant une « *Eglise pour les pauvres* ».

Cette orientation a conduit des milliers de catholiques, inscrits dans la « Théologie de la libération » et dans des organisations similaires, à s'impliquer dans les luttes et les organisations politiques et sociales qui ont émergé en Amérique latine dans les années '60 et '70. L'Eglise abandonnait les partis usés de la « démocratie chrétienne », qui s'étaient formés après la guerre, et ses cadres (prêtres et laïcs) s'impliquaient dans des organisations proches des pauvres (comme les Communautés de base au Brésil). Ces cadres avaient un rôle essentiel et faisaient la concurrence aux organisations révolutionnaires de gauche et marxistes, pour empêcher celles-ci de gagner une influence de masses. Des prêtres, comme le sandiniste nicaraguayen Ernesto Cardenal ou le père Mujica des Montoneros argentins, se sont mis à la tête de milliers de jeunes qui faisaient partie d'organisations populaires de masses. Des dirigeants comme Lula – et Lugo lui-même, ancien président du Paraguay – proviennent de ces organisations. Des dizaines de cadres de l'Eglise ont participé à la création du PT brésilien et d'organisations similaires dans d'autres pays. Le but était d'empêcher que l'exemple cubain n'incite des milliers de militants à embrasser la révolution ouvrière et socialiste.

Paul VI, plus conservateur, devait freiner les réformes initiées par Jean XXIII, mais il a dû maintenir la façade « de gauche », sous la pression du processus déclenché en Amérique latine par la révolution cubaine. Le Congrès de Medellín de 1968, qui « légalisa » le courant tiers-mondiste dans l'Eglise, est un exemple de cela. La tentative de ce pape de faire basculer de nouveau le « pendule » n'a pas duré. Mais avant sa mort, il n'a pas hésité à soutenir les dictatures qui se sont installées en Amérique latine.[3]

La défaite yankee au Vietnam (1975), la crise de l'impérialisme, avec la fin du « boom » d'après-guerre, et la nécessité d'affronter les processus révolutionnaires dans le monde, ont forcé un autre changement dans le sommet catholique, et un nouveau « pape pastoral », Jean Paul II, est alors arrivé.

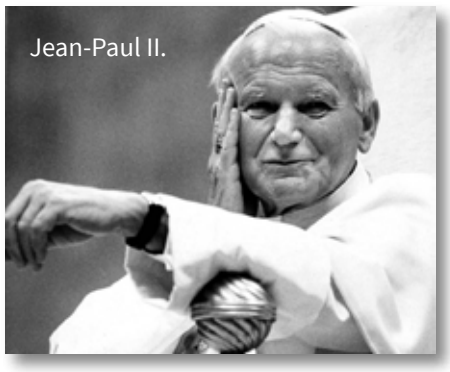
Un tournant dans l'histoire

Jean-Paul II a pris ses fonctions en 1978. Ce n'est pas un hasard si un Polonais, Karol Wojtyla, est venu occuper la chaire de Pierre. En Pologne, il y avait une forte montée parmi les travailleurs, dirigée par le syndicat ouvrier *Solidarnosc*, qui a fait face à la dictature stalinienne avec un cours à gauche, dans le sens de la révolution hongroise de 1956 et de la tchécoslovaque de 1968. L'impérialisme chercha à faire face à cette montée avec la stratégie de la restauration capitaliste dans les Etats ouvriers, et il fit appel à Wojtyla pour s'occuper de la besogne.

Ce pape a fait une alliance avec Ronald Reagan – en 1984, les relations diplomatiques entre le Saint-Siège et Washington ont été rétablies – et avec Margaret Thatcher, au service de la contre-révolution mondiale. Reagan, Thatcher et le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev ont dirigé le processus de restauration capitaliste dans l'ancienne Union soviétique.

Gorbatchev a rencontré Jean-Paul II en 1989, quelques jours avant la chute du mur de Berlin, pour l'accompagner dans une célébration. Des années plus tard, l'architecte de la « perestroïka » déclara aux journalistes, à propos de ce pape : « *Mon opinion est qu'il devrait être canonisé. C'était une personnalité formidable, un grand humaniste, le plus grand, pour moi.* »[4]

Wojtyla a continué à soutenir les dictatures latino-américaines[5] et il a travaillé pour mettre en échec la révolution américaine qui avait débuté avec le renversement de Somoza au


Jean-Paul II.

Nicaragua. Peu de temps après, il a béni en Argentine la défaite militaire aux Îles des Malouines, restées entre les mains de la Grande-Bretagne, quelques jours seulement après avoir passé par Londres pour féliciter Thatcher.

Entre-temps, ce « pape pastoral » voulait faire de l'Eglise la direction du mouvement de masses. Il profitait du fait que la montée de masses contrastait avec l'absence d'une direction révolutionnaire pour la diriger, et il utilisait son autorité pour détourner les travailleurs et les masses de la révolution socialiste, face à la crise du stalinisme.

Pour cela, il commença à prendre distance de Reagan et de son bellicisme. En 1984, notre courant le plaçait au sein du « Front pour la paix et la démocratie » qui utilisait des issues démocratiques, des négociations et des ententes pour détourner les processus révolutionnaires, main dans la main avec le stalinisme mondial et les directions réformistes, bureaucratiques ou petites-bourgeoises, comme le castrisme.[6]

Jean-Paul II lança l'alerte que « *la mort du communisme ne doit pas conduire à un capitalisme débridé* ». Il remettait en question la première invasion américaine en Irak, et il rejetait la deuxième ainsi que la doctrine du « *Nouveau siècle américain* » et de la « *guerre préventive* » de Bush père. Il était d'accord avec les objectifs, mais il se distançait de ces initiatives, car il percevait le danger posé par une défaite de l'impérialisme. Les événements ultérieurs lui ont donné raison. Mais, comme l'impérialisme européen, a été incapable de présenter une alternative et il acceptait ainsi, dans les faits, l'initiative yankee.

3 Une dépêche du 18/10/1973, publiée par Wikileaks et reproduite par le magazine italien *L'Espresso* et le quotidien *La Repubblica*, rapporte que Monseigneur Giovanni Benelli, sous-secrétaire d'Etat du Vatican et main droite de Paul VI, justifiait le coup d'Etat au Chili et « *exprimait sa préoccupation et celle du pape* [Paul VI] *concernant le succès de la campagne internationale gauchiste pour fausser complètement la réalité de la situation au Chili* ».

4 Agence EFE, Moscou, 21/5/2009.

5 En 1987, le pape Wojtyla a fait une visite historique au Chili et il est apparu sur le balcon du palais *La Moneda*, à côté de Pinochet.

6 *Projet de thèses sur la situation mondiale*, LIT-QI, 1984.

Cette crise politique est allée de pair avec la crise interne de l'Eglise elle-même. Liée par sa complicité avec les dictatures et par son soutien aux traditions les plus conservatrices en matière de sexualité, l'Eglise sous Jean-Paul II a reculé par rapport à la politique d'ouverture de Jean XXIII. Les dernières années du pape polonais ont sombré dans une crise de croissance en germe.

Benoît XVI : la crise s'aggrave

Ratzinger est devenu le pape Benoît XVI en 2005 et a hérité de cette situation, une combinaison de deux crises qui se nourrissent l'une l'autre : une interne, au sein de l'institution, et une externe, celle de la capacité politique d'intervenir dans la réalité.

Ce pape n'a pas réussi à surmonter cette double crise. Le vieil Allemand, militant nazi dans son adolescence, ressemblait à un fantôme, un anachronisme de l'histoire, frissonnant devant la catastrophe à laquelle il devait faire face : c'était un pape inutile. En 2010, le magazine allemand *Der Spiegel* proclama que « sa papauté fut un échec » et anticipa son éventuel retrait dans un monastère pour y faire pénitence pour son échec.[7]

L'argument de sa démoralisation par un dossier préparé par trois cardinaux – dénonçant les scandales de la *Banco Ambrosiano* (blanchiment d'argent, fraude et plusieurs escroqueries), le trafic d'influence à partir de relations homosexuelles d'un secteur de la Curie, et d'autres bijoux – n'était qu'une excuse.

Une situation critique interne – abus pédophiles dans plusieurs pays, crise financière et perte croissante de fidèles – éclata par toutes les fissures de l'institution. Et elle allait de pair avec la perte absolue de l'initiative politique, face à d'énormes événements de la politique mondiale, comme la crise capitaliste et les luttes ouvrières et populaires. L'Eglise n'offrait pas de réponse face au début d'une situation révolutionnaire

Leonardo Boff.

dans le monde, marquée par la défaite de l'impérialisme en Irak, le gain d'influence des directions musulmanes, et les révolutions en Amérique latine qui donnaient lieu à des gouvernements de Front populaire (dans une zone qui concentre 47 % des catholiques du monde). Le Vatican est paralysé dans sa fonction politique, ce qui alimenta à son tour sa crise interne.

Le besoin de changement était urgent, faute de quoi la vieille institution serait en danger, en tant que structure propre et en tant qu'outil mondial contre-révolutionnaire. L'abdication – du jamais-vu au cours des six derniers siècles[8] – n'est arrivée que lorsque la survie de l'Eglise était en danger. C'était donc une tentative de commencer à inverser sa crise, afin de la replacer dans le rôle que la bourgeoisie mondiale attend d'elle.

Un pape des pauvres ?

L'entrée en fonction de François Ier était entourée de gestes, tel qu'utiliser de vieilles chaussures, payer ses factures, voyager en bus ; c'est le premier pape latino-américain et le premier pape jésuite. Laissant de côté d'autres candidats, les cardinaux ont misé sur une tentative sérieuse de « changer tout pour que rien ne change ». Le nom choisi est un signe. Comme le saint d'Assise, le nouveau pape servira à une Eglise corrompue pour afficher une image – juste une image – d'humilité : le « pape des pauvres ». François est répertorié comme « nouveau » et différent. Dans une certaine mesure, c'est vrai.

La montée actuelle des luttes dans le monde représente un grand danger pour le capitalisme. La radicalisation des actions des masses et le manque de directions pouvant les contenir efficacement – ce dont, en d'autres temps, se chargeait l'appareil stalinien international – laissent un espace pour que ce torrent révolutionnaire évolue vers des idéologies et des organisations indépendantes et « subversives ». Dans des moments pareils, le rôle trompeur que peut jouer l'Eglise en tant que gestionnaire de la religion la plus influente du monde est inestimable pour parvenir à une issue capitaliste à la crise. Pour cela, elle doit changer « à l'intérieur », pour cette tâche « vers l'extérieur ».

La politique pendulaire traditionnelle est de retour. Le pendule se déplace, et un nouveau pape pastoral vient accomplir sa tâche. La procédure extraordinaire, par le biais de l'abdication, s'explique par le risque couru par l'Eglise. Et elle a donc le soutien des conservateurs et des progressistes. Les premiers ont vu en François Ier une garantie concernant les questions de la morale rétrograde. Les progressistes, comme l'Argentin Adolfo Perez Esquivel – qui l'avait accusé de complicité avec la dictature militaire en Argentine – ou le Brésilien Leonardo Boff – de la Théologie de la libération – sont maintenant pleins d'espoir.[9] Le fait est que « la sainte Eglise » est gravement malade, et ses enfants se réunissent pour veiller sur elle.

François Ier essaie de mettre en place une Eglise militante, de la mettre en avant comme une alternative au « capitalisme sauvage » et d'empêcher les travailleurs et les jeunes de chercher une issue révolutionnaire. En particulier, il se fait des soucis pour l'Amérique latine, avec 47 % des catholiques du

7 Voir Horacio Verbitsky, dans le quotidien argentin *Página 12*, 24.3.2013.

8 Ce n'était jamais arrivé depuis 1415, quand Grégoire XII abdiqua pour faire face à la division qui menaçait l'avenir de l'Eglise, lors du « Grand Schisme de l'occident », avec trois papes régnant en même temps.

9 A la veille de l'arrivée de François Ier à Rio de Janeiro pour la Journée mondiale de la Jeunesse, Boff a abandonné sa position critique envers le Vatican et a pris une position optimiste, prévoyant un «printemps» pour l'Eglise. Il a dit que le pape « *était adepte d'un des aspects de la Théologie de la libération, typique de l'Argentine : la théologie du peuple, la théologie de la culture populaire* ». (Portal de noticias UOL, 20.07.2013)

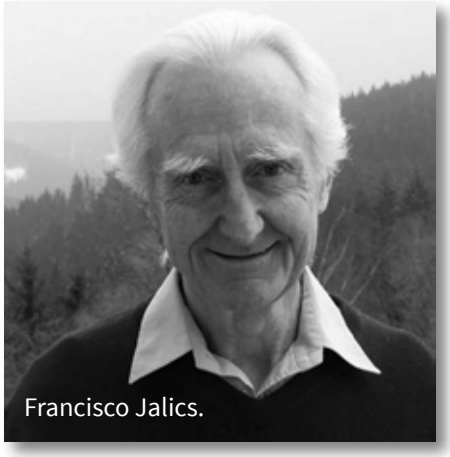
Réception donnée au pape par la jeunesse catholique, lors de sa visite au Brésil.

monde entier. Les grèves générales et les manifestations de masses, au Brésil, en Argentine, au Pérou, en Bolivie, au Venezuela et au Chili, marquent une rupture de secteurs de masses avec les gouvernements issus de la montée des premières années du 21e siècle. Et l'opposition de droite est trop fragile pour tirer profit de ce mécontentement. François vient rassembler son « troupeau » pour défendre les puissants.

Le Brésil sera un test. Lors de la Journée mondiale de la Jeunesse, le pape prendra des mesures concernant deux phénomènes. Le premier est la perte croissante de fidèles aux mains des religions protestantes, une perte qu'il tentera de freiner. Le deuxième, non prévu, sont les grandes manifestations qui ont secoué le pays en juin et juillet, face auxquelles il essayera de prendre position. En ce sens, il a déjà annoncé la couleur en déclarant : « *Les manifestations sont conformes à l'Evangile pour autant qu'elles ne soient pas violentes*. » Il essayera de canaliser cette force de la mobilisation et des jeunes, agissant préventivement face à la montée pour éviter qu'elle ne se radicalise. Il vient comme un « pape militant » pour remplir les tâches que la bourgeoisie attend de lui.

Il combinera l'intransigeance par rapport aux libertés démocratiques et sexuelles avec les tentatives de remédier, au coût le plus bas possible, à la corruption financière et la pédophilie, afin de mettre de nouveau l'Eglise au service de la contre-révolution.

Il faut faire face à François Ier et à l'institution qu'il commande, sur le terrain idéologique, politique et organisationnel. C'est une tâche prioritaire pour les combattants révolutionnaires à travers le monde.


Francisco Jalics.

Qui est Jorge Bergoglio ?

Lors de sa nomination, ce pape a déclenché une vague de plaintes au sujet de sa complicité avec la dictature militaire en Argentine, une vague qui s'est arrêtée brusquement. Le Prix Nobel de la Paix, Perez Esquivel, qui l'avait dénoncé en 2005 pour la disparition des prêtres Jalics et Yorio, le défend maintenant. Le Brésilien Leonardo Boff, le Théologien de la libération, l'identifie comme un prêtre de « l'église des pauvres ». Où est la vérité ?

Bergoglio a été effectivement complice de la dictature en Argentine, comme toute l'Eglise. Cette collusion de l'Eglise a eu différents niveaux. Il y a eu des « religieux éminents » proches des militaires, comme le cardinal Primatesta, défenseur déclaré de Videla, qui a participé à des séances de torture. Avec les éminences Aramburu et Tórtolo, il commandait une légion de prêtres qui bénissaient les avions qui tiraient des militants vivants à la mer et il haranguait les membres de l'armée dans leur croisade assassine. Un très petit secteur de religieux avait une attitude digne, et beaucoup d'entre eux ont disparu.

Bergoglio était plus proche des premiers que des seconds. Dans sa jeunesse, il fut membre du groupe « Gardia de Hierro », l'extrême droite du parti péroniste. Et il a maintenu une complicité ambiguë avec la dictature, non seulement par omission. Son comportement ambigu consistait à être un maître dans l'art d'avoir deux visages.

Il faisait ce que le sommet de l'ordre des Jésuites lui ordonnait depuis Rome, en tant que responsable de la Provinciale de Buenos Aires, et il collaborait avec les militaires. Dans le cas des prêtres Orlando Yorio et Francisco Jalics, qui dépendaient de lui, il est démontré qu'il a annoncé à la Marine que les deux n'avaient plus sa protection (ce qui équivalait à une approbation de leur disparition). Quand les prêtres ont été séquestrés, il a demandé leur libération, sur ordre de Rome. Quand ils ont été libérés, il les a accompagnés dans leur exil. Autrement dit, il était responsable de leur disparition, en mettant leur vie en danger, et quand on le lui a ordonné, il les a défendus. Mais il s'en est débarrassé pour toujours.[1]

La dictature a pris fin il y a 30 ans. Depuis lors, Bergoglio est restée maître dans l'art des « deux visages ». Dans la grande crise de 2000-2001, il a formé, à partir de l'Eglise, le Front national contre la pauvreté, à côté de la Centrale des travailleurs argentins (CTA) et de politiciens comme Lilita Carrió. Après que l'Armée a formulé, en 1996, son « autocritique » concernant les excès de la dictature, l'Eglise argentine, avec Bergoglio, a fait de même seulement en 2006.

En 2007, Bergoglio a soutenu un lock-out agricole réactionnaire des patrons. En 2011, en guise de préparation pour « laver son passé », il a béatifié un prêtre disparu et tué par le régime militaire, et maintenant il l'a sanctifié. Le maître de l'ambiguïté se préparait déjà pour devenir François Ier.

Pendant ce temps, ses positions sur les libertés individuelles et sexuelles sont complètement rétrogrades. Il a décrit la loi permettant le mariage de personnes du même sexe en Argentine comme « une politique du diable pour détruire la famille traditionnelle » ; c'est un militant contre l'avortement et contre toutes les formes de contraception, y compris les préservatifs. Dans l'Eglise, il s'oppose à l'ordination sacerdotale des femmes, à la fin du célibat et à toute mesure progressiste.

Malgré cela, Cristina Kirchner – qui l'avait dénoncé au début, mais qui a ensuite couru à sa rencontre –, le président du Venezuela, Nicolas Maduro, et celui de Cuba, Raul Castro, l'ont soutenu, ensemble avec Obama et les dirigeants des pays impérialistes. C'est une démonstration d'unité pour soutenir cette tentative de resituer l'Eglise catholique.

1 Dossier public du Pouvoir judiciaire de la Naton argentine, concernant le cas Yorio-Jalics, où se trouvent les déclarations de Bergoglio, publiées dans toute la presse argentine.

L'Eglise dans l'histoire :

Toujours du côté des puissants

En tant que marxistes, nous respectons profondément les sentiments des travailleurs, y compris les religieux. Mais cela ne nous empêche pas de dénoncer le rôle contre-révolutionnaire que l'Eglise a joué historiquement. Il en est ainsi, malgré la teneur révolutionnaire que le christianisme avait quand il a émergé.

Alicia Sagra

Le christianisme primitif

« *L'histoire du Christianisme primitif offre des points de contact remarquables avec le mouvement ouvrier moderne. Comme celui-ci le christianisme était à l'origine le mouvement des opprimés, il apparaissait tout d'abord comme religion des esclaves et des affranchis, des pauvres et des hommes privés de droits, des peuples subjugués ou dispersés par Rome.* »[1]

L'émergence de n'importe quel grand mouvement est enracinée dans des causes économiques. C'est le cas, en particulier, pour les mouvements religieux. Comme le dit Engels, « *derrière l'exaltation religieuse se cache toujours un intérêt mondain très tangible* ».[2]

Le christianisme a surgi en pleine décadence de l'Empire romain. Selon Kautsky, « *pour les classes dirigeantes, les choses allaient de mal en pire, depuis quelque temps, dans la mesure où elles étaient séparées de toutes les activités, de tous les travaux – y compris ceux de l'étude et de la politique –, qui étaient réalisés par les esclaves.* [...] *Bien en dessous de cette classe – dont une partie sombrait dans la poursuite folle du plaisir, de l'argent et de la cruauté – pullulait un immense troupeau d'esclaves. Ceux-ci étaient fatigués, traités plus impitoyablement que des bêtes de somme ; ils étaient recrutés parmi des tribus les plus diverses ; ils étaient rabaissés et dégradés par l'abus constant ; ils devaient travailler dans des équipes enchaînées, sous le fouet ; leur colère et leur désir de vengeance s'accumulaient ; ils étaient sans ressources, toujours prêts à l'insurrection violente, mais ils étaient incapables de renverser le système puissant de l'Etat et d'en établir un nouveau – à cause de l'élément barbare présent dans la plupart d'entre eux –, même si parmi eux certains esprits individuels semblaient avoir poursuivi cette ambition. La seule sorte de libération qu'ils pourraient atteindre ne pouvait pas survenir par la démolition de la société existante, mais en y échappant, se réfugiant dans les classes criminelles, dans le banditisme, dont le nombre augmentait continuellement, ou alors en traversant les frontières impériales pour rejoindre les ennemis de l'Empire.* [...]

Et à côté de cela, il y avait aussi une foule de milliers de citoyens libres et d'esclaves affranchis, de nombreux restes de paysans appauvris ». C'était les prolétaires de leur temps. « *L'ensemble de la société actuelle est basé sur le travail du prolétariat. Il suffirait que celui-ci cesse de travailler pour que la société tombe en morceaux. L'ancien prolétariat, répudié, n'effectuait aucun travail, et même le travail de ces restes de paysans libres et des artisans n'était pas indispensable à cette époque. La société ne vivait pas du prolétariat, au contraire, c'était le prolétariat qui vivait de la société. Le travail des esclaves était la base sur laquelle reposait la société.* [...]

L'ancien prolétariat, appauvri, [...] *ne voulait pas autre chose qu'une partie des jouissances des riches ; une répartition différente des plaisirs, et non des moyens de production ; un pillage du riche, et non un changement dans le mode de production. Les souffrances des esclaves dans les mines et les plantations ne les commotionnaient pas plus que celles des animaux.* [...] *Leurs aspirations n'allaient pas au-delà d'une vie sans travail, au détriment des riches : un communisme par le biais du pillage de l'opulent.* »[3]

Dans ce peuple sans débouché ni espoir, le prêche de la nouvelle religion, qui défendait que les riches dussent répartir leur richesse avec les pauvres, tombait en terrain fertile. Le christianisme apparaissait comme la religion qui défendait les démunis.

Cette vision communiste de la vie – même si c'était un communisme basé sur la collectivisation des moyens de consommation, et non des moyens de production – faisait que les chrétiens entraient en collision avec les puissants et les exposait à la persécution, à la torture et à l'assassinat.

Mais tout cela a changé à partir du 4e siècle, lorsque le christianisme est devenu la religion de l'Etat romain. A partir de ce moment, l'Eglise commençait à faire partie des puissants et des classes dirigeantes, et sa politique a toujours été au service de ceux-ci et de la défense de sa propre place au soleil. Et elle a mené sa politique, soit ouvertement et de façon brutale, soit en essayant des tactiques d'apparence progressiste, selon les différentes situations.

La séparation entre le peuple et le clergé

Dans un premier temps, les fidèles choisissaient quelqu'un de la communauté pour diriger le culte. Mais, dans la mesure où la communauté s'est agrandie, elle a commencé à avoir besoin de personnes qui se consacrent exclusivement au culte, et la communauté devait donc assurer leur subsistance. Une caste distincte a ainsi commencé à émerger dans la société.

Cette évolution a changé qualitativement au 4e siècle, quand le christianisme a cessé d'être persécuté et est devenu la religion de l'Etat, et que les prêtres des différentes communautés ont commencé à se réunir dans des Conciles. Rosa Luxemburg explique ainsi ce processus :

« *Le premier concile s'est réuni à Nicée en 325. Ainsi se forma le clergé, un secteur à part, séparé du peuple. Les évêques des collectivités plus fortes et plus riches ont commencé à dominer les conciles. C'est pourquoi l'évêque de Rome se plaça rapidement à la tête de l'ensemble de la chrétienté et devint pape. Ainsi naquit un fossé entre le peuple et le clergé divisé hiérarchiquement.*

1 Friedrich Engels, *Contributions à l'Histoire du Christianisme primitif*, 1894

2 Ibidem

3 Karl Kautsky, *Les origines du christianisme, 1908* - Livre II, *La société sous l'empire romain*.

Dans le même temps, les relations économiques entre le peuple et le clergé ont subi de profonds changements. Avant la création de cette organisation sociale, tout ce que les membres riches de l'Eglise contribuaient au fonds commun était propriété des pauvres. Par la suite, une grande partie des fonds a commencé à être utilisée pour payer le clergé qui dirigeait l'Eglise. Lorsque le gouvernement a commencé à protéger les chrétiens, au 4e siècle, et à reconnaître que leur religion était dominante, les persécutions ont cessé, les rites ne se sont plus tenus dans les catacombes ou dans les foyers modestes, mais dans des églises dont la magnificence est devenue de plus en plus éclatante. Ces dépenses réduisaient encore davantage les montants destinés aux pauvres. A partir du 5e siècle, les biens de l'Eglise se divisaient en quatre parties : une pour l'évêque, la seconde pour le bas clergé, la troisième pour le fonctionnement de l'Eglise et la quatrième pour la distribution parmi les pauvres. La population chrétienne pauvre recevait donc une somme égale à celle que l'évêque avait pour lui seul.

Avec le passage du temps, l'habitude d'attribuer aux pauvres une quantité prédéterminée s'est perdue. D'autre part, avec l'augmentation de l'importance du haut clergé, les fidèles perdaient le contrôle sur les biens de l'église. Les évêques dispensaient des aumônes aux pauvres à leur guise. Le peuple recevait l'aumône de son propre clergé. Et ce n'est pas tout. Dans les premiers temps du christianisme, les fidèles faisaient des offrandes selon leur bon plaisir. Mais à mesure que la religion chrétienne devenait religion d'Etat, le clergé exigeait que les pauvres fassent des contributions comme les riches. »[4]

L'Eglise pendant la féodalité

Bien que dans la dernière période de l'Empire romain, le christianisme fût la religion d'Etat, l'Eglise n'est pas tombée avec lui. Au contraire, elle s'est considérablement renforcée pendant la féodalité.

« *Dès le 6e siècle, le clergé imposait une taxe spéciale, la dîme (un dixième de la récolte), à payer à l'Eglise. Cette taxe est tombée sur le dos du peuple comme un très lourd fardeau ; au Moyen Age, elle est devenue un vrai enfer pour les paysans opprimés par le servage. Cette dîme fut imposée sur chaque parcelle de terre, sur chaque propriété. Mais c'était le serf qui la payait avec son travail. Ainsi, les pauvres ont perdu le secours et l'aide de l'Eglise, et ils ont vu, en outre, comment les prêtres étaient alliés avec les autres exploiteurs : les princes, les nobles et les prêteurs. Au Moyen Age, alors que le servage réduisait le peuple travailleur à la pauvreté, l'Eglise devenait de plus en plus riche. A cette époque, l'Eglise bénéficiait non uniquement de la dîme et d'autres taxes ; elle recevait aussi des donations copieuses, léguées par des libertins riches des deux sexes, qui, dans leurs dernières minutes, voulaient racheter leur vie de pécheur. Ils donnaient à l'église de l'argent, des maisons, des villages entiers avec leurs serfs, et parfois même la rente foncière et les impôts en travail*. »[5]

Peinture représentant les croisés.

Le renforcement de l'Eglise n'était pas seulement économique ; celle-ci gagnait aussi du poids politique parce qu'elle était le seul pouvoir centralisé et qu'elle concentrait toutes les connaissances dans une société où la grande majorité, y compris parmi les nobles, était analphabète.

Ce poids politique est devenu évident quand l'Eglise imposa la campagne des *croisades* contre le monde musulman, sous prétexte de récupérer Jérusalem pour le christianisme. Cette campagne a été assumée par tous les seigneurs féodaux et les monarques et s'est maintenue pendant près de deux siècles.

Une autre démonstration de pouvoir était l'Inquisition, mise en œuvre pour combattre l'hérésie. Elle a été autorisée par bulle papale en 1249 et elle faisait usage de la torture pour obtenir la confession des prisonniers. La Sainte Inquisition fut l'outil avec lequel l'Eglise se débarrassait de tous ceux qui auraient pu remettre en question sa sagesse et sa puissance, et c'était l'instrument de domination par la terreur sur le monde chrétien. Le procès et la condamnation de Galilée sont restés célèbres.

L'Eglise a ainsi pu acquérir une grande fortune à partir de la dîme, des dons, des ventes d'indulgences, des biens que les condamnés par l'Inquisition lui laissaient. Et cette fortune était gérée par le clergé, et en particulier le pape. Au 13e siècle fut imposé le célibat des prêtres, par ordre du pape, pour empêcher que le clergé ne puisse dilapider ce patrimoine par héritage.

Les problèmes internes ne manquaient pas. Différents ordres émergeaient, qui s'opposaient l'un à l'autre. Deux grands schismes ont donné lieu, d'une part, à l'Eglise orthodoxe au 11e siècle, et d'autre part, le plus important, à la Réforme protestante du 16e siècle. Mais l'Eglise a continué de s'enrichir et de se renforcer. Dans les régions chrétiennes, elle est devenue le plus riche et le plus puissant des seigneurs féodaux,

4 Rosa Luxemburg, *Eglises et socialisme*, 1905

5 Ibidem

Balcon du pape sur la place Saint-Pierre, au Vatican.

et elle a donc combattu farouchement toutes les révoltes paysannes qui ont eu lieu. Elle n'a toutefois pas pu empêcher que la lutte des classes se reflète en son sein, et qu'une grande partie de la masse des prêtres ruraux change de camp lors de la Révolution française de 1789.

L'Eglise et le capitalisme

La capacité de survie et d'adaptation de l'Eglise est impressionnante. Elle a survécu à l'esclavage et devint le principal seigneur du Moyen Age. Et elle n'a pas été détruite par la révolution bourgeoise, mais s'est adaptée à la nouvelle réalité, devenant l'une des plus grandes corporations capitalistes. Même longtemps avant la révolution bourgeoise, elle a participé à l'une des plus grandes entreprises capitalistes. Ce n'est pas seulement avec l'épée, mais aussi avec la croix, que le premier génocide majeur dans l'histoire a été perpétré : la conquête et la colonisation par l'Espagne et le Portugal, qui ont coûté la mort de plus de 25 millions d'habitants originaires de ce qui est maintenant l'Amérique latine, afin d'assurer le pillage des ressources naturelles du « nouveau continent ».

En 1905, Rosa Luxemburg disait : « *L'immense richesse amassée par l'Eglise, sans effort de sa part, provient de l'exploitation et de la pauvreté du peuple travailleur. La richesse des archevêques et des évêques, des couvents et des paroisses, des propriétaires des usines, des commerçants et des propriétaires fonciers, est obtenue au prix des efforts inhumains des travailleurs urbains et ruraux. Quel pourrait être l'origine des cadeaux et des héritages laites à l'Eglise par ces riches seigneurs ? Ce n'est évidemment pas le travail de leurs mains et la sueur de leur front, mais l'exploitation de ceux qui travaillent pour eux, hier des serfs, aujourd'hui des travailleurs salariés. En outre, la subvention que l'Etat octroie au clergé provient essentiellement des impôts payés par les masses populaires.* »[6]

Aujourd'hui, l'intégration de l'Eglise a progressé, et celle-ci est directement impliquée dans l'exploitation des travailleurs à travers le monde. Même si un grand manteau de mystère et de secrets entoure le Vatican, plusieurs recherches de journalistes ont montré qu'il dispose de grands investissements avec les familles Rothschild de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis ; il gère la *Banco Ambrosiano* et le *Crédit Suisse* à Londres et en Suisse ; aux Etats-Unis, il détient des participations dans les banques *Morgan, Chase-Manhathan, First National Bank of New York* et *Bankers Trust Company*.

Il a des centaines de millions d'actions de *Gulf Oil, Shell, General Motors, Bethlehem Steel, General Electric, IBM* et la compagnie aérienne *TWA*. En Colombie, il possède le puissant groupe économique *Sudamericana*, qui comprend la *National de Chocolates* et la *Banca Colmena*, et il possède, en outre, plusieurs universités, comme la *Javeriana*.[7]

Le Vatican détient aussi des participations dans des entreprises textiles, de téléphonie, de chemins de fer, du ciment, d'électricité, de services, de l'immobilier, d'armes, et même une compagnie de plastiques spécialisée dans la fabrication de préservatifs.

La société *Italgas*, appartenant au Vatican, possède des succursales dans 36 villes italiennes. Sur les 180 institutions financières italiennes, au moins un tiers dispose d'argent Vatican.

Le Vatican est propriétaire des banques romaines les plus influentes, et il a une participation dans un très grand nombre d'entreprises puissantes en Europe, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud ; et dans certaines, comme Alitalia et Fiat, il est l'actionnaire majoritaire.[8]

Selon Paolo Ojetti, un quart des biens immobiliers à Rome et au moins la moitié de Vérone sont entre les mains du Vatican.[9] Et d'autres recherches montrent que le Vatican est le deuxième détenteur d'or et le plus grand propriétaire foncier de l'Ouest, avec beaucoup de terres en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Argentine, en Angleterre, aux Etats-Unis et au Venezuela.[10]

Les crises

Son renforcement économique et politique ininterrompu et croissant n'a pas empêché l'Eglise, dans son histoire bimillénaire, d'être en proie à de nombreuses crises, provoquées par l'abandon progressif de son dogme d'origine et, au cours des dernières années, par sa relation avec les régimes totalitaires et répressifs à l'extrême et par les processus révolutionnaires qui y ont fait face.

En 1958, Jean XXIII, « le bon pape », est entré en fonction dans une situation de détérioration morale de l'Eglise à cause de sa relation avec le nazisme. En 1963 est apparue une dénonciation dévastatrice sur le silence de Pie XII face aux crimes nazis – en particulier l'extermination des Juifs – à travers une pièce de théâtre intitulée *Le Vicaire*, de l'auteur allemand Rolf Hochhuth. Cette

6 Ibidem

7 Avro Manhattan, *The Vatican Billions*, 1983

8 Jesús Ynfante, *La Cara Oculta del Vaticano*

9 Dans le magazine italien *L'Europeo*, 7.01.1977

10 Revue *Oggi*

dénonciation a été approfondie en 2002 avec le film *Amen*, de Costa Gavras.

Jusqu'à ce jour, l'Eglise et ses défenseurs nient ces allégations, au motif que ce seraient des calomnies des ennemis du christianisme. Mais ils ne savent pas comment cacher le *Concordat* signé entre le Vatican et le Troisième Reich, son appel à dissoudre le parti des catholiques allemands, à la demande de Hitler, ou des déclarations comme celle-ci : « *En raison de l'exclusion des catholiques en tant que parti politique, de la vie publique en Allemagne, il est d'autant plus nécessaire que les catholiques, privés de représentation politique, trouvent dans les pactes diplomatiques entre le Saint-Siège et le Gouvernement National Socialiste les garanties qui peuvent leur assurer, au moins, le maintien de leur position dans la vie de la nation. Ce besoin est ressenti par le Saint-Siège, non seulement comme un devoir envers soi-même, mais comme une responsabilité solennelle face aux catholiques allemands, pour que ceux-ci ne puissent pas en vouloir au Vatican de les avoir abandonnés en temps de crise*. »[11]

Il y a eu des milliers de protestations de l'Eglise catholique, du pape, du Vatican et de la hiérarchie allemande contre les nazis. Mais ce n'étaient pas des protestations contre le système politico-social nazi. Les protestations n'avaient pas pour objet la persécution des libéraux, des démocrates, des socialistes, des communistes ou des juifs. Il ne s'agissait pas de la perte de l'indépendance de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, ni de l'attaque sur la Pologne, de l'invasion du Danemark, de la Belgique, de la Hollande et de la France, de l'attaque contre la Russie, ni de tout ce que les nazis avaient fait au monde. L'Eglise protestait lorsque ses intérêts spirituels ou matériels étaient en danger ; elle protestait parce que le régime n'avait pas respecté les accords et avait persécuté les journaux catholiques ou mettait des obstacles dans ses tâches de catéchèse. C'est pourquoi, jusqu'à présent, l'Eglise n'a pas été en mesure de nettoyer cette tache de son histoire.

Le Concile Vatican II, promu par Jean XXIII, fut une tentative d'*aggiornamento* de l'Eglise pour faire face à ce bouleversement moral et pour répondre à l'impact de la révolution cubaine. Ce « renouveau » de l'Eglise avait son expression la plus radicalisée en Amérique latine, avec les conférences de Medellín et de Puebla, et l'émergence de la Théologie de la libération.

En 1978, face au processus de révolution politique et à la crise du stalinisme, l'Eglise répond – après la mort très suspecte de Jean-Paul Ier, qui venait d'être élu – avec la nomination du Polonais Karol Wojtyla comme le pape Jean-Paul II, un personnage réactionnaire qui a joué un rôle de premier plan dans le processus de la restauration du capitalisme, de la main de Lech Walesa.

Mais cette capacité d'adaptation de l'Eglise ne fonctionne pas toujours. En 2005 est élu comme pape un ancien membre des Jeunesses hitlériennes, plus en phase avec la « guerre préventive » qu'avec le processus révolutionnaire commencé en 2000, qui nécessitait un chef de l'Eglise du genre d'Obama plutôt que de Bush. Et l'Eglise est alors frappée de plein fouet par la grande crise de la pédophilie et de la fraude financière, qui lui cause une perte de crédibilité et de fidèles.

Cette énorme crise, la plus importante de son histoire millénaire, eut son apogée avec l'abdication de Benoît XVI. Et l'Eglise essaye d'y répondre avec le nouveau pape. Ce « pape des pauvres », avec son passé pas très propre, qui croit que le mariage homosexuel est l'œuvre du diable et que les femmes ne sont pas nées pour gouverner, apparaît toutefois comme le modeste prêtre latino-américain qui va changer l'Eglise.

Bien sûr, les changements attendus n'incluent pas la socialisation des moyens de production et d'échange détenus par l'Eglise. Ce serait une chose du diable communiste. Mais elles ne se rapprochent pas non plus de la répartition équitable de la richesse, prêchée par les premiers chrétiens. Le président yankee a utilisé son origine et sa couleur de peau pour mieux opprimer et exploiter les travailleurs du monde entier ; de la même façon, le pape latino-américain utilisera tout ce qu'il a, y compris le mate et le tango, pour essayer à tout prix d'inverser la crise de l'Eglise et de renforcer cette grande corporation capitaliste au service de la contre-révolution mondiale. Il agira comme l'ont fait tous ceux qui l'ont précédé dans ces deux millénaires.

Les papes François Ier et Benoît XVI, lors de leur rencontre au Vatican, peu avant l'abdication de ce dernier. Quand il a eu connaissance de l'abdication, le président Obama a déclaré : « Au nom des Etasuniens dans le monde entier, Michelle et moi, nous tenons à exprimer notre gratitude et nos prières pour Sa Sainteté le Pape Benoît XVI. » Puis il y ajoutait : « Michelle et moi, nous nous souvenons de tout cœur de notre rencontre avec le Saint-Père en 2009. » [...] *« J'ai toujours apprécié notre collaboration au cours des quatre dernières années », disait-il, et il précisait que « l'Eglise joue un rôle fondamental aux Etats-Unis et dans le monde. »*

11 Déclaration du Secrétaire d'Etat du Vatican, le cardinal Pacelli, le futur pape Pio XII.

Entretien avec Hakan (du Mouvement RED)

« Nous sommes en présence d'une rébellion contre l'oppression »

Propos recueillis par Manuel Afonso

Tout d'abord, je voudrais que tu caractérises, en un mot, le processus turc. S'agit-il d'une rébellion, d'une insurrection ou d'une situation révolutionnaire ?

Nous appelons cela une insurrection ou une rébellion, des termes que nous considérons comme synonymes. C'est tout d'abord une explosion de rage. La société ne pouvait plus supporter l'oppression imposée par le gouvernement actuel. Il est correct de dire que le gouvernement est islamique, mais cette explosion a à voir avec l'exploitation et la colonisation.

Dirais-tu que c'est une question liée au système politique, un enjeu économique, ou les deux ?

Les deux ! Le processus de colonisation a besoin de plus d'oppression, car ils sont en train d'appauvrir les gens et ils utilisent l'oppression, qui s'ajoute aux mesures islamiques idiotes sur le « mode de vie ». Et les laïcs se sont mis en colère. Il y avait une accumulation de colère. Comme notre société n'est pas bien organisée pour réagir, la rage s'est accumulée et a explosé. Cela résume tout. Après l'explosion, les masses ne sont pas en restées là. Comme vous l'avez vu, les gens résistent sans qu'une organisation les dirige. A mon avis, nous assistons à un phénomène nouveau : la résistance personnelle. Même lorsque les masses se retirent, il y a des gens qui avancent et font face à la police et leurs véhicules.

Tu te réfères à des *standing protests ?* [des protestations dans lesquelles des centaines ou des milliers de gens restent debout face de la police ou dans des lieux publics.]

C'est une façon de « se mettre debout pour ses droits », littéralement. Mais d'autre part, personne ne peut se tenir debout devant un véhicule de police. Les gens ne sont pas organisés, c'est un nouveau genre de sacrifice, car actuellement, il y a des morts et des blessés, des gens qui perdent un œil [par les balles en caoutchouc]. Mais le fait est qu'avec beaucoup de courage, les masses se battent dans la rue et elles résistent. C'est un phénomène nouveau. Je pense que c'est quelque chose d'inédit dans le monde entier.

La société est-elle divisée entre les partisans de la rébellion et ceux qui soutiennent le gouvernement ? Ou le gouvernement est-il isolé, tout le peuple étant avec la révolte ou, au moins, neutre ?

Il est exact de dire que ce gouvernement a une base de masse, nous ne pouvons pas le nier. S'il était isolé, il serait déjà tombé. Ils utilisent les sentiments religieux du peuple pour éviter d'être destitués. Mais le soutien des masses aux gouvernements est en baisse. Certains sondages montrent que, dans les deux premières semaines [de la rébellion], ce soutien a diminué de 15 %. Et je pense qu'à la fin de ce processus, le gouvernement sortira, par la voie électorale ou autrement. Il est vrai qu'ils ont essayé d'utiliser des « bandes » fascistes, mais jusqu'ici sans succès. Dans certains endroits, ces partisans du gouvernement avançaient avec l'appui des politiques, mais ils n'ont pas réussi à multiplier ce genre d'initiatives parce que les masses étaient déterminées. Les masses qui sont maintenant dans la rue ont un avantage sur le gouvernement : le gouvernement est démoralisé... et nous sommes moralisés davantage.

La multitude dans le parc Taksim, à Istanbul.

Le slogan « Erdogan Istifa » [Erdogan, dégage] est-il massif et croissant ? Est-il soutenu seulement par ceux qui se battent dans la rue, ou également par ceux qui restent à la maison ?

Je pense que oui. Comme tu l'as vu hier soir, nous avons demandé à un chauffeur de taxi s'il était avec nous ou pas ; et il a dit : « Je suis avec vous », même s'il n'est pas dans la rue. Dans la société, il y a une identification avec la résistance. Toutes les femmes battent les casseroles tous les jours à 21 heures, comme une forme de protestation dans les quartiers.

Parle-moi un peu de ce nouveau processus d'assemblées populaires dans les quartiers.

C'est quelque chose de spontané, un phénomène qui a émergé après l'attaque brutale au parc Taksim [le 15 juin]. Cela nous a peut-être servi pour multiplier les réunions de masses un peu partout. Avant cette attaque, le seul point de rencontre était Taksim. Maintenant, nous avons au moins 20 points de rencontre tous les soirs. Les masses bougent, se réunissent et parlent. Une chose importante est qu'il n'y a pas de leadership, et il y a une sorte de bon sens dans les masses qui ne tomberont pas dans le pacifisme ou d'autres inepties. Nous allons trouver un chemin commun, non pour une révolution socialiste, puisqu'il n'y a pas direction ni de double pouvoir, mais pour un régime plus démocratique. Nous allons trouver un chemin, et alors, nous pouvons commencer à organiser la classe travailleuse et chasser la bureaucratie syndicale. Car maintenant, c'est une bataille entre oppression et démocratie.

Ce qui se passe aujourd'hui en Turquie se rapporte-t-il plutôt à la révolution en Egypte et en Tunisie, ou plutôt aux luttes en Espagne, en Grèce et au Portugal ? Ou est-ce quelque chose entre les deux ?

Je pense que cela a plus à voir avec le processus égyptien, car en Europe, notamment en Grèce, cela a un caractère de classe plus évident. Ici, comme je l'ai dit, c'est une question de lutte contre l'oppression. Ici, nous n'avons pas les grands syndicats dans la rue, car leur direction soutient le gouvernement, et ils n'ont toujours pas dit un mot ! La classe travailleuse, en tant que classe, avec sa force, est absente.

Les travailleurs sont-ils présents individuellement ?

Oui, bien sûr ! Ils n'y sont pas avec leurs organisations, mais ils

Le Mouvement RED, présent sur les barricades qui avaient été érigées dans les rues d'Istanbul.

sont présents. Il y a un malentendu. C'est la classe moyenne qui a commencé à être dans les rues en premier lieu. Et maintenant ils nous donnent des conseils : « *S'il vous plaît, ne dites rien contre les partisans du parti au pouvoir, parce que ce sont des gens pauvres, qui ont besoin d'aide*... » Que pensent-ils ? Que les milliers de personnes qui viennent des quartiers mangent du « sushi » ? Eux aussi sont des travailleurs et des gens pauvres ! Mais nous défendons l'honneur de l'humanité. Il est évident que nous allons attaquer les travailleurs qui soutiennent le gouvernement. Nous disons : « *Tu es un être humain et tu n'as pas besoin des miettes données par le gouvernement ; tu peux gagner tes droits en luttant.* » C'est aussi un aspect important de la lutte, je pense.

Quel a été le rôle de la gauche dans ce processus ? De la gauche en général, et en particulier, du Mouvement RED.

Au début, tous ont reconnu et accepté le rôle des groupes de gauche (les révolutionnaires, pas les sociaux-démocrates) quand nous avons occupé la place Taksim pour le combat. Quant à nous, nous étions dans la ligne de front. Sans nous, la place n'aurait pas été occupée. Mais après la prise de la place Taksim, quand le processus prenait des allures plus massives, la gauche ne pouvait pas le gérer. Je pense que ce n'est pas mal. Car la gauche – nous y compris – est très faible, insuffisante. Beaucoup de groupes de gauche vivaient « en interne ». Comme tu peux l'imaginer, il y a eu peu de mouvements de masses au cours des dernières années et nous n'étions pas préparés, ni mentalement, ni physiquement. Nous avons reçu beaucoup de gaz lacrymogène avant d'avoir quelques masques à gaz ! Un jeune camarade a même dit que nous en sommes sortis en meilleure forme ! Au début, nous n'avions que des chiffons pour nous protéger, puis nous sommes devenus plus professionnels, avec des masques, des lunettes et des casques. C'était une évolution !

Tu as dit qu'en général, en Turquie, la question kurde était très importante. Etait-elle présente dans ce processus ?

Le mouvement kurde, le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan], a conclu un accord avec le gouvernement, et la guérilla a quitté le pays, en échange de quelques changements dans la Constitution. Mais cet accord avec le gouvernement n'a pas été fait directement. Les services secrets sont allés à la prison et ont parlé avec les dirigeants du PKK. Puis quelques personnes du mouvement légal kurde sont allées à la prison pour tenter de percevoir ce qui se passait, et ensuite, ils ont fait des déclarations. C'est un processus imbécile pour un Etat. Après cette révolte, le mouvement kurde a essayé de chercher ce qu'il fallait faire, car ils avaient fait un pacte avec le gouvernement, et maintenant ce gouvernement pouvait tomber. Il en était ainsi d'emblée, au début du processus. Et nous pouvons le percevoir, car le mouvement kurde n'est pas un mouvement de classe, mais un mouvement national, qui comporte plusieurs pôles internes avec des attitudes différentes. Mais en réalité, les jeunes Kurdes étaient dans les rues à Istanbul, et non au Kurdistan. Ils étaient déjà habitués à la lutte et ils étaient donc d'une grande utilité, ils savaient se battre. Et nous étions ensemble depuis le début. Mais nous étions aussi avec les kémalistes [les partisans de Kemal Atatürk, le fondateur de la République turque moderne], et au sein de ce mouvement, il y a beaucoup de gens qui haïssent le mouvement kurde. Il y a toutefois une photo – je ne sais pas si tu la connais – montrant une attaque de la police où un jeune kurde avec le drapeau du PKK serre la main d'une fille pour l'éloigner des gaz, alors que la jeune fille tenait un drapeau kémaliste dans la main. On y voit aussi un autre homme faire ce signe [qu'il montre avec les mains], qui est le signe du loup, des fascistes, des ultranationalistes. Cette image montre beaucoup : elle dit que, pendant les combats, nous étions tous ensemble. Le problème est que nous ne pouvons pas être si inclusifs et dire que « tous les gens viennent ». Mais nous allons essayer d'expliquer notre politique à toutes ces masses avec leurs consciences trompées. Nous avons maintenant une base pour le faire. Nous devons donc apprendre à le faire, car jusqu'à présent, nous parlions de questions profondes de

l'histoire, au sujet de Trotsky, des ondes longues du capitalisme... Maintenant, c'est plus simple : « Êtes-vous avec nous ou avec eux [le gouvernement] ? » Nous devons trouver des moyens simples pour nous faire comprendre.

Je voulais aussi te poser des questions sur le rôle des femmes dans le processus.

C'est une révolte des femmes, je crois... Car ils ont tenté de renvoyer les femmes à la maison et de les éloigner des tâches. Il y a eu beaucoup d'attaques concernant le rôle de la femme ; ils ont utilisé l'islam pour cela, mais c'était pour des raisons économiques. Maintenant, les femmes sont plus déterminées au sein de la lutte. Ce n'est pas un slogan, c'est un fait. Même dans notre groupe, les femmes sont plus avancées. Elles disent : « Allons à la ligne de front. » Je t'ai dit que nous ne sommes pas des supermen ou des superwomen et nous pouvons seulement faire des choses limitées au milieu de milliers de personnes, mais cela n'empêche pas qu'elles veuillent aller à la ligne de front, physiquement. Il ne s'agit pas de raisons politiques. Par exemple, quand nous allons à la ligne de front, nous devons avoir des drapeaux, car nous voulons être l'avant-garde et nous voulons exprimer cela. Elles ne pensent pas à cela. Elles font partie des masses et elles veulent être en première ligne comme une partie des masses. Autrement dit, c'est différent, ce type de lutte se trouve à un niveau supérieur.

Pour terminer, tu as dit, il y a quelques minutes, que ce n'est qu'un début et que les gens ont aussi crié cela hier sur la place Taksim. Comment penses-tu que cette continuité aura lieu ?

Je pense qu'après cela, Tayyip Erdogan va s'en aller, par démission ou à travers des élections. Quoi qu'il en soit, il n'y a pas d'alternative à présent dans le système ; le fonctionnement du Parlement l'empêche. C'est donc difficile de dire ce qui va arriver. Peut-être ce mouvement peut-il se calmer et disparaître. Je ne le crois pas, mais quoi qu'il arrive, nous gagnons ce combat parce que les gens se sont rendu compte qu'en combattant, ils peuvent changer les choses. La peur dans notre société était très grande. Il n'y avait pas de résistance au coup d'Etat, il y a 33 ans. En Amérique latine et dans d'autres pays, il y avait une grande résistance, et la société se sentait plus sûre parce que les gens ont résisté et les dictatures sont alors tombées. En Turquie, il y avait un peu de résistance, mais pas de toute la société. Maintenant, la société qui vivait sous la peur de l'autorité s'est effondrée. La dictature s'est effondrée maintenant.

Ce fut la résistance avec 30 ans de retard ?

Oui, peut-être que nous pouvons le dire ainsi. Maintenant, c'est notre tour, nous pouvons exercer notre vengeance maintenant.

La foule revient au parc Taksim, après en avoir été expulsée.

Drapeau de la LIT-QI dans les manifestations.

Un débat crucial dans la gauche européenne

Quel programme pour la lutte contre la Troïka, l'UE et l'euro ?

Ricardo Ayala, Felipe Alegría et Gabriel Huland

Le 27 juin, les travailleurs portugais ont fait grève contre les nouvelles mesures exigées par la Troïka, mises en œuvre par un des meilleurs élèves de celle-ci, le gouvernement de Pasos Coelho. La sauvagerie comprend la mise à pied de plus de 30 mille fonctionnaires, la réduction des salaires et des pensions et une augmentation des heures de travail. Les travailleurs grecs ont réagi à la fermeture de la télévision publique avec l'occupation, faisant face au gouvernement de Samaras, qui met en œuvre un long programme de privatisations, exigé par la Troïka. Encouragés par les vents favorables qui soufflent de la Turquie et du Brésil, les travailleurs du vieux continent maintiennent la cadence contre les gouvernements et l'Union européenne (UE), qui continuent à approfondir la saignée de la majorité de la population pour sauver et engraisser les banques.

Pour la plupart des gens qui travaillent, l'excuse que « nous devons faire des sacrifices pour payer la dette extérieure » ne tient plus la route, car avec toutes les mesures de la Troïka, les dettes se gonflent comme de la mousse : le transfert net de fonds publics vers les banques augmentent le trou dans les comptes publics, et les gouvernements sont financés à des taux d'intérêt plus élevés, payés aux mêmes banques qu'ils sauvent. Entre 2007 et 2012, la dette publique est passée au Portugal de 68,4 % à 123,6 % du PIB ; en Grèce de 107,4 % à 156,9 % ; en Espagne de 36,3 % à 90 % ; en Irlande de 25,1 % à 117,6 %.[1]

Les tensions sociales sont accompagnées d'une spirale de crise des gouvernements, rejetés par la majorité de la population. Au Portugal, Pasos Coelho se maintient à peine, soutenue uniquement par le soutien inconditionnel de la Troïka.

Dans ce contexte de crise des gouvernements et d'approfondissement de la dislocation sociale, le débat politique s'intensifie. **Au centre de ce débat se trouve la question de l'UE et de l'euro**. L'existence même des soins de santé et de l'éducation publique occupe la conscience de la plupart des gens, tout comme les réformes du travail et la

1 Données de la BBC, www.bbc.co.uk/news/business-13361930

question de la dette et de ce qu'il faut faire avec elle. Finalement, toutes les mesures cruciales qui affectent la vie de millions de travailleurs des pays de la périphérie sont dictées par l'UE. Bref, il est impossible de prendre en considération quelque demande, tâche ou programme que ce soit, sans répondre à la question : quoi faire avec l'euro et l'UE ?

La classe travailleuse perçoit de plus en plus que l'UE est synonyme de réformes du travail, de coupes et de mesures d'austérité. Pour la première fois, le pourcentage de la population en faveur de l'Union européenne est en minorité (45 %), et seulement 28 % accueille favorablement l'intégration économique. Cependant, selon l'Eurobaromètre (2012), la méfiance envers l'UE atteint 82 % de la population en Grèce, 52 % au Portugal et 72 % dans l'Etat espagnol. Et plus de 40 % est en faveur de la rupture avec l'Union européenne.[2]

Dans ce contexte se livre une bataille acharnée pour disputer la conscience de la classe travailleuse. En ce qui concerne la gauche, deux politiques se présentent : *la lutte pour la destruction de l'UE*, cet instrument de l'impérialisme pour imposer un recul historique dans les acquis des travailleurs européens et l'asservissement des peuples ; ou *la refondation de l'UE* pour laquelle, selon l'eurodéputé espagnol de *Gauche Unie*, Willy Meyer, il s'agit de proposer « *un véritable processus constituant, afin de mettre en œuvre une architecture démocratique du Parlement, un gouvernement simplifié et d'autres institutions européennes*... »[3]

L'eurodéputé de *Gauche Unie* a annoncé sa stratégie pour l'UE avec Alexis Tsipras, le chef de file de *Syriza* de la Grèce. Les deux partis, rejoints par Mélenchon (ancien candidat à la présidence en France pour le Front de Gauche), ont lancé à Madrid un appel à la formation d'un *Front uni des gauches des pays de l'Europe du Sud*, pour endiguer la Troïka et les politiques d'austérité, en vue des élections au Parlement européen du mois de mai prochain.

Alors que de grands secteurs des masses remettent en question la pérennité de l'euro, la politique de Syriza, du Front de Gauche et de Gauche Unie est de les convaincre de rester dans l'euro et l'UE, afin de parvenir à une Constituante européenne hypothétique. Ils lient ainsi le mouvement de résistance à une stratégie institutionnelle qui mènera à une impasse et la démoralisation.

Portugal : les panneaux du Movimento Alternativa Socialista (MAS) dans les manifestations.

La politique pour l'UE, de ces organisations, reflète leur politique à l'échelle de leur pays : leurs partis ne s'éloignent pas d'un millimètre de la défense d'une stratégie parlementaire. Cependant, nous avons été un peu surpris par la publication d'un Manifeste, intitulé « *Que faire de la dette et de l'euro ?* », par plusieurs membres du Comité International de la IVe Internationale (l'ancien Secrétariat Unifié). Parmi eux, il y a, en particulier, Francisco Louçã, ancien député du *Bloc de gauche* du Portugal, Catherine Samary et Michel Husson, de la France, et l'Espagnol Daniel Albarracin (Gauche Anticapitaliste).[4] Les auteurs le présentent comme une proposition pour faire face à la crise de la dette, et un programme pour réaliser l'unité de la gauche. Un programme qui serait capable d'unifier les forces anticapitalistes avec les partis qui présentent une stratégie de réformes et de défense de l'UE.

Le débat pose la question de savoir avec quel programme il est possible d'envisager un front de gauche sur le terrain politico-électoral. C'est ce que nous verrons dans les lignes qui suivent.

Une réponse au Manifeste « Que faire de la dette et de l'euro ? »

Selon les signataires du Manifeste, « *les alternatives sociales et populaires à cette crise passent par une refondation audacieuse de l'Europe* », nécessaire pour « *la restructuration du tissu industriel, la durabilité écologique et le développement de l'emploi* ». Mais ils regrettent que, « *étant donné qu'une telle refondation globale semble hors de portée, compte tenu du rapport de forces actuel, la sortie de l'euro soit présentée dans différents pays comme une solution immédiate* ». Et ils insistent qu'il s'agit d'un « *faux dilemme* ». Pour eux, la permanence dans l'UE et dans l'euro ne devrait d'aucune façon être remise en question. Il s'agit, au contraire, de former un « *gouvernement des gauches* » pour négocier avec l'UE la « *restructuration de la dette* » (ce qui veut dire, continuer à la payer). Pour les signataires du Manifeste, une « *stratégie politique viable* » n'est concevable qu'en se conformant à leur stratégie parlementaire, dans le cadre de chaque pays et

2 Voir *El País*, 14.05.2013. L'Eurobaromètre 2012 concerne tous les pays de l'UE. L'enquête concerne les pays suivants : la France, l'Italie, l'Espagne, la Pologne, le Royaume-Uni, la République tchèque, l'Allemagne et la Grèce.

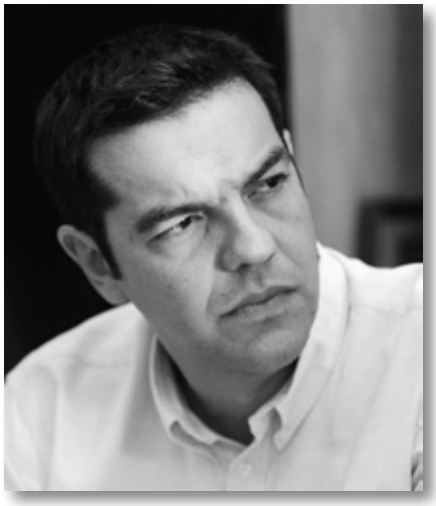
3 *El Público*, 22.06.2013

4 http://gesd.free.fr/euromanifr.pdf - Le texte est disponible aussi sur le site du CADTM (http://cadtm.org/Que-faire-de-la-dette-et-de-l-euro).

Francisco Louçã, dirigeant du Bloc de gauche (Portugal).

dans l'UE, en s'adaptant aux exigences des bourgeoisies périphériques.

Les signataires du Manifeste expliquent – comme le ferait n'importe quel économiste bourgeois – que la crise de l'UE est due au « *manque de cohérence* » entre les pays membres, et à leurs différences « *d'insertion dans le marché mondial* ». Il ne leur est jamais venu à l'esprit de caractériser l'UE comme une machine de l'impérialisme contre la classe travailleuse du continent, pour lui imposer un recul historique, comme un instrument de pillage et d'asservissement de la périphérie au profit du capital financier des pays centraux européens et des Etats-Unis. Les signataires nous vendent un concept bourgeois de l'UE comme un appareil institutionnel « neutre ». De même, l'euro serait un instrument monétaire « neutre » et non une arme au service des impérialismes centraux, en particulier de l'Allemagne.



Alexis Tsipras, dirigeant de Syriza (Grèce).

Le Manifeste définit correctement la politique des gouvernements de l'UE de « *nationaliser la dette privée par leur conversion en dette souveraine, en imposant l'austérité et les politiques de transfert pour la payer* ». Nous sommes certainement confrontés à une des plus grandes expropriations dans l'histoire du capitalisme, qui combine le démantèlement des acquis historiques des travailleurs avec le pillage et la dévastation des pays de la périphérie, dont les gouvernements sont devenus des flicards de la Troïka.

Pour faire face à cette catastrophe, le Manifeste propose un « *gouvernement des gauches* » avec une « *stratégie viable* », qu'ils résument en « *trois ruptures avec l'euroliberalisme* ».

La « première rupture », proposée « *à court terme, comme mesure immédiate* », est celle de « *trouver les moyens pour financer le déficit public en marge des marchés financiers* ». Les signataires reconnaissent que cette première dénommée « *rupture* » ne représenterait aucun changement dans la dette et ses intérêts. Il n'y a que leur financement qui changerait, « *hors du cadre des marchés financiers* », par des voies dont certaines seraient « *interdites* » par les normes européennes. Toutes ces acrobaties peuvent se résumer en une phrase : maintenir le payement de la dette.

La « *deuxième rupture* » ne serait déjà plus à court terme. « *L'alternative à long terme est alors la suivante : soit une austérité éternelle, soit une politique d'annulation de la dette et un moratoire immédiat sur la dette publique*. » Ce moratoire serait suivi par « *un audit citoyen pour déterminer la dette légitime* », qui, à son tour, ouvrirait la voie à « *un échange de titres de dette annulant une grande partie de celle-ci selon les besoins. C'est la deuxième rupture*. » Il y aurait finalement une « *troisième rupture avec l'ordre néolibéral : le contrôle des mouvements internationaux de capitaux, le contrôle du crédit et la socialisation des banques* ».

Mais il faut séparer le bon grain de l'ivraie, car il n'y a que la première de ces trois « ruptures » qui serait fonctionnelle, la seule proposée « *à court terme et comme mesure immédiate* ». Le reste, c'est déjà du « long terme ». Les signataires font une formulation délibérément confuse pour cacher le fait que leur « gouvernement des gauches » ne comprend d'aucune façon la suspension des paiements de la dette comme « mesure immédiate », et encore moins « la socialisation des banques ». Ces mesures doivent être mises de côté, parce qu'elles détourneraient le « gouvernement des gauches » de leur seul objectif : la renégociation de la dette.

Dans leur opération de camouflage, les signataires cachent l'énorme prix que la classe travailleuse et les peuples continuent à payer pour une politique de renégociation de la dette dans le cadre de l'UE. Au-delà de son faux réalisme, la « stratégie viable » n'est rien d'autre que la recherche du « moindre mal », une politique pour rendre les plans de pillage et de dévastation de la Troïka plus acceptables.

Le dernier rempart de défense de l'euro

Dans un récent article paru dans *Le Monde Diplomatique*,[5] le Portugais Francisco Louçã, l'un des principaux signataires du Manifeste, développe un peu plus le sens de son gouvernement de gauche : « *La résistance contre la faillite peut être organisée seulement dans la lutte contre la dette, avec la proposition d'un engagement politique autour d'une majorité qui rejette le Mémorandum[6] et y met fin. Toute perte de valeur de cet effort unitaire est une erreur.* »

Le problème est que le sens ultime du Mémorandum est le paiement de la dette. Et le programme proposé pour le « gouvernement antiaustérité » ne comprend pas, comme l'auteur l'indique clairement, la suspension immédiate de son paiement. Cette suspension mènerait à une rupture avec l'euro, et le rejet du Mémorandum sans abandon du payement de la dette ne modifierait donc pas essentiellement la politique des gouvernements actuels.

Louçã justifie sa position en disant que « *des compromis et des alliances sont nécessaires* » pour construire un gouvernement de gauche. Nous pensons que des compromis et des alliances sont nécessaires, mais toute alliance qui ne commence pas par la

5 Mai 2013

6 Un *mémorandum* adressé à la Grèce par la Troïka en mai 2011, fixant les conditions pour un prêt.

réaffirmation de la nécessité d'une suspension immédiate du paiement de la dette est une alliance qui va se retourner contre les intérêts des travailleurs.

Un oubli important : l'exploitation de la classe travailleuse

Tout le monde sait que les dettes de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande et de l'Espagne sont impayables. Il ne s'agit pas uniquement de la dette publique. Il s'agit aussi de la dette globale, dont le nœud essentiel se trouve dans les entreprises et les banques, et en particulier, dans la dette de celles-ci avec les banques allemandes, françaises et étasuniennes.

Le capital financier applique deux mesures combinées pour maîtriser la crise de la dette : **l'expropriation directe du budget public** – avec le démantèlement et la privatisation des services publics et des pensions de retraite – et **l'augmentation brutale de l'exploitation** des travailleurs – par le biais de la réduction des salaires, l'augmentation de la journée de travail, le licenciement facile, la suppression de la négociation collective, etc. Ce processus, brutalement en cours d'exécution, est le point d'ancrage fondamental des plans du capital financier visant à prolonger indéfiniment le pillage.

Rien ne sera plus comme avant dans l'UE. La dette est un outil pour atteindre ce changement structurel. Par conséquent, la lutte pour la suspension immédiate de la dette va de pair avec la lutte pour l'expropriation des banques, l'arrêt du démantèlement des services publics et le retour à leur valorisation, l'abrogation des réformes du travail et la répartition des heures de travail. C'est ce qu'attend la classe travailleuse d'un véritable « gouvernement des gauches », mais ces mesures impliqueraient la rupture avec l'UE.

Le grand objectif et la principale raison d'être du Manifeste sont **d'éviter que la rupture avec l'euro et l'UE soit mise à l'ordre du jour par la gauche.** Les signataires **justifient cela en disant que la sortie de l'euro nous conduirait à l'abîme** : l'augmentation de la dette, la faillite du système bancaire et une forte inflation qui mangerait les salaires et les pensions de retraite, et tout cela, sans le moindre gain de souveraineté pour le pays. Louçã se prononce de façon encore plus explicite dans son article du *Monde Diplomatique* : « *La sortie de l'euro est la pire solution et ne peut être imposée que par la volonté du directoire de l'Europe. Et on ne peut accepter la pire des solutions qu'en absence de toute autre solution, lorsque toutes les alternatives sont épuisées, quand la survie l'exige.* »

C'est **un argument qui ne se distingue pas d'un iota de celui des gouvernements et des économistes bourgeois** qui nous menacent de l'enfer si nous quittons l'euro. C'est aussi une reconnaissance du fait que, pour les signataires, il n'y a rien à faire sinon d'« adoucir » les horreurs de la Troïka.

Mais on ne peut argumenter de cette façon que si l'on accepte les règles de jeu du capitalisme et si on renonce expressément à la lutte révolutionnaire pour y mettre fin. **Leur horizon ne s'étend pas au-delà de l'exigence d'une « *nouvelle architecture de l'Europe*** *, c'est-à-dire un budget européen plus large, financé par une taxe commune sur le capital, qui, en outre, promeut des fonds d'harmonisation et des investissements sociaux et écologiquement utiles* ».

Il va de soi que **la rupture avec l'euro et l'UE est absolument nécessaire.** Sans elle, il n'y a pas de solution à la crise. **Mais cette rupture ne résoudra rien par elle-même si elle n'est pas accompagnée par des mesures anticapitalistes de base, nécessaires pour défendre le pays contre le boycott étranger** : exproprier les banques ; étatiser les branches et les entreprises stratégiques sous le contrôle des travailleurs ; établir le contrôle sur les mouvements de capitaux et le monopole du commerce extérieur ; réorganiser l'économie en restaurant les entreprises fermées et les terres agricoles abandonnées ; et répartir le travail entre les bras existants. **Et le plus important, si on peut dire, c'est d'organiser la solidarité et la lutte unie avec les travailleurs et les peuples du Sud et de toute l'Europe**. Car aucun pays ne se sauvera sans que nous détruisions ensemble l'UE et la remplacions par une **Europe socialiste des travailleurs et des peuples**.

Le vrai dilemme

L'UE est la plate-forme des impérialismes européens centraux, sous l'hégémonie du capitalisme allemand et associé à l'impérialisme étasunien, dans laquelle les capitalismes de la périphérie sont voués à un rôle misérable comme des partenaires subalternes de seconde classe. Les conditions de la concurrence internationale et la division sociale du travail dans l'UE signifient que la survie du capital financier décadent de la périphérie et sa situation sur le marché mondial dépendent de sa permanence dans l'UE et l'euro. Mais le prix à payer pour cette permanence est énorme : la soumission complète du pays aux ordres de la Troïka, le chômage de masse et l'imposition d'une nouvelle norme d'exploitation qui n'a rien à envier à un pays semi-colonial.

Le mot « impérialisme » est toutefois absent du manifeste. L'article déjà cité de Louçã stipule que le Portugal ne perdrait sa souveraineté que dans le cas où

Mobilisation à Rome.

Banderole de Corriente Roja contre Rajoy (Espagne).

on avancerait vers une Europe fédérale hypothétique, comme si le Portugal actuel (tout comme la Grèce) n'était pas déjà un pays semi-colonisé et directement gouverné par la Troïka !

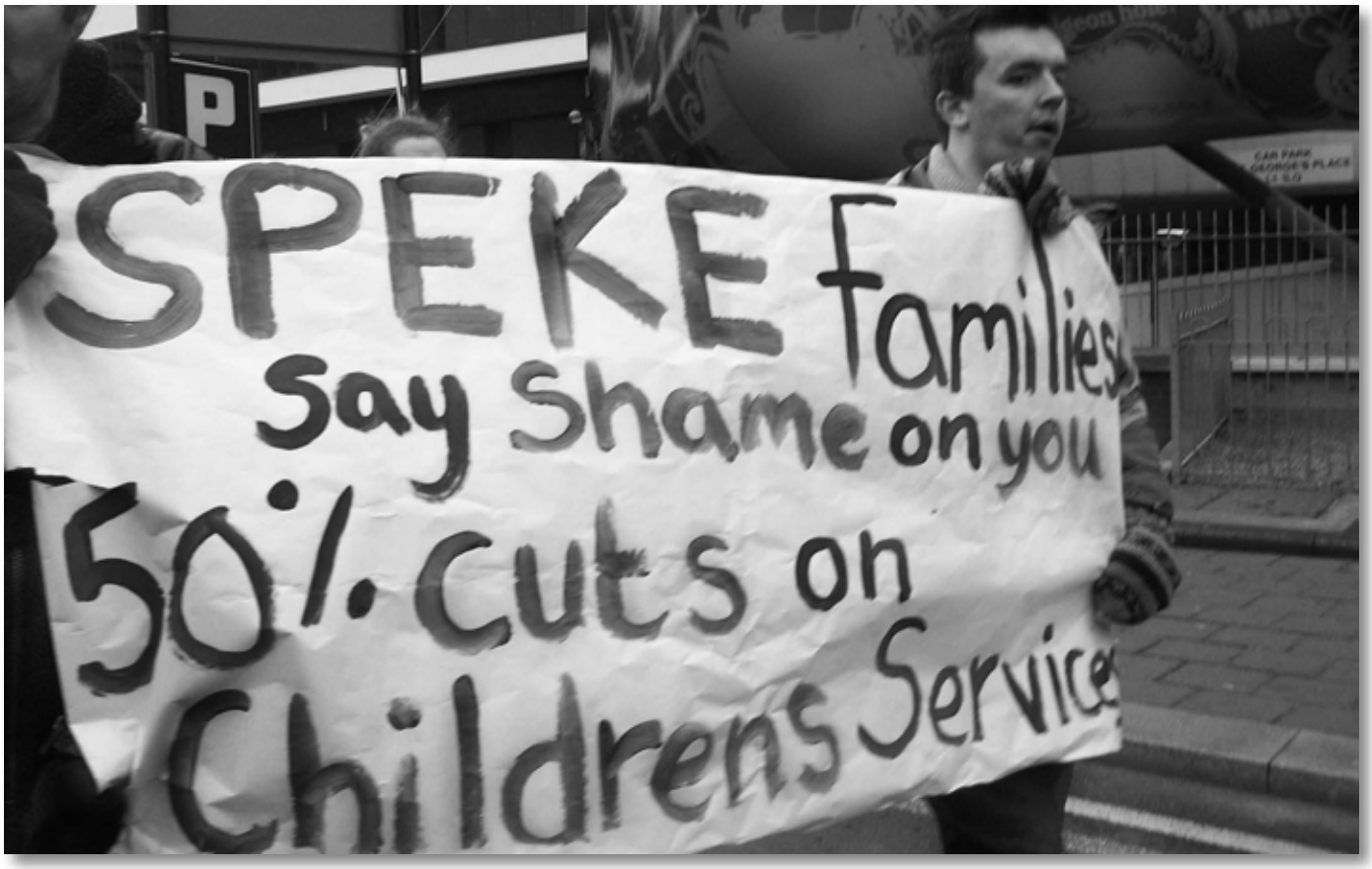
Le programme du Manifeste ne reconnaît pas cette réalité de l'UE, parce qu'il n'est pas prêt à faire face à la bourgeoisie des pays périphériques. Il n'est déjà plus défini par une option de classe, mais par des euphémismes tels qu'un programme « viable » et « progressiste ».

Ce n'est pas par hasard que sa grande référence soit l'aile majoritaire de Syriza qui, en son temps, a renoncé à utiliser l'immense soutien, dont il jouissait de la part des travailleurs grecs lors des élections, pour appeler à la mobilisation et au renversement du gouvernement fantoche. **Il ne franchit pas d'un millimètre les frontières institutionnelles du régime grec**, devenu une parodie de démocratie et une courroie de transmission de la Troïka. En renonçant à la voie de la mobilisation pour arrêter la catastrophe sociale dans nos pays, le Manifeste limite notre objectif à la conquête de majorités parlementaires et propose donc un programme soi-disant « viable » qui trouve sa place au sein de l'actuel régime de domination. (Le respect scrupuleux de toutes les précautions légales envisageables, proposé par Louçã dans son article, est digne d'attention.)

Le projet de programme du Manifeste pour un Front des gauches n'est pas autre chose que l'adoption pure et simple du programme des partis réformistes européens, regroupés au sein du « Parti de la gauche européenne » (Gauche Unie de l'Espagne, le Front de Gauche de Mélenchon en France, Syriza de Tsipras...). Il abandonne la confrontation avec eux pour disputer la conscience des travailleurs pour un projet de classe et internationaliste.

Dans la situation actuelle, un Front de la gauche est nécessaire plus que jamais, mais cela ne peut pas être un front basé sur la chirurgie esthétique de la « refondation » de l'UE et de la défense de la restructuration de la dette. Bien au contraire, la période qui s'ouvre met à l'ordre du jour la possibilité d'**un front de classe qui pose, dans une perspective internationale, le refus du payement de la dette, la rupture avec l'euro et l'UE, et la nécessité d'un gouvernement des travailleurs et de l'union des forces pour avancer vers une Europe socialiste des travailleurs et des peuples**.

Un front qui, à partir de la lutte pour l'indépendance de classe, dispute aux partis réformistes et à ceux d'allure stalinienne leur politique d'ancrage du mouvement de masses aux institutions étatiques de l'UE et aux intérêts des bourgeoisies nationales.



Mobilisation contre les coupes en Angleterre.

La menace ultranationaliste et fasciste

Une question pertinente à ce stade est la montée des partis ultranationalistes, dont certains ont un caractère nettement fasciste. *Aurore dorée* en Grèce est la meilleure expression de la résurgence fasciste. Mais il y a des groupes similaires, sans le même poids social, en Espagne, en France – rappelons le jeune homme tué par des néo-nazis à Paris –, en Italie et en Allemagne.

Aurore dorée profite de la décadence sociale et du désespoir des gens pour faire accepter un programme xénophobe, nationaliste et de colère contre la gauche et les syndicats. Le groupe a des locaux et des bureaux dans les principales villes grecques, où il distribue de la nourriture et des produits de première nécessité. Ce parti, dirigé par Nikolaos Michaloliakos, propose, parmi d'autres mesures, l'expulsion de tous les immigrés vivant en Grèce et la protection des frontières avec des mines terrestres et des clôtures électrifiées pour empêcher l'immigration illégale, ainsi que l'interdiction des mariages entre les Grecs et les immigrants. Dans le même temps, il fait de la démagogie sociale en soulevant des drapeaux tels que la sortie de l'Union européenne et du traité de Maastricht, la nationalisation des banques, l'interdiction de l'usure ou l'abolition de la spéculation.

En Allemagne, *Alternative für Deutschland* (des alternatives pour l'Allemagne) vient d'être créé et participera aux élections de 2014 pour le *Bundestag* (le parlement allemand). Ce parti, très de droite et très nationaliste, défend ouvertement la fin de la monnaie unique et la création d'« alliances monétaires régionales ». Il ne tient pas un discours aussi ouvertement xénophobe comme *Aurore dorée* : il dit que la politique d'immigration du pays doit favoriser la main-d'œuvre qualifiée et fermer l'accès à la non qualifiée.

On se rend compte de plus en plus que la polarisation sociale prend des contours politiques plus déterminés. La croissance des groupes nationalistes a lieu, en partie, parce que leurs programmes intègrent des propositions comme « la sortie de l'UE » et « la nationalisation des banques », pour s'ancrer dans les secteurs populaires. La combinaison de propositions populistes avec un discours extrêmement xénophobe et des politiques de distribution de nourriture et de produits de première nécessité sont à la base du soutien reçu par ces groupes. A l'heure actuelle, l'extrême droite n'est pas l'option du grand capital européen, mais la crise sociale et la ruine de la petite entreprise jettent les bases sociales de la croissance de ces organisations.

L'expérience avec le gouvernement d'Evo Morales et la naissance du Parti des travailleurs

Les 7 et 8 mars 2013 a eu lieu le Congrès de fondation du Parti des Travailleurs (PT), dans le district minier de Huanuni, département d'Oruro. Ce Congrès fut convoqué par la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), la centrale historique, la seule dans le pays, qui réunit l'ensemble des travailleurs, des ouvriers, des enseignants, des paysans, des indigènes et des jeunes.

Nericilda Rocha et Emilio Madrid

Le congrès, suivi par 1300 participants, a examiné et approuvé un document de principes, un programme et un plan de gouvernement, donnant naissance à un nouveau parti ouvrier, le Parti des Travailleurs (PT), conçu comme un *Instrument politique* propre aux travailleurs.

La revendication d'un PT vient de loin

La Bolivie possède une des classes travailleuses les plus « puissantes » en Amérique latine, en raison de sa tradition de lutte. La question du pouvoir pour la classe travailleuse y a été plusieurs fois à l'ordre du jour : en 1952, lorsqu'il y avait dans le pays une révolution ouvrière et socialiste, trahie par ses directions ; en 1971, avec l'expérience des organisations de double pouvoir lors de l'Assemblée du Peuple ; dans les journées de 1983 ; et dans les grèves générales en mars et septembre 1985, lorsque les travailleurs ont battu la bourgeoisie et mis l'armée en crise, et ont exercé à certains moments le double pouvoir par le biais de la COB. L'exemple le plus récent fut la « guerre du gaz », en octobre 2003 : suite à la division de l'armée et le renversement du gouvernement néolibéral de Gonzalo Sanchez de Lozada (le dénommé « gringo » Goni) par un soulèvement des travailleurs et du peuple, la question du pouvoir était de nouveau à l'ordre du jour. Cette fois, la direction de la COB a permis au MAS et à Evo Morales[1] de détourner le processus révolutionnaire vers des élections.

Ces expériences ont poussé des secteurs de la classe ouvrière à soulever la nécessité que la COB appelle à la construction d'un Instrument politique des travailleurs (IPT), une revendication que le courant moréniste a toujours défendue et promue dans ce pays. Cependant, cette revendication a gagné en vigueur en octobre 2003, et elle s'est généralisée à partir des luttes des travailleurs et des indigènes qui ont fait face au gouvernement de Morales à partir de 2010.

Les premières années du gouvernement bourgeois de Front populaire d'Evo Morales ont été caractérisées par quelques mesures de nationalisation et quelques concessions aux travailleurs, mais ce profil du gouvernement a commencé à changer après l'accord de 2008 avec les représentants de la bourgeoisie dite de la « media luna » – une bourgeoisie dans l'est du pays, maintenant très affaiblie politiquement – pour l'adoption de la nouvelle Constitution politique de l'Etat. Cette Constitution maintenait la propriété privée des moyens de production intacte entre les mains de la bourgeoisie, garantissait les bonnes affaires pour les transnationales, et préservait le latifundium.

Les attaques contre les travailleurs ont commencé à partir de 2010, d'abord avec la tentative d'imposer une réforme du travail qui rendait les licenciements plus faciles et restreignait le droit de grève. La réponse fut la première grève ouvrière contre le gouvernement Morales, une grève qui a pu retarder la réforme. En décembre de la même année, Evo lança « le coup du gaz » : une augmentation des prix des carburants, qui favorisait les profits des sociétés, et la fin des subventions en faveur de la population. La mesure déclencha une semaine d'intenses combats dans la rue et le gouvernement a dû faire marche arrière. Les attaques se sont étendues aux peuples indigènes en 2011 avec la tentative du gouvernement de construire une route à l'intérieur du *Territoire indigène et du Parc national Isiboro Sécure* (TIPNIS), une œuvre qui privilégiait les intérêts des compagnies pétrolières transnationales et de l'entreprise de construction brésilienne OEA.

Des pressions – apparues à partir de la base des mineurs – ont poussé la *Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie* (FSTMB) à approuver, lors de leur XXXIe Congrès de mineurs en 2011, une résolution qui disait que les travailleurs devaient construire leur propre IPT contre le gouvernement d'Evo Morales. Cette résolution a été ratifiée en tant que mandat organique dans le XVe Congrès de la COB, en janvier 2012. Mais ce fut la lutte de la classe travailleuse, en 2012, face aux attaques du gouvernement, qui a finalement donné l'impulsion décisive pour réaliser la construction de l'IPT.

Le changement de la qualité

Au cours de la seconde moitié de 2012, le gouvernement d'Evo Morales a vu sa cote de popularité descendre à 39 % dans les grands centres urbains. Cette baisse est liée aux trois principaux conflits sociaux : celui de la santé, celui de Malku Khota [contre l'exploitation minière à ciel ouvert] et celui de Colquiri. Ces conflits ont obligé le gouvernement à mettre fin à ses mesures et ils ont remporté des victoires importantes. L'année a été caractérisée par une augmentation progressive des luttes et l'entrée en scène avec force de la classe travailleuse. Il y a eu d'abord une grève de 50 jours des travailleurs de la santé, qui a réussi à mettre en échec le décret du gouvernement visant à augmenter la journée de travail. Puis, il y avait le conflit de Malku Khota où les villageois exigeaient l'expulsion de la transnationale qui réalisait des travaux d'exploration minière sur le site, et la nationalisation du site. Le gouvernement a dû faire marche arrière

1 Le « *Movimiento al Socialismo – Instrumento Político por la Soberanía de los Pueblos* » (MAS-IPSP, ou simplement MAS) a été fondé en 1998 par Evo Morales, qui est devenu Président de la Bolivie quand son parti à gagné les élections en 2006.

et a déclaré la nationalisation de Malku Khota. Mais la lutte la plus importante fut celle des mineurs de Colquiri. Ils ont expulsé la transnationale, ainsi que les mineurs engagés dans la coopérative, de la mine, et ils ont marché jusqu'au siège du gouvernement réclamant la nationalisation de la mine à 100 %.

Il faut comprendre le saut qualitatif dans la situation de la lutte de classes, à partir de ce conflit et de la fondation du PT. L'élément qualitatif est qu'il s'agissait d'un conflit qui a provoqué le mécontentement, envers le gouvernement, dans l'avant-garde du prolétariat minier (des entreprises de l'Etat). Il était devenu clair pour ce secteur que la priorité du gouvernement est l'exploitation minière privée (par les transnationales ou par une coopérative). De là est venue la pression sur la COB pour qu'elle convoque le congrès de fondation du PT. La naissance du PT est donc le résultat d'une expérience de la classe travailleuse avec le Front populaire d'Evo Morales, pendant six années.

Marche de la COB vers le Congrès.

Le premier Congrès

Le congrès de fondation, tenue au mois de mars 2013, représente une étape importante pour les travailleurs boliviens, car il a réuni tous les secteurs qui avaient été confrontés avec la politique du gouvernement. Il y a eu une lutte politique concernant le programme et les statuts entre les secteurs identifiés davantage avec la plupart des dirigeants de la COB – qui avaient une position ambiguë face au gouvernement – et les mineurs des entreprises de l'Etat.

Une proposition présentée par les mineurs – que le PT soit un parti anti-impérialiste et anticapitaliste, et qu'il ait comme tâche centrale celle d'aider les travailleurs à gouverner le pays, par une révolution sociale – fut approuvée. Le Congrès défendit la nécessité du socialisme et prôna d'agir à la fois dans la lutte directe et dans la parlementaire. Il se déclara indépendant par rapport au gouvernement et aux patrons, et il précisa dans le document approuvé que « le PT de la Bolivie n'a aucun lien avec le PT de Lula da Silva, qui a trahi les travailleurs brésiliens ».

Pour la direction, 13 camarades ont été choisis provisoirement, représentant les secteurs clés au sein de la COB. Dans les statuts approuvés, il est stipulé que, dans toutes les instances du PT, 50 % des postes doivent être destinés aux hommes et 50 % aux femmes. En ce qui concerne la composition, il est établi que les mineurs, les ouvriers, les enseignants, les travailleurs de la santé, etc. doivent avoir la majorité, et que le même critère doit se refléter dans la direction. Les statuts établissent que la formation de groupes d'opinion et de tendances sera autorisée au sein du PT, mais non celle de courants politiques internes.

Le *Groupe Lutte Socialiste* – une section de la LIT-QI – a participé à la fondation du PT et promeut actuellement sa construction. Nous nous sommes rassemblés avec d'autres délégués de base dans la Plate-forme politique « PT de lutte et démocratique » ; et nous défendons, comme orientation centrale pour les statuts, la démocratie la plus large et le pouvoir de décision des bases à travers l'organisation de cellules de base au sein du PT, ce qui doit permettre l'intégration de milliers de travailleurs, des jeunes, des paysans et des peuples autochtones pour renforcer le PT. La plateforme « PT de lutte et démocratique » s'est également prononcée pour l'indépendance absolue par rapport au gouvernement d'Evo Morales et les patrons, afin de s'acquitter des tâches énoncées dans la Révolution d'octobre de 2003 et qui ont été abandonnées et trahies par Evo Morales et le MAS.

L'offensive du gouvernement

Avant et après le congrès de fondation, le gouvernement d'Evo Morales a déclenché une véritable campagne contre le PT, et surtout contre son noyau dur, les mineurs de Huanuni. Au cours de la dernière grève de quinze jours, convoquée par la COB au mois de mai, qui exigeait du gouvernement une nouvelle loi sur la retraite, garantissant 100 % du revenu, Evo et ses sbires ont déchaîné une intense campagne d'attaques et de dénigrement. Le gouvernement a critiqué la décision des bases de la COB d'organiser leur propre parti. A cet effet, il a utilisé politiquement la grève dans le but de détruire le PT. Tout en critiquant la COB avec des phrases comme « nous ne pouvons pas mélanger les questions organiques avec les politiques », de manière hypocrite et fourbe, Evo et le MAS faisaient de la politique à partir des organisations paysannes et des syndicats sous leur contrôle, les appelant à se prononcer et à se mobiliser contre le COB, au point d'oser proposer la formation d'une COB parallèle progouvernementale.

La fondation du PT est le résultat de la pression exercée par les bases des secteurs qui se sont opposés au gouvernement dans la dernière période. Elle peut donc représenter une alternative, à la gauche du MAS. Et elle peut rassembler des milliers de travailleurs, des indigènes et des secteurs appauvris, de plus en plus déchantés avec ce gouvernement et sa collaboration ouverte avec les transnationales, les oligarchies patronales et les propriétaires fonciers. C'est pourquoi le MAS et Evo sont

intéressés à affaiblir et à détruire le PT, en attaquant les secteurs qui l'animent, comme cela a été le cas avec la criminalisation de 22 travailleurs et dirigeants de Huanuni, avec des déductions pour les jours de grève chez les travailleurs de la santé, les enseignants et les autres secteurs. Tout cela vise à démoraliser les bases de la COB et à les faire changer d'avis concernant le PT.

Le deuxième Congrès

Le deuxième Congrès du Parti des Travailleurs a eu lieu les 28 et 29 juin à Oruro. Contrairement au premier Congrès de Huanuni, il y avait moins de délégués – 400, au total – et des secteurs importants étaient absents, sans aucun doute à cause de l'attaque déployée par le gouvernement du MAS et l'attitude de certaines directions syndicales et politiques. Toutefois, l'ampleur des attaques et les inquiétudes suscitées dans le MAS par la fondation du PT démontrent pleinement la nécessité de sa construction. Le gouvernement est conscient du fait que, depuis la dernière grève, sa rupture avec le mouvement ouvrier et les salariés en général s'est approfondie. Il craint maintenant que la colère et le mécontentement se manifestent politiquement dans le PT, et il multiplie donc les efforts pour l'affaiblir et le détruire. La même raison fait peser sur les travailleurs l'urgence de sa défense et l'intensification des efforts pour la plus grande participation des bases dans sa consolidation.

A ce scénario d'attaques du gouvernement contre le PT se sont ajouté également les tentatives d'une partie de la direction du PT de travestir les résolutions du premier Congrès de Huanuni vers des orientations progouvernementales, sous prétexte de les rendre conformes pour le processus de la légalisation.

Dans ce contexte, le deuxième Congrès du PT a eu lieu dans des conditions différentes de celles du premier. On a surtout senti les absences de secteurs particulièrement importants, tels que les travailleurs de la santé, ceux de la *Caja Nacional*, les travailleurs municipaux et universitaires, entre autres. Malgré ces adversités, le deuxième Congrès de Oruro est parvenu à ratifier les résolutions de Huanuni, avec le maintien du caractère antigouvernemental, d'indépendance de classe et de lutte. Et il a renforcé la direction de transition avec l'ajout de neuf membres.

Evo Morales et le MAS se sont opposés aux bases de la COB et ont fait de la politique contre le PT, en proposant la formation d'une COB parallèle qui répond au gouvernement.

Une autre résolution importante du deuxième Congrès fut que la direction du PT doit immédiatement garantir une campagne pour la légalisation du parti.

La tâche de consolider le PT dans les bases ouvrières et dans les luttes comme un outil d'indépendance de classe – un pas en avant pour faire avancer les travailleurs vers un outil politique propre – est un combat permanent. Dans cette tâche, les adversaires sont le gouvernement et les patrons, ainsi que leurs alliés dans le mouvement ouvrier, tels que la direction de la COB et, malheureusement, un secteur du trotskysme, comme le POR de Guillermo Lora[2].

Notre politique

La naissance du PT ouvre un débat dans la gauche révolutionnaire sur la politique à adopter par rapport à lui. Le POR, le parti trotskyste le plus ancien et le plus grand en Bolivie, mène une forte campagne de lutte contre la PT. L'argument est qu'il est géré par une bureaucratie ayant des intérêts électoralistes.

Le *Groupe Lutte Socialiste* agit au sein du PT, suivant en cela les élaborations de Trotsky sur l'émergence de ce genre de partis. « *Se référant au Parti travailliste britannique, Trotsky disait :* "*En Angleterre, les syndicats ont été contraints de construire un parti politique après des siècles d'existence et de luttes. Quelles étaient les raisons de ce changement ? C'était le déclin complet du capitalisme britannique, qui a commencé très brusquement.* [...] *Les syndicats ont été dans l'impossibilité d'améliorer la situation des travailleurs et ils ont été poussés à l'action politique, car l'action politique est la généralisation de l'action économique."*

Pour Trotsky, le parti travailliste – ou plus précisément notre travail en faveur du parti travailliste – résulte d'une combinaison de deux éléments : la radicalisation des masses laborieuses, qui exigent une action politique ; et la faiblesse du parti révolutionnaire, qui lui empêche dans l'immédiat d'exprimer directement cette radicalisation. C'est pour cela, et uniquement pour cela, qu'il est correct pour le parti révolutionnaire de proposer le processus de construction du parti travailliste ou d'en faire partie. Le parti travailliste n'est pas le chemin direct – et donc "idéal" – pour atteindre les masses. Mais, étant une médiation, c'est le chemin que nous sommes souvent obligés à suivre pour construire le parti révolutionnaire. L'intervention dans le parti travailliste est un problème tactique, important, mais tactique. Elle est valable dans la mesure, et uniquement dans la mesure, où cela nous est utile pour construire le parti révolutionnaire.

Cela dépend d'un certain rapport de forces. Si le parti était assez fort pour accompagner la radicalisation des masses et pour fournir un pôle solidement implanté et en mesure d'attirer cette radicalisation, il serait absurde de proposer la construction d'un autre parti. Ce seraient cent pas en arrière. Si, au contraire, il est faible, et il existe un mouvement objectif en faveur d'un parti travailliste, alors nous devons travailler pour cette proposition. Selon Trotsky, une organisation révolutionnaire qui adopte une position négative ou d'une attente neutre en ce qui concerne ce mouvement progressif, se condamne à l'isolation et à la dégénérescence sectaire. »[3]

Le *Groupe Lutte Socialiste* est conscient que le PT bolivien n'est pas le parti qui mènera les travailleurs à la révolution socialiste. Bien au contraire, ce parti est dirigé par une bureaucratie de la COB. Il s'agit d'une bureaucratie faible, mais elle est réformiste : à certains moments, elle peut évoluer vers la gauche dans le sens de se mettre à la

2 Le *Partido Obrero Revolucionario* (POR) de la Bolivie a son origine dans l'Opposition internationale de gauche de Trotsky, de la fin des années 1930. Il a été dirigé par Guillermo Lora, depuis les années 1940 jusqu'à sa mort en 2009.

3 Martín Hernández, *Convergencia Socialista: Doce años de militancia en el PT*, Correo Internacional N° 63 I, 1993. La citation de Trosky est de l'article *Les mouvements ouvriers aux Etats-Unis et en Europa : une comparaison*, de mai 1938.

tête d'une lutte ou de présenter des candidatures indépendantes aux élections bourgeoises, mais son projet est d'atteindre le parlement.

Cependant – malgré toutes les contradictions que le phénomène de la naissance du PT entraîne, parce qu'il est dirigé par la bureaucratie de la COB –, son développement et sa consolidation peuvent signifier une avancée importante dans la réorganisation politique des travailleurs et dans la construction de leur parti, dans le cas d'un éventuel troisième mandat d'Evo Morales. Nous sommes en présence de la possibilité d'un bond en avant dans l'expérience avec le Front populaire, car la construction du PT est considérée par les travailleurs comme émanant d'eux-mêmes. Par conséquent, nous avons encouragé sa construction et nous en sommes une partie intégrante. Mais nous n'omettons pas de mener la lutte contre le projet réformiste envisagé par la direction de la COB. Dans les premier et deuxième Congrès, nous avons entrepris de présenter la plate-forme politique d'un « PT de lutte et démocratique, indépendant du gouvernement et des patrons », avec des comités de base dans les mines, les usines, les écoles et les universités, où les bases peuvent décider les orientations du parti.

Dans ce cas aussi, notre intervention suit les enseignements de Trotsky. Celui-ci, voyant le caractère très progressiste de ces partis, ainsi que leurs contradictions, a expliqué comment les révolutionnaires doivent se situer face à eux. « *En défendant le parti travailliste de l'attaque de la bourgeoisie, le SWP ne doit cependant assumer aucune responsabilité pour ce parti.* »[4] Trotsky faisait allusion au fait que le parti révolutionnaire – en tant que minorité face au mouvement objectif, à l'origine de ces partis travaillistes – agit sur ce mouvement, mais il le fait en disputant son orientation et combattant constamment la politique de la direction de ces partis de construire un parti réformiste. C'était le cas de *Convergence Socialiste* – la section de la LIT-QI au Brésil –, qui a été active pendant 12 années au sein du PT brésilien, défendant un programme classiste, anticapitaliste, et de défense de la révolution socialiste. Grâce à cette conviction concernant le projet à construire pour aider les travailleurs brésiliens sur la voie de la révolution, ainsi que le fait de faire partie d'une organisation internationale – dans ce cas, la LIT-QI –, *Convergence Socialiste* a pu mener – jusqu'à son expulsé en 1992 – la lutte permanente contre la majorité de la direction du PT, le courant *Articulation*, dirigé par Lula da Silva, et a pu construire le PSTU du Brésil.

Le *Groupe Lutte Socialiste* se met au service des travailleurs, des étudiants et des jeunes, suivant l'exemple de *Convergence Socialiste,* pour promouvoir, à partir des bases, la consolidation du Parti des Travailleurs avec indépendance de classe, démocratique et de lutte.

Proposition de principes soumise et défendue par Lutte Socialiste au Congrès de fondation du PT

1. Le caractère du PT : l'indépendance de classe

- Le PT est un parti de et pour la classe travailleuse et les exploités, anti-impérialiste, anticapitaliste et de défense de la révolution socialiste.
- Le PT maintient les principes des thèses de Pulacayo d'indépendance par rapport aux gouvernements et aux patrons. Nous rejetons la collaboration de classes parce qu'elle dévie la classe ouvrière de sa mission historique et nécessaire de la prise du pouvoir.

2. La méthode de lutte du PT : l'action directe

- Le PT aura comme forme d'action prioritaire les luttes directes des travailleurs, des paysans, des peuples autochtones et des étudiants. L'histoire a montré que ce n'est qu'à travers notre unité, notre mobilisation et notre organisation que nous pouvons atteindre nos objectifs tactiques et stratégiques.
- Le PT utilisera la lutte juridique et parlementaire comme un support secondaire par rapport aux luttes directes. Le Parlement sera utilisé comme une tribune révolutionnaire pour renforcer l'organisation et la lutte des travailleurs, mais il n'est pas le centre de l'activité du PT.

3. La stratégie du PT

- Le PT défendra les intérêts immédiats et historiques des travailleurs et des exploités et il lutte donc pour mettre fin à toutes les formes d'exploitation et d'oppression de l'homme par l'homme.
- La stratégie du PT est que le prolétariat, ensemble avec tous les secteurs exploités et opprimés, doit prendre le pouvoir et détruire l'Etat capitaliste par une révolution sociale, vers la construction d'une Bolivie véritablement libre, souveraine et socialiste, comme un premier pas vers la révolution socialiste mondiale.

4. L'internationalisme prolétarien

- Face à l'approfondissement de la crise capitaliste mondiale, le PT doit promouvoir plus que jamais l'internationalisme prolétarien et la solidarité de classe, en soutenant et coordonnant la lutte de la classe travailleuse et des exploités dans le monde entier.

5. La démocratie interne

- Le PT doit être régi par la plus ample démocratie interne, assurant la participation et la prise de décisions des bases et des différents courants d'idées et d'opinions qui existent en son sein.

6. Le type de gouvernement défendu

- Pour un gouvernement ouvrier, paysan, indigène et populaire soutenu par la COB et les organisations indigènes et populaires.

7. La lutte contre toutes les formes d'oppression

- Le PT lutte contre toutes les formes d'oppression, et il promeut qu'au sein du PT et en dehors de lui, les hommes et les femmes de la classe travailleuse aient les mêmes droits. A cet effet, il promouvra en permanence la lutte contre la violence sur les femmes ; contre le féminicide ; pour la fin du travail précaire et pour un travail décent et un salaire égal pour un travail égal.
- Le PT promeut la pleine participation des femmes travailleuses, étudiantes, paysannes, et autochtones dans la direction du PT et dans les organisations de la classe ouvrière.
- Le PT défend le droit à l'autodétermination des peuples autochtones.

4 L Trotsky, *Le parti ouvrier*, 7.8.1940 Le SWP (*Socialist Worker's Party*) était le parti de la IVe Internationale aux Etats-Unis.

La Colombie

Campagne contre les menaces

Défendons la vie des dirigeants ouvriers !

Elizabeta Volok

Les militaires envahissent une maison de travailleurs ruraux dans la région de Catatumbo.

La Colombie occupe la première place au monde dans la violence antisyndicale. Depuis 1986, date de fondation de la CUT, 2 942 dirigeants syndicaux ont été assassinés. En 2012, alors que les accords signés avec les Etats-Unis pour la ratification du Traité de Libre Echange étaient mis en œuvre, 20 syndicalistes ont été assassinés, 90 déplacés de force, 20 détenus et cinq portés disparus. En 2013, cinq syndicalistes ont déjà été assassinés.

Sous le gouvernement actuel, le nombre de menaces s'approche du millier. L'impunité dépasse dans tous les cas plus de 95 %, et en dépit de cela, le gouvernement a obtenu que la Colombie soit rayée de la « liste noire » de l'OIT pour violation des droits du travail.

Alors que le gouvernement tente de prouver qu'il fait résolument face à l'extrême droite, et promet une action impitoyable de l'armée et de la justice contre les « bandes criminelles » (dites « la main noire »), rien ne semble arrêter la violence ; les crimes se succèdent, alors que les plaintes et les enquêtes se promènent par tous les bureaux des organismes chargés d'assurer la sécurité des personnes menacées. Pendant ce temps, les patrons en profitent pour affaiblir la résistance des travailleurs.

Seuls quelques cas reçoivent l'attention du gouvernement, tel que celui du journaliste de la revue *Semana*, Ricardo Calderon, qui a reçu immédiatement l'assurance des moyens de protection ; ou celui de Julio Roberto Gomez, président de la CGT et collaborateur du gouvernement, où le président Santos lui-même a dénoncé les menaces reçues.

L'utilisation de la terreur, une méthode structurale du régime politique colombien

Les assassinats, les disparitions forcées et les menaces ont servi aux patrons du pays pour maintenir leur taux de profit et pour démonter et affaiblir la résistance aux mesures contre les travailleurs. L'usage de la violence directe contre le mouvement ouvrier caractérise le régime politique, en raison de sa taille et de sa permanence pendant des décennies, car il y est structurellement lié.

Pendant des décennies, la bourgeoisie a fait valoir que ceux qui défendent les droits des travailleurs sont des « guérilleros en civil ». Dans un pays avec un affrontement armé de plus de cinq décennies, cela a assuré l'impunité pour les criminels, et la violence antisyndicale y est devenue quelque chose de naturel et a neutralisé les travailleurs, face aux attaques contre leurs dirigeants.

Pour les patrons, il est moins cher de payer une escouade d'assassins qui va « résoudre le problème », plutôt que de répondre aux exigences de meilleurs salaires et conditions de travail. Cela leur est utile aussi pour intimider les travailleurs afin de les empêcher de s'organiser. Cette logique perverse n'a pas trouvé une volonté d'y faire face dans la majorité de la direction syndicale. Les grèves et les arrêts de travail dans les années antérieures, chez les travailleurs du ciment et les enseignants, en réponse à la violence contre les travailleurs, n'ont pas trouvé assez de solidarité de classe pour permettre de freiner l'effusion de sang. On n'a pas fait face aux

assassinats par l'appel à la mobilisation et aux arrêts de production. La méthode de la classe ouvrière a été remplacée par les seules plaintes, les démarches devant les tribunaux, le « lobby » parlementaire, les « actions urgentes », les voyages internationaux et les projets de coopération internationale avec les ONG (les organisations non gouvernementales) et les organisations de défense des droits de l'homme.

Récupérons la méthode des travailleurs pour répondre aux menaces

Même s'il est difficile de commencer à parler d'arrêts de production et de mécanismes d'autodéfense des travailleurs, cela reste néanmoins une tâche d'une importance fondamentale pour préparer la résistance et pour surmonter le déclin profond dans la conscience démocratique de la classe travailleuse. Il s'agit de poursuivre la sensibilisation de la base des organisations et de leurs familles. Nous devons aborder la question, proposer ces mesures dans les réunions des organes de direction des syndicats et les soulever au sein des assemblées des travailleurs. Nous devons commencer à coordonner des actions de solidarité parmi les personnes directement touchées et qui ont fait l'expérience directe de l'inaction de l'Etat et du manque de solidarité des bureaucraties syndicales. C'est l'objectif principal de la réalisation d'une Rencontre nationale de dirigeants syndicaux et sociaux menacés, dont la promotion est en marche.

Nous exigeons de Coca-Cola le transfert du camarade Wilson Castro

Wilson Castro est un dirigeant de Sinaltrainal Bolívar et un travailleur de la multinationale Coca-Cola depuis plus de trente ans. Il a reçu des menaces de mort à plusieurs reprises, à cause de son engagement en faveur des droits des travailleurs, et le 13 avril dernier, il a été victime d'un attentat à sa résidence, qui, sans la solidarité des voisins, lui aurait été fatal comme victime numéro neuf des travailleurs de Coca-Cola.

La situation est tellement grave que le *Comité d'évaluation des risques et de recommandation de mesures* (Cerrem) du gouvernement a qualifié son niveau de risque comme « extraordinaire ». L'ONG américaine Wola, qui assure le suivi des engagements du gouvernement colombien pour la mise en œuvre de l'ALENA, a demandé, dans sa lettre ouverte du 3 juin, au ministre du Travail, Rafael Pardo, d'intervenir immédiatement afin d'assurer l'intégrité physique et la vie de Wilson Castro et d'autres syndicalistes de la ville de Cartagena, également militants du PST, la section colombienne de la LIT-QI.

Malgré deux demandes adressées à Coca-Cola pour solliciter le transfert de Wilson Castro, l'entreprise n'a pas donné de réponse, et une campagne a donc été mise en œuvre pour soutenir la demande. Des déclarations en ce sens ont déjà été faites par les parlementaires Iván Cepeda, Wilson Arias et Alexander Lopez, du Pôle Démocratique Alternatif (PDA), le Bloc pour les Asturies, les syndicats LAB et Co.bas, de l'Etat espagnol, et plusieurs syndicats de la Colombie.

Wilson Castro, dans la mobilisation de protestation.

L'importance d'une tâche

Retrouver Carolina Garzón !

Cela fait maintenant plus de quatorze mois que l'activité se poursuit, pour retrouver la camarade Carolina Garzón et pour clarifier les conditions et identifier les auteurs de sa disparition à Quito, en Equateur.

Certains camarades, impressionnés par le dévouement, les efforts et les ressources engagés dans la tâche, s'interrogent sur l'importance de celle-ci. Nous comprendre la question, dans un pays comme la Colombie, où la disparition de dizaines de milliers de personnes – sans parler des assassinats et des menaces – est devenue le pain quotidien pour leurs propres familles au cours des dernières années.

Beaucoup de familles de disparus n'ont pu compter qu'avec leur propre force et celle de quelques amis, pour tenter de remédier à la situation. Plusieurs organisations qui ont des disparus parmi leurs membres actifs n'ont même pas pris en charge une activité qui se ressemble à celle déployée pour retrouver Carolina.

Dans la lutte pour Carolina, nous luttons pour un droit démocratique qui n'est pas entièrement garanti par les gouvernements. Les familles ont le droit d'exiger des Etats concernés le déploiement d'une activité à grande échelle pour retrouver les disparus et pour clarifier les raisons et identifier les auteurs de la disparition. Mais ces gouvernements agissent toujours avec un critère de classe et fixent les critères et l'allocation des ressources selon l'appartenance sociale, ou non, du disparu au groupe des puissants. Cette lutte, démocratique, a donc une grande importance dans le monde d'aujourd'hui.

Nous avons obtenu beaucoup de choses, même si nous n'avons pas encore atteint l'essentiel. En Equateur s'est constituée l'Association des parents et amis des disparus de l'Equateur (Asfadec), qui comprend des dizaines de familles touchées. Suite à la pression exercée, le président Correa a dû se manifester : il a reçu le principal représentant de la campagne pour Carolina (son père Walter) et il s'est engagé à fournir toutes sortes de facilités pour poursuivre la recherche et pour clarifier sa disparition. Nous insistons pour qu'il tienne pleinement cet engagement.

Il y a un autre élément qui donne de l'importance, pour la Ligue Internationale des travailleurs, à ce combat. Chaque membre d'un parti de la LIT est, à la fois, un membre de n'importe lequel des autres partis. Dans un cas comme celui-ci, notre morale – bien différente de la morale bourgeoise individualiste – nous amène à agir de la même façon que nous agirions si nous étions touchés nous-mêmes. Politiquement, nous sommes une famille unie par un lien qui arrive à être même plus fort que les liens biologiques : la détermination à la lutte la plus constante et permanente pour vaincre la domination bourgeoise impérialiste, par la construction de gouvernements des travailleurs et la mise en œuvre de la construction d'une société différente de l'actuelle, la société socialiste.

C'est ce qui fait que la défense et la sauvegarde de la vie de chacun des membres de la LIT soient une valeur suprême à laquelle nous ne renoncerons jamais.

Nous continuerons donc sans relâche, coûte que coûte, notre engagement dans la lutte pour retrouver Carolina et pour clarifier les causes et identifier les auteurs de sa disparition.

Les éditions ***Marxismo Vivo*** présentent...

Le Venezuela après Chavez : un bilan nécessaire

La maladie et la mort de Hugo Chavez – sans doute l'un des dirigeants les plus éminents de la politique latino-américaine et internationale du 21e siècle – ont remis à l'ordre du jour le débat sur le vrai sens de sa figure, de son mouvement et de ses gouvernements au Venezuela. Le débat est également mis à jour par le résultat des récentes élections présidentielles, les premières sans Chavez, dans lesquelles le candidat progouvernemental, Nicolas Maduro, a remporté de justesse une victoire sur son adversaire de droite, Henrique Capriles.

La LIT a fait valoir d'emblée que les gouvernements de Hugo Chavez n'ont jamais été « socialiste ». Ses gouvernements étaient bourgeois, c'est à dire au service du maintien et de la défense du système capitaliste et de son Etat dans le pays.
Ce livre met l'accent sur cette controverse, tout en essayant d'éviter toute sorte d'insultes ou d'épithètes, avec un débat qui est basé sur des faits précis de la réalité (et non des fantasmes idéologiques) et sur les élaborations que le marxisme et la théorie de la lutte de classes nous fournissent.

_____

Les textes de ce livre, pour le moment uniquement disponible en espagnol, sont de : Americo Gomes, Martin Hernandez, Alejandro Iturbe, Cesar Neto, Cecilia Toledo et Joseph Weil, sous la coordination de Alejandro Iturbe.

EGYPTE

DES MILLIONS DANS LA RUE RENVERSENT MORSI